

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2006-2007

14 DÉCEMBRE 2006

Proposition de résolution relative à la présence de la Belgique au Conseil de sécurité des Nations unies en tant que membre non permanent, du 1^{er} janvier 2007 et 31 décembre 2008

La Belgique au Conseil de Sécurité de l'ONU, 2007-2008

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET
DE LA DÉFENSE
PAR

**MM. BROTCORNE, MAHOUX
ET L. VANDENBERGHE**

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2006-2007

14 DECEMBER 2006

Voorstel van resolutie betreffende de aanwezigheid van België in de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties als niet-permanent lid, van 1 januari 2007 tot 31 december 2008

België in de VN-Veiligheidsraad, 2007-2008

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN EN
VOOR DE LANDSVERDEDIGING
UITGEBRACHT DOOR
DE HEREN **BROTCORNE, MAHOUX
EN L. VANDENBERGHE**

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Président / Voorzitter : François Roelants du Vivier.

Membres / Leden :

SP.A-SPIRIT	Staf Nimmegeers, Fatma Pehlivan, Lionel Vandenberghe.
VLD	Margriet Hermans, Annemie Van de Casteele, Paul Wille.
PS	Jean Cornil, Pierre Galand, Olga Zrihen.
MR	Marie-Hélène Crombé-Berton, Alain Destexhe, François Roelants du Vivier.
CD&V	Sabine de Bethune, Erika Thijs.
Vlaams Belang	Jurgen Ceder, Karim Van Overmeire.
CDH	Christian Brotcorne.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Mimount Bousakla, Jacinta De Roeck, Bart Martens, Fauzaya Talhaoui.
Pierre Chevalier, Stefaan Noreilde, Patrik Vankrunkelsven, Luc Willems.
Jean-Marie Happart, Joëlle Kapompolé, Marie-José Laloy, Philippe Mahoux.
Jihane Annane, Jean-Marie Cheffert, Berni Collas, Christine Defraigne.
Wouter Beke, Luc Van den Brande, Marc Van Peel.
Yves Buysse, Joris Van Hauthem, Wim Verreycken.
Francis Delpérée, Clotilde Nyssens.

Voir :

Documents du Sénat :

3-1969 - 2006/2007 :

N° 1 : Proposition de résolution de M. Mahoux et consorts.
N° 2 : Amendements.

Voir aussi :

Documents du Sénat :

3-1893 - 2006/2007 :

N° 1 : Rapport.

Zie :

Stukken van de Senaat :

3-1969 - 2006/2007 :

Nr. 1 : Voorstel van resolutie van de heer Mahoux c.s.
Nr. 2 : Amendementen.

Zie ook :

Stukken van de Senaat :

3-1893 - 2006/2007 :

Nr. 1 : Verslag.

I. INTRODUCTION

Le 16 octobre 2006, la Belgique a été élue, pour la cinquième fois de son histoire, au poste de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, et ce pour la période 2007-2008. À l'occasion de cette élection, la commission a décidé d'organiser un certain nombre d'auditions. Ces auditions ont eu lieu :

— le 14 novembre 2006, avec M. De Gucht, ministre des Affaires étrangères, et M. Verbeke, représentant permanent de la Belgique auprès des Nations unies, bureau de New York;

— le 21 novembre 2006 avec le professeur P. d'Argent, *UCL*, le professeur O. Corten, *ULB*, M. B. Van der Meerschen, secrétaire général de la *FIDH* (*Fédération internationale des ligues des droits de l'homme*), le professeur J. Wouters, *KUL* et M. Antonio Vigilante, directeur du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement);

— le 28 novembre 2006 avec Mme Bénédicte Frankinet, directeur de la direction Nations unies du SPF Affaires étrangères, M. Rudi Brieven, collaborateur à la direction Nations unies du SPF Affaires étrangères.

À l'issue de ces auditions, les rapporteurs ont déposé une proposition de résolution que la commission a examinée au cours de ses réunions des 12 et 14 décembre 2006.

II. AUDITIONS

2.1. Audition du 14 novembre 2006 de M. De Gucht, ministre des Affaires étrangères, et de M. Verbeke, représentant permanent de la Belgique auprès des Nations unies à New York (réunion conjointe avec la commission compétente de la Chambre)

2.1.1. Exposé de M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères

Le 16 octobre 2006, la Belgique a été élue, pour la cinquième fois de son histoire, membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, et ce, pour la période 2007-2008. Cette élection, avec pas moins de 180 voix sur 189, est une preuve incontestable de la confiance que la communauté internationale accorde à notre pays. Notre participation au Conseil de Sécurité, qui s'inscrit dans le sillage immédiat de notre présidence de l'OSCE, offrira une nouvelle occasion de donner corps à notre engagement inconditionnel en faveur du multilatéralisme et de la coopération internationale.

Cette participation au Conseil de sécurité implique une responsabilité importante pour la Belgique.

I. INLEIDING

Op 16 oktober 2006 werd België, voor de vijfde maal in zijn geschiedenis, verkozen tot niet permanent lid van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties, en dit voor de periode 2007-2008. Naar aanleiding van deze gebeurtenis heeft de commissie beslist een reeks hoorzittingen te wijten aan deze voor ons land. Die hoorzittingen vonden plaats op :

— 14 november 2006, met de heer De Gucht, minister van Buitenlandse Zaken, en de heer Verbeke, Permanent Vertegenwoordiger van België bij de Verenigde Naties, New York;

— 21 november 2006 met professor P. d'Argent, *UCL*, professor O. Corten, *ULB*, de heer B. Van der Meerschen, secretaris-generaal van de *FIDH* (*Fédération internationale des ligues des droits de l'homme*), professor J. Wouters, *KUL* en de heer Antonio Vigilante, directeur, UNDP (United Nations Development Programme);

— 28 november 2006 met mevrouw Bénédicte Frankinet, directeur, dienst Verenigde Naties, FOD Buitenlandse Zaken, de heer Rudi Brieven, medewerker, dienst Verenigde Naties, FOD Buitenlandse Zaken.

Na deze hoorzittingen dienden de rapporteurs een voorstel van resolutie in dat door de commissie werd besproken tijdens haar vergaderingen van 12 en 14 december 2006.

II. HOORZITTINGEN

2.1. Hoorzitting van 14 november 2006 met heer De Gucht, minister van Buitenlandse Zaken, en de heer Verbeke, Permanent Vertegenwoordiger van België bij de Verenigde Naties, New York (gezamenlijke vergadering met de bevoegde Kamercommissie)

2.1.1. Uiteenzetting van de heer Karel De Gucht, minister van Buitenlandse Zaken

België werd op 16 oktober 2006, voor de vijfde maal in zijn geschiedenis, tot niet-permanent lid van de Veiligheidsraad van de VN verkozen, en dit voor de periode 2007-2008. Deze verkiezing, met niet minder dan 180 stemmen op 189, is een onmiskenbare blijk van het vertrouwen, dat de internationale gemeenschap in ons land stelt. Onmiddellijk aansluitend op ons voorzitterschap van de OVSE, zal dit lidmaatschap van de Veiligheidsraad een nieuwe gelegenheid bieden om ons onverminderd engagement voor multilateralisme en internationale samenwerking een concrete gestalte te geven.

Dit lidmaatschap van de Veiligheidsraad brengt voor België een belangrijke verantwoordelijkheid met

Conformément à la Charte de l'ONU, la Belgique sera en effet tenue d'agir au nom de la communauté internationale dans les domaines qui relèvent de la compétence du Conseil de sécurité, à savoir les questions de paix et de sécurité. Cela signifie que, pour les deux ans à venir, notre pays devra avant tout défendre des intérêts globaux et non pas des intérêts belges tout en assumant, évidemment, cette responsabilité dans une optique belge et européenne.

Contrairement à ce qui se passe lors d'une présidence de l'Union européenne ou de l'OSCE, un futur membre du Conseil de sécurité n'étale pas son propre agenda ou programme. La gestion des crises est par nature une matière qui peut être planifiée de manière méthodologique mais pas pour ce qui est du contenu. L'agenda est en effet essentiellement déterminé par l'actualité mondiale. Pourtant, il est possible de mettre ses propres accents selon la situation, et d'éclairer les problèmes sous un angle spécifique. Notre pays saura sans aucun doute jouer un rôle moteur dans des dossiers où notre expertise est généralement reconnue, comme en Afrique. Mais l'ambition est d'amener la Belgique à contribuer largement au débat au sujet de tous les grands problèmes mondiaux.

La Belgique assumera peut-être la présidence du Conseil de sécurité à deux reprises, à chaque fois pendant un mois (au printemps 2007 et à l'automne 2008). Il est important de savoir que cette présidence est bien plus un « *chairmanship* » qu'une « *presidency* ». Au cours de sa présidence, la Belgique accordera une attention particulière à la problématique de l'exploitation illégale des ressources naturelles dans les zones de conflit. Une concertation est en cours avec les autres membres du Conseil sur le contenu concret à donner à ce thème. La Belgique devra également présider, pendant toute la durée de son mandat, plusieurs organes subsidiaires (comités de sanctions et/ou groupes de travail). La décision à ce sujet sera prise dans les semaines à venir au sein du Conseil de sécurité.

La mise en œuvre concrète des accents belges sera donc constante. Une chose est d'ores et déjà claire : les défis de cette prochaine participation ne sont plus comparables à ceux de notre précédente participation en 1991-92. Ces quinze dernières années, depuis la fin de la Guerre froide, le Conseil de sécurité a connu une croissance exponentielle de ses activités : ainsi y a-t-il aujourd'hui seize missions de maintien de la paix, quatre-vingt mille Casques bleus et douze comités de sanctions. L'agenda du Conseil de Sécurité s'est aussi étoffé, tant au niveau géographique qu'au niveau thématique.

Géographiquement, le Conseil de sécurité mandate et gère les différentes opérations de paix sur le terrain : entre autres la MONUC au Congo, la MINUS au Soudan, et la MINUL au Liberia. Il y a également les nombreuses missions politiques de l'ONU, où l'ONU

zich mee. In overeenstemming met het VN Handvest, zal België namelijk de verplichting op zich moeten nemen om namens de internationale gemeenschap op te treden in die domeinen waar de Veiligheidsraad voor bevoegd is, te weten kwesties van vrede en veiligheid. Dit betekent dat ons land de volgende twee jaar in eerste instantie globale, en niet Belgische, belangen zal moeten behartigen. Maar het zal deze verantwoordelijkheid uiteraard dragen vanuit een Belgische en Europese invalshoek.

In tegenstelling tot een voorzitterschap van de Europese Unie of van de OVSE, pakt men als toekomstig lid van de Veiligheidsraad niet uit met een eigen programma of agenda. Crisisbeheer kan van nature wel methodologisch gepland worden, maar niet inhoudelijk. In grote mate wordt de agenda immers bepaald door het wereldgebeuren. Het is echter wel mogelijk om geval per geval eigen accenten te leggen, en vraagstukken vanuit een specifieke invalshoek te belichten. Zonder twijfel zal ons land een stuwende rol kunnen spelen in de dossiers waar onze expertise algemeen erkend wordt, zoals in Afrika. De ambitie is wel om België in alle grote wereldproblemen inhoudelijk tot het debat te laten bijdragen.

Wellicht zal België tijdens zijn lidmaatschap ook twee maal voorzitter zijn van de Veiligheidsraad, en dit telkens voor 1 maand (in lente 2007 en herfst 2008). Zo'n voorzitterschap van de Veiligheidsraad is veel meer een « *chairmanship* » dan een « *presidency* ». Tijdens zijn voorzitterschap zal België speciale aandacht besteden aan de problematiek van de illegale exploitatie van natuurlijke rijkdommen in conflictgebieden. Overleg is gaande met de andere leden van de Raad over de concrete invulling van dit thema. België zal tijdens zijn mandaat ook enkele subsidiaire organen dienen voor te zitten (sanctiecomités en/of werkgroepen). De beslissing dienaangaande wordt in de komende weken binnen de Veiligheidsraad genomen.

De concrete invulling van de Belgische accenten zal dus gestaag gebeuren. Eén zaak is nu al duidelijk : de uitdagingen van ons komend lidmaatschap zijn niet meer te vergelijken met die tijdens ons laatste lidmaatschap in 1991-92. De afgelopen 15 jaar, sinds het einde van de Koude Oorlog, heeft de Veiligheidsraad immers een exponentiële groei van activiteiten gekend : zo zijn er vandaag 16 vredesmissies, 80 000 blauwhelmen, en 12 sanctiecomités. Ook de agenda van de Veiligheidsraad is ondertussen zeer breed geworden, niet enkel geografisch maar ook thematisch.

Geografisch mandateert en beheert de Veiligheidsraad de verschillende vredesoperaties op het terrein : onder andere MONUC in Congo, UNMIS in Soedan en UNMIL in Liberia. Daarnaast zijn er nog talrijke politieke VN-missies, waar de VN dus niet met

n'est pas présente sur le terrain avec des casques bleus mais bien mandatée par le Conseil de sécurité pour des tâches politiques: par exemple l'UNIOSIL en Sierra Leone ou le futur BINUB au Burundi, qui remplacera l'ONUB après le départ des Casques bleus. En outre, le Conseil de sécurité a établi ces dernières années des comités de sanctions spécifiques aux pays, le dernier dans la série il y a quelques semaines pour la Corée du Nord. Sans vouloir être exhaustif, nous pouvons déjà identifier un nombre de dossiers géographiques qui seront à l'ordre du jour dans la première partie de l'année 2007.

Il est ainsi certain qu'au début de notre participation au Conseil de sécurité, il faudra prendre une décision sur la nature de la présence de l'ONU en RDC après la fin de la transition. Dans une nouvelle résolution, un nouveau mandat de la MONUC doit être élaboré après le 15 février 2007, un nouveau maximum des troupes doit être fixé et un cadre juridique et politique adapté doit être créé pour la présence internationale ultérieure au Congo après l'entrée en fonction d'un gouverneur élu légalement.

Une deuxième question prioritaire sera la situation au Liban. Le Conseil de sécurité aborde le Liban à partir de trois points de vue proches l'un de l'autre: l'exécution du mandat de la mission renforcée de l'ONU, la FINUL (résolution 1701), la recherche d'une solution structurelle aux problèmes politiques du Liban avec un exercice effectif de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire et le désarmement des milices (résolution 1559), et le suivi de l'enquête sur l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafiq Hariri et l'établissement d'un tribunal international.

Notre engagement important sur le terrain devrait également nous permettre d'apporter une contribution de qualité aux débats à ce sujet.

Tous les mois, le Conseil de sécurité organise également un débat sur la situation au Moyen-Orient.

Néanmoins, il est clair qu'à ce stade, le rôle opérationnel du Conseil restera limité tant qu'un membre y opposera son veto.

Les dossiers de non-prolifération nucléaire seront eux aussi prioritaires à l'agenda. En ce moment, au sein du Conseil de sécurité, les membres P5 débattent sur un projet de résolution des pays E3 (France, Royaume-Uni et Allemagne) sur l'Iran. Il est très peu probable que cette problématique et son suivi ultérieur soit déjà résolue avant la fin de l'année. Le deuxième dossier de non-prolifération est la Corée du Nord. Ici, le Conseil de sécurité veillera à la mise en œuvre concrète de la résolution du Conseil de sécurité 1718, approuvée le 14 octobre et mettant en œuvre un nombre de sanctions contre le régime à Pyongyang.

blauwhelmen aanwezig is op het terrein, maar wel door de Veiligheidsraad gemandateerd is voor politieke opdrachten: aldus bijvoorbeeld UNIOSIL in Sierra Leone of het toekomstige BINUB in Burundi dat na het vertrek van de blauwhelmen ONUB zal vervangen. Daarenboven heeft de Veiligheidsraad de laatste jaren landenspecifieke sanctiecomités opgericht, de laatste in rij enkele weken geleden voor Noord-Korea. Zonder exhaustief te willen zijn, kunnen we nu al een aantal geografische dossiers identificeren die in de eerste jaarhelft van 2007 aan de orde zullen zijn.

Zo staat het vast dat bij de aanvang van ons lidmaatschap de Veiligheidsraad een beslissing zal moeten nemen over de aard van de VN aanwezigheid in de DRC na het einde van de transitie. In een nieuwe resolutie moet het nieuwe mandaat van MONUC na 15 februari 2007 uitgewerkt worden, een nieuw troepenplafond vastgelegd worden, en een aangepast juridisch en politiek kader gecreëerd worden voor de verdere internationale aanwezigheid in Kongo na het aantreden van een wettelijk verkozen regering.

Een tweede belangrijk aandachtspunt zal de situatie in Libanon zijn. Schematisch benadert de Veiligheidsraad Libanon vanuit drie, nauw verwante, invalshoeken: de uitvoering van het mandaat van de versterkte VN-missie UNIFIL (resolutie 1701), het vinden van een structurele oplossing voor de politieke problemen in Libanon met een effectieve uitoefening van het staatsgezag over het gehele grondgebied en de ontwapening van milities (resolutie 1559), en de opvolging van het onderzoek naar de moord op voormalig eerste minister Rafiq Hariri en de oprichting van een internationaal tribunaal.

Onze belangrijke inzet op het terrein moet ons mede in staat stellen een kwalitatieve inbreng te leveren in de debatten.

Maandelijks houdt de Veiligheidsraad ook een debat over de situatie in het Midden-Oosten.

Het is echter duidelijk dat de operationele rol van de Raad in dit stadium eerder beperkt zal blijven zolang een permanent lid van de Raad hiertegen zijn veto blijft stellen.

Ook de nucleaire non-proliferatiedossiers zullen hoog op de agenda staan. Op dit ogenblik wordt binnen de Veiligheidsraad onder de P5-leden onderhandeld over een ontwerp-resolutie van de E-3 (Frankrijk, VK en Duitsland) over Iran. Het is weinig waarschijnlijk dat deze problematiek en verdere opvolging reeds tegen het einde van het jaar van de baan zullen zijn. Het tweede non-proliferatiedossier is Noord-Korea. Hierbij zal door de Veiligheidsraad gewaakt worden over de concrete uitvoering van Veiligheidsraadresolutie 1718, die op 14 oktober werd aangenomen en een reeks sancties tegen het regime in Pyongyang instelt.

La situation au Darfour restera également une priorité pour le Conseil de sécurité : la question-clé est la mise en œuvre de la résolution 1706, dans laquelle il a été décidé de remplacer la mission africaine (AMIS) au Darfour par une mission de l'ONU, ce à quoi le régime au Soudan continue à s'opposer.

En ce qui concerne notre propre continent, il devient maintenant clair que la résolution en matière du statut définitif du Kosovo ne pourra pas être prise avant la fin de cette année. L'envoyé spécial de l'ONU, M. Ahtisaari, est en train d'achever et de raffiner ses propositions pour une solution du statut en concertation avec le Groupe de contact. Ses propositions seraient transmises à tous les partis, immédiatement après les élections législatives en Serbie prévues pour le 21 janvier. Ceci implique que la Belgique sera concernée par l'approbation de cette résolution de statut.

Après ces dossiers géographiques, il convient de mettre en exergue les points thématiques de l'agenda qui requièrent un suivi. Ces dernières années, le Conseil de sécurité a adopté de plus en plus de résolutions sur des sujets comme : « Les femmes, la paix et la sécurité » (résolution 1325), La « protection des civils en période de conflit armé » (résolution 1265), « Les enfants dans les conflits armés » (résolution 1612) etc. La Belgique prêtera, durant sa participation, une attention particulière à la préparation du débat traditionnel du Conseil de sécurité tenu chaque année sur la mise en œuvre de la résolution 1325 en matière de femmes, de paix et de sécurité qui aura lieu normalement au mois d'octobre. En ce qui concerne également la problématique des enfants et des conflits armés, la Belgique participera intégralement aux activités du groupe de travail du Conseil de sécurité « Les enfants dans les conflits armés », créé par la résolution 1612.

Le Conseil de plus en plus en tant qu'organe réglementaire (législatif) : ainsi par exemple dans les domaines de la lutte contre le terrorisme et la non-prolifération. Il va de soi que la Belgique prendra aussi ses responsabilités dans ce domaine.

Outre ces considérations portant sur le contenu, il faut mettre en lumière l'exercice méthodologique de notre participation. Il faut savoir que le Conseil de sécurité est en premier lieu un « club à 15 », où les 5 permanents, les « P5 », occupent une place à part. En tant que membre non permanent, il est donc important de savoir évaluer précisément son propre poids au sein du Conseil. En d'autres termes, être membre non permanent n'est pas un pouvoir qu'on saisit, mais une autorité qu'il faut construire petit à petit sur la base de la valeur ajoutée que l'on peut avoir, même en tant que petit pays. Ceci implique beaucoup de travail et de la qualité. La Belgique peut continuer à bâtir sur son expertise actuelle, mais aussi sur l'expérience qu'elle a acquise au cours de sa présidence de l'OSCE dans les domaines où elle était moins active dans le passé.

Ook de situatie in Darfoer zal prominent op de radar van de Veiligheidsraad blijven staan : hamvraag is hier de uitvoering van resolutie 1706, waarbij beslist werd om de Afrikaanse Missie (AMIS) in Darfoer door een VN missie te vervangen, iets waar het regime in Soedan zich blijft tegen verzetten.

Wat ons eigen continent betreft, wordt het nu duidelijk dat de resolutie inzake de statuutbepaling van Kosovo niet vóór het eind van dit jaar kan worden genomen. VN-gezant Ahtisaari is bezig met het afronden en verfijnen van zijn voorstellen voor een statusoplossing in samenspraak met de Contactgroep. Zijn voorstellen zouden meteen na de parlementsverkiezingen in Servië, voorzien op 21 januari, aan de partijen overgemaakt worden, wat impliceert dat België betrokken zal zijn bij de goedkeuring van deze statusresolutie.

Na deze geografische dossiers, zijn er ook de thematische agendapunten die opvolging zullen vragen. De VR heeft de laatste jaren immers meer en meer resoluties aangenomen over onderwerpen als : « Vrouwen, vrede en veiligheid » (resolutie 1325), de « Bescherming van burgers in gewapende conflicten » (resolutie 1265), « Kinderen en gewapende conflicten » (resolutie 1612), enz. België zal tijdens zijn lidmaatschap bijzondere aandacht besteden aan de voorbereiding van het traditionele, jaarlijkse Veiligheidsraadsdebat over de uitvoering van resolutie 1325 over vrouwen, vrede en veiligheid, dat normaal gezien in de maand oktober plaatsvindt. Ook wat de problematiek van kinderen en gewapende conflicten betreft, zal België voluit deelnemen aan de werkzaamheden van de door resolutie 1612 opgezette Veiligheidsraadwerkgroep « Kinderen en Gewapende Conflicten ».

De VR is ook steeds meer gaan optreden als regelgevend (wetgevend) orgaan : aldus bijvoorbeeld in de domeinen van terrorismebestrijding en non-proliferaat. Het spreekt vanzelf dat België ook op dit domein zijn verantwoordelijkheid zal opnemen.

Naast deze inhoudelijke beschouwingen is er ook de methodologische invulling van ons lidmaatschap. Men moet weten dat de Veiligheidsraad op de eerste plaats een « club à 15 » is, waarin de 5 permanenten, de « P5 », een eigen plaats bekleden. Het is dan ook belangrijk om als niet-permanent lid zijn eigen, soortelijke gewicht precies in te schatten. Niet-permanent lidmaatschap is met andere woorden geen macht die men grijpt, maar een gezag dat men gaandeweg opbouwt op basis van de toegevoegde waarde die men, zelfs als kleiner land, kan bieden. En dat impliceert hard werk en kwaliteit. België kan hiervoor voortbouwen op zijn bestaande expertise, maar ook op de ervaringen die we als voorzitter van de OVSE hebben opgedaan in domeinen waar België in het verleden minder actief was.

Enfin le point relatif à la dimension européenne de la participation belge est évoqué. La présence au Conseil de sécurité de 5 membres de l'UE (1/3 du Conseil de sécurité: le Royaume-Uni, la France, la Belgique, l'Italie et la Slovaquie) crée évidemment un potentiel important pour le renforcement de cette dimension.

La Belgique a donc également pris l'initiative de réactiver la concertation mutuelle entre les membres de l'UE du Conseil de sécurité et essaiera, avec les autres membres, de créer plus de cohérence entre les débats au sein de l'UE des 25, et au sein du Conseil de sécurité. Nous ferons ceci de manière pragmatique, en nous concentrant sur les résultats, lorsque nous sentirons qu'il y a une valeur ajoutée à apporter et qu'il existe une marge de manœuvre politique pour le faire. Dans ce cadre, la Belgique restera aussi en contact étroit avec les autres membres de l'UE et avec les présidences successives de l'UE. Au niveau officiel, les premiers contacts ont déjà eu lieu entre les cinq membres européens du Conseil de sécurité.

2.1.2. Exposé de J. Verbeke, représentant permanent de la Belgique aux Nations unies, New York

L'intervenant aborde deux aspects du Conseil de sécurité: il présentera d'abord sa composition et sa dynamique interne et s'intéressera ensuite aux points inscrits à l'ordre du jour du Conseil de sécurité.

La composition du Conseil de sécurité est la suivante: les membres permanents sont les États-Unis, le Royaume-Uni, la Russie, la France et la Chine. Les membres non permanents sont la Slovaquie, la Belgique, le Pérou, l'Italie, le Qatar, le Panama, le Ghana, l'Indonésie, le Congo-Brazzaville et l'Afrique du Sud.

Le groupe des 5 membres permanents constitue un premier sous-groupe qui appelle des commentaires. Le fait qu'ils disposent du droit de veto signifie que le Conseil de sécurité ne peut rien entreprendre sans l'accord des Cinq. Par conséquent, les dossiers les plus sensibles sur le plan politique sont d'abord traités par les Cinq et ne sont examinés avec les 10 membres non permanents que dans un second temps. Chacun le sait, les États-Unis jouent un rôle dominant au sein du groupe des Cinq. Les membres européens, le Royaume-Uni et la France, jouent un rôle moteur dans les travaux du Conseil de sécurité. Ce sont souvent eux qui prennent l'initiative de rédiger les résolutions. De même, ils se soucient davantage que les autres membres de l'efficacité et de la transparence des travaux du Conseil de sécurité. La Chine prend rarement l'initiative au sein du Conseil de sécurité, mais veille défensivement à ses intérêts, tant ceux de

Ten slotte moet ook het punt van de Europese dimensie van het Belgische lidmaatschap onder de aandacht worden gebracht. De aanwezigheid in de Veiligheidsraad van 5 EU-leden (één derde van de Veiligheidsraad: het VK, Frankrijk, België, Italië, en Slowakije) creëert op het eerste zicht natuurlijk een belangrijk potentieel voor het versterken van deze dimensie.

België heeft dan ook het initiatief genomen om het gezamenlijke overleg tussen de EU-leden van de Veiligheidsraad te reactiveren, en zal, samen met deze andere leden proberen meer samenhang te creëren tussen de debatten binnen de EU met 25 en die binnen de Veiligheidsraad. We zullen dit echter doen op een pragmatische en een resultaatgerichte wijze, wanneer wij aanvoelen dat er een inhoudelijke toegevoegde waarde is en dat er politieke ruimte toe bestaat. België zal hierbij ook goed voeling houden met de andere EU Lidstaten en de opeenvolgende EU-Voorzitterschappen. Op ambtelijk niveau vonden hiervoor reeds de eerste contacten plaats tussen de vijf Europese Veiligheidsraadleden.

2.1.2. Uiteenzetting van de J. Verbeke, Permanent Vertegenwoordiger van België bij de Verenigde Naties, New York

Spreker gaat in op twee aspecten van de Veiligheidsraad: vooreerst zijn samenstelling en interne dynamiek, vervolgens de punten die op de agenda van de Veiligheidsraad staan.

De samenstelling van de Veiligheidsraad ziet er als volgt uit: de permanente leden zijn de Verenigde Staten, het Verenigd Koninkrijk, Rusland, Frankrijk, en China. De niet-permanente leden zijn Slowakije, België, Peru, Italië, Qatar, Panama, Ghana, Indonesië, Congo-Brazzaville en Zuid-Afrika.

Een eerste sub-groep die om commentaar vraagt is de groep van 5 permanente leden. Het feit dat zij over het veto-recht beschikken betekent dat niets in de Veiligheidsraad kan gebeuren zonder de instemming van de Vijf. Wat dan op zijn beurt tot gevolg heeft dat de politiek meest gevoelige dossiers vooreerst onder de Vijf worden behandeld, en pas in een later stadium met de 10 niet-permanente leden worden gedeeld. Binnen de groep van Vijf neemt de VS, zoals bekend, een dominante positie in. De Europese leden, VK en Frankrijk, zijn de drijvende kracht achter het werk van de Veiligheidsraad. Vaak zijn zij het die de pen houden bij de redactie van resoluties. Tevens zijn zij meer dan anderen begaan met zowel de efficiëntie als transparantie van de werkzaamheden van de Veiligheidsraad. China neemt in de Veiligheidsraad zelden het voortouw, maar waakt defensief op zijn belangen: commerciële belangen, maar ook belangen van poli-

nature commerciale que ceux de nature politico-idéologique (en mettant l'accent sur les principes de souveraineté des États et de la non-ingérence dans les affaires intérieures). La Russie privilégie de plus en plus des accents personnels, qui se font l'écho de la politique plus assertive du Kremlin.

Chez les membres non permanents, il y a d'abord le sous-groupe européen rassemblant la Belgique, l'Italie et la Slovaquie. Ils entretiennent bien entendu des liens étroits avec les deux membres permanents européens, notamment par rapport à la défense des points de vue entérinés dans le cadre de la Politique étrangère et de sécurité commune. Ensemble, ces cinq membres européens représentent un bon tiers du Conseil de sécurité. Ensuite, il y a le groupe africain rassemblant l'Afrique du Sud, le Ghana et le Congo-Brazzaville. Comme 2/3 environ des points inscrits à l'ordre du jour du Conseil de sécurité concernent l'Afrique, leurs voix sont importantes. L'Afrique du Sud deviendra le porte-parole du G77 (qui compte actuellement 134 pays) et du MNA (mouvement des non-alignés). Elle aura une voix influente, qui ne se laissera probablement pas gagner facilement, pour autant qu'on puisse en juger au vu de l'attitude de négociation et du vote adoptés par l'Afrique du Sud au sein de l'assemblée générale. Le Ghana est un membre très apprécié du Conseil de sécurité, qui privilégie les dossiers sur leurs mérites. Le Congo-Brazzaville peut se prévaloir de sa présidence de l'Union africaine, qui s'achèvera cependant à la fin de cette année.

Nous avons par ailleurs un membre arabe, le Qatar, un membre asiatique, l'Indonésie, et deux membres latino-américains, le Pérou et le Panama. Le Qatar est le porte-parole du monde arabe, y compris de la Ligue Arabe et de l'Organisation de la Conférence islamique. Sa voix ne peut pas être ignorée, d'autant plus qu'elle est émise avec beaucoup de compétence. L'Indonésie est le plus grand pays musulman du monde et un membre éminent du MNA, mais elle est aussi réputée pour ses positions modérées. Sa position politique se rapprochera vraisemblablement de celle de l'Afrique du Sud. Le Pérou joue un rôle modéré au sein du Conseil de sécurité et est très proche de l'Occident dans de nombreux dossiers. Tout porte à croire que cette tendance se maintiendra également sous la présidence d'Alan Garcia. Enfin, il y a le Panama qui, en tant que candidat de compromis après le duel qui a opposé le Guatemala et le Venezuela, rejoindra le groupe latino-américain au sein du Conseil de sécurité. Le Panama est connu à New York pour ses positions centristes mûrement réfléchies : il ne pratique ni le populisme de gauche, ni le suivisme américain.

Les dossiers suivants sont pendants devant le Conseil de sécurité des Nations unies : pour l'Afrique : la RDC, le Burundi, le Soudan, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie-Érythrée, la Somalie, la Sierra Leone, le Libéria, le Sahara occidental et le Zimbabwe. Pour le Moyen-Orient : Israël et la Palestine, le Liban, l'Iraq,

tiek-ideologische aard (met nadruk op de beginselen van staatssoevereiniteit en niet-inmenging in binnenlandse aangelegenheden). Rusland legt steeds meer eigen accenten, die aansluiten bij het meer assertieve beleid van het Kremlin.

Bij de niet-permanente leden is er vooreerst de Europese subgroep met België, Italië en Slovakije. Uiteraard is hun band met de twee Europese permanente leden belangrijk, met name om uitdrukking te geven aan standpunten die binnen het Europees Gemeenschappelijk Buitenlands en Veiligheids Beleid hun beslag hebben gekregen. Samen zijn deze vijf Europese leden goed voor 1/3e van de Veiligheidsraad. Vervolgens is er de Afrikaanse groep met Zuid-Afrika, Ghana en Congo-Brazzaville. Omdat om en bij 2/3den van de agendapunten van de Veiligheidsraad op Afrika betrekking hebben, is hun stem belangrijk. Zuid-Afrika zal de woordvoerder worden van de G77 (inmiddels een groep van 134 landen) en de NAM (de groep van niet-gebonden landen). Het wordt een gezagvolle stem, en vermoedelijk niet altijd een gemakkelijke, als we althans mogen voortgaan op het onderhandelings- en stemgedrag van Zuid-Afrika in de Algemene Vergadering. Ghana is een zeer gewaardeerd lid van de Veiligheidsraad, dat de dossiers op eigen verdiensten bevoordeeld. Congo-Brazzaville kan bogen op zijn voorzitterschap van de Afrikaanse Unie, dat einde dit jaar evenwel afloopt.

Verder hebben we een Arabisch lid, Qatar, een Aziatisch lid, Indonesië, en twee Latijns-Amerikaanse leden, Peru en Panama. Qatar is de woordvoerder van de Arabische wereld, inclusief de Arabische Liga en de Organisatie van de Islamitische Conferentie. Zijn stem kan niet worden genegeerd, ook al omdat die kwaliteitsvol wordt gebracht. Indonesië is het grootste moslimland ter wereld en een prominent NAM-lid, maar staat bekend om zijn gematigde standpunten. Aansluiting van zijn beleidsstandpunten bij Zuid-Afrika is waarschijnlijk. Peru speelt een gematigde rol in de Veiligheidsraad en staat voor vele dossiers dicht bij het Westen. Het ziet er naar uit dat ook onder Alan Garcia die koers zal worden aangehouden. Ten slotte is er Panama dat als compromis-land, na de tweestrijd Guatemala-Venezuela, de Veiligheidsraad voor de Latijnsamerikaanse groep vervoegt. Panama staat in New York bekend voor zijn doordachte middenposities : noch aansluiting bij links-populisme, noch Amerikaans suivisme.

Volgende dossiers liggen bij VN-Veiligheidsraad ter behandeling : voor Afrika zijn dit DRC, Burundi, Soedan, Ivoorkust, Ethiopië-Eritrea, Somalië, Sierra Leone, Liberia, Westelijke Sahara, Zimbabwe. Voor het Midden-Oosten, Israël en Palestina, Libanon, Irak, Iran; voor EUROPA : Kosovo, Bosnië-Herzegovina,

l'Iran; pour l'Europe : le Kosovo, la Bosnie-Herzégovine, Chypre; pour l'Amérique centrale : Haïti; et pour l'Asie : la Géorgie (UNOMIG), l'Afghanistan (mission politique), la Corée du Nord (non-prolifération), le Timor oriental, la Birmanie et le Népal.

Tous ces dossiers ne retiennent pas l'attention du Conseil de sécurité de la même manière. En Afrique, elle se porte prioritairement sur le Soudan, qui possède d'importantes ressources pétrolières, dont le régime craint pour sa survie et où sévit une crise humanitaire sans précédent, qui mobilise la communauté internationale.

Ensuite, il y a la Côte d'Ivoire, qui s'est vu accorder un dernier délai d'un an pour organiser des élections afin de sortir de l'impasse politique, et le Congo (RDC), où l'attention se porte avant tout sur la consolidation post-électorale de la paix.

Il faut également citer la Somalie, où une grave crise semble se dessiner, et l'Éthiopie-Érythrée, où le différend frontalier, tranché depuis longtemps au plan légal, reste révélateur d'un ressentiment profond avec des retombées régionales.

En Asie, c'est surtout la Corée du Nord qui retient l'attention du Conseil de sécurité. La récente résolution sur les sanctions a été adoptée à l'unanimité, la Chine ayant joué un rôle déterminant. À supposer que les pourparlers à six se mettent en place, l'on peut espérer que ce dossier de non-prolifération occupe une place un peu moins prépondérante à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Il y a par ailleurs la situation au Timor oriental, un déplorable cas d'école de rechute — «*relapse*» comme on dit dans le jargon — dans une situation de crise que l'on avait considérée sans doute trop tôt comme réglée.

Le Moyen-Orient est une poudrière dans le monde. Tout part du conflit israélo-palestinien, qui est perçu, en général, comme la cause d'un malaise généralisé dans le monde arabe, et qu'il est par conséquent urgent de résoudre. Il y a ensuite le dossier connexe du Liban, qui se compose de trois volets : le plus évident est l'opération de maintien de la paix UNIFIL (notamment la participation appréciée de 400 militaires belges), vient ensuite, moins apparent mais tout aussi important, le volet politique du différend (délimitation de la frontière avec, notamment, les fermes de Chebaa, ainsi que le désarmement de toutes les milices — donc pas uniquement du Hezbollah) et, enfin, le dossier Hariri avec, d'une part, la commission d'enquête sous la direction de notre compatriote M. Brammertz et, d'autre part, la création d'un tribunal international.

Un dossier quelque peu distinct est celui de l'Iran et de la non-prolifération, dans lequel l'Europe joue un rôle important, par l'entremise du E-3 (Royaume-Uni, France, Allemagne) et de M. Solana. Ce dossier pose des questions complexes : des questions concernant la

Cyprus; voor Midden Amerika : Haïti en voor Azië, Georgië (UNOMIG), Afghanistan (politieke missie), Noord-Korea (non-proliferatie), Oost-Timor, Birma en Nepal.

Niet al die dossiers wegen even zwaar in de Veiligheidsraad. In Afrika gaat het prioritair om Soedan, een land met belangrijke olierijkdommen, met een regime dat beducht is om zijn overleving en waar een humanitaire crisis van ongeziene omvang de internationale gemeenschap mobiliseert.

Vervolgens zijn er Ivoorkust, aan wie een nieuwe, en laatste respijttermijn van één jaar werd gegeven voor de organisatie van verkiezingen die de politieke impasse moeten doorbreken, en Congo (DRC) waar de aandacht vooral naar de post-electorale consolidatie van de vrede gaat.

Er wordt ook verwezen naar Somalië, waar een ernstige crisis in de maak lijkt te zijn, en Ethiopië-Eritrea, waar het grensgeschil, dat juridisch reeds lang beslecht werd, symptomatisch blijft van een diepliggende wrevel met regionale spill-overs.

In Azië is het vooral Noord-Korea dat de aandacht van de Veiligheidsraad weerhoudt. De recente sanctieresolutie werd met éénparigheid van stemmen aangenomen, met een beslissende rol voor China. Gesteld dat het Zes-partijen overleg van de grond komt, dan kan verhoopt worden dat dit non-proliferatie dossier iets minder prominent in de Veiligheidsraad aanwezig zal zijn. Voorts is er Oost-Timor, een droevig schoolvoorbeeld van een terugval, «*relapse*» in ons jargon, in een crisissituatie die men wellicht prematuur voor geregeld hield.

Het Midden-Oosten is een brandende regio in de wereld. Centraal staat het Palestijns-Israëliësch conflict, dat algemeen gepercipieerd wordt als oorzaak van een veralgemeende malaise in de Arabische wereld, en derhalve dringend om een oplossing vraagt. Daaraan gebonden is er het Libanon-dossier dat drie luiken omvat : meest zichtbaar is de vredeshandhavingsoperatie UNIFIL (met gewaardeerde inzet van 400 Belgische militairen), minder zichtbaar maar niet minder belangrijk is het politieke luik van het geschil (grensafbakening met onder meer de Chebaa-boederijen, evenals ontwapening van alle milities — dus niet enkel Hezbollah) en ten slotte is er het Hariri-dossier met enerzijds de Onderzoekscommissie o.l.v. landgenoot Brammertz en anderzijds de oprichting van een Internationaal Tribunaal.

Enigszins apart staan Iran en het non-proliferatiedossier. Een dossier waarin Europa, via de E-3 (VK, Frankrijk, Duitsland) en de heer Solana, een belangrijke rol spelen. Hier staan complexe vragen aan de orde : vragen met betrekking tot non-proliferatie

non-prolifération au sens strict (usage civil des substances nucléaires, présence de puissances nucléaires comme le Pakistan, l'Inde et Israël dans la région, l'accord de coopération nucléaire entre les États-Unis et l'Inde ...), mais aussi concernant la place de l'Iran dans la région, les liens avec la Syrie et, partant, avec le Hezbollah, les garanties de sécurité de l'Occident et, en dernier ressort, de Washington.

Enfin, il y a l'Europe avec un seul dossier essentiel : celui du Kosovo. Le plan Ahtisaari sera soumis au Conseil de sécurité après les élections législatives serbes du 21 janvier 2007. Ce sera un exercice d'équilibriste périlleux mais faisable, dans le cadre duquel il faudra tenir compte de la Russie. Par ailleurs, l'UE, dont dépendra au final le succès du futur Kosovo, aura aussi un rôle prépondérant à jouer.

2.1.3. *Échange de vues*

M. Wille demande si l'entrée en fonction, le 1^{er} janvier 2007, de M. Bank Ki-Moon, le nouveau secrétaire général des Nations unies, qui coïncide avec l'entrée de notre pays au sein du Conseil de sécurité, peut avoir une influence sur la réforme de l'ONU.

La Belgique va-t-elle collaborer à la poursuite de la réforme des Nations unies, principalement en ce qui concerne la Commission de la consolidation de la paix et le Conseil des droits de l'homme ?

Notre pays peut-il, dans le cadre de la notion de la « responsabilité de protéger », avoir une influence en ce qui concerne par exemple la dénonciation des violations à grande échelle des droits de l'homme au Darfour ?

Le ministre des Affaires étrangères répond qu'il n'a eu qu'un seul entretien avec le nouveau secrétaire général et qu'il est donc prématuré de tirer des conclusions définitives en ce qui concerne la politique à mener. Il est toutefois notoire que le secrétariat des Nations unies est une administration pesante.

Le dossier de la réforme des Nations unies est actuellement au point mort, faute de consensus. L'option d'élargir encore le nombre de membres permanents du Conseil de sécurité par l'adjonction d'un pays de l'UE, comme l'Allemagne par exemple, n'est pas recommandée car l'Europe y est déjà surreprésentée. Soit on suit la logique de la représentation des vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale, les membres non permanents étant élus sur une base régionale, soit on s'en tient au nouvel échiquier politique mondial, les membres permanents siégeant encore pendant une génération au sein du Conseil de sécurité, tandis que serait envisagée la désignation de membres semi-permanents. Cela permettrait d'éviter

strictu sensu (burgerlijk gebruik van kernstoffen, kernmachten Pakistan, Indië en Israël in de regio, VS-Indië nucleair-samenwerkingsakkoord ...), maar ook met betrekking tot de plaats van Iran in de regio, banden met Syrië en zo met Hezbollah, veiligheids-garanties van het Westen en uitiem van Washington.

Ten slotte is er Europa met één centraal dossier : Kosovo. Het Ahtisaari-plan zal na de Servische parlementsverkiezingen van 21 januari 2007 aan de Veiligheidsraad worden voorgelegd. Het wordt een moeilijke, maar doerbare evenwichtsoefening waarin met name Rusland zal moeten gekend worden. Maar ook de EU, die het in het toekomstige Kosovo uiteindelijk zal moeten waarmaken, komt een belangrijke rol toe.

2.1.3. *Gedachtewisseling*

De heer Wille vraagt of het aantreden op 1 januari 2007 van de heer Bank Ki-Moon, de nieuwe secretaris-generaal van de VN, dat samenvalt met de aanwezigheid van ons land in de Veiligheidsraad, een invloed kan uitoefenen op de hervorming van de VN.

Gaat België meewerken aan de verdere hervorming van de VN voornamelijk op niveau van de « Peace Building Commission » en de Mensenrechtenraad ?

Kan ons land in het kader van de notie « Responsibility to Protect » invloed hebben op, bijvoorbeeld, het aanklagen van de grootschalige schendingen van de mensenrechten in Darfour ?

De minister van Buitenlandse Zaken antwoordt dat hij slechts één gesprek heeft gehad met de nieuwe secretaris-generaal en het is dus nog te vroeg om definitieve conclusies te trekken qua beleidsvoering. Het is echter wel algemeen bekend dat het VN-Secretariaat een logge administratie is.

Op dit ogenblik is de hervorming van de VN een dood dossier, waarover elke consensus ontbreekt. De optie om het aantal permanente leden van de Veiligheidsraad uit te breiden met nog een EU-land, zoals bijvoorbeeld Duitsland, is niet aangewezen omdat Europa reeds oververtegenwoordigd is. Ofwel wordt de logica van de vertegenwoordiging van de overwinnaars uit de tweede Wereldoorlog gevolgd met de verkiezing van de niet-permanente leden op regionale basis, ofwel de nieuwe constellatie in de wereld, waarbij permanente leden nog een generatie in de Veiligheidsraad zouden zitten, en de creatie van semi-permanente leden zou overwogen worden. Op die wijze moet er geen definitieve keuzes gemaakt worden

de faire des choix définitifs quant à savoir qui est le représentant de tel ou tel continent.

La notion de la « responsabilité de protéger » a été inscrite dans la Charte des Nations unies sur la base du Sommet du millénaire et en réaction aux événements qui ont secoué le Rwanda en 1993, mais elle ne peut pas s'appliquer au Darfour, car un membre permanent, la Chine en l'occurrence, s'y oppose pour des raisons liées à ses besoins énergétiques. Le rôle de la Chine en Afrique, et en particulier le peu d'attention que ce pays accorde aux principes du droit international, peut d'ailleurs donner lieu à de nombreux débats.

M. Van der Maelen (Chambre) estime qu'il faut inscrire la problématique de la traçabilité des richesses naturelles à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Comment la Belgique va-t-elle aborder ce problème dans la perspective de la première présidence belge en mai 2007 ? A-t-on déjà choisi un second thème ? Notre pays va-t-il prêter son concours à des coalitions qui souhaitent traiter un thème déterminé au sein du Conseil de sécurité ? Est-il possible, à cet égard, de rassembler une coalition autour du thème de l'interdiction des bombes à fragmentation ?

Environ 400 militaires belges sont actuellement présents au Liban. Quelle contribution notre pays apporte-t-il réellement à la résolution du conflit au Moyen-Orient, et la situation de nos troupes sur le terrain ne risque-t-elle pas de devenir très difficile à terme ?

Le ministre des Affaires étrangères répond que la question de la traçabilité des matières premières sera examinée en profondeur au cours de la deuxième présidence belge, en 2008.

Une « *Task-force* » belge a été chargée de se pencher sur la problématique de l'exploitation illégale des ressources naturelles dans les pays en développement. Il s'agit là d'un dossier crucial pour l'Afrique.

En ce qui concerne l'interdiction des bombes à fragmentation, le ministre renvoie à la réponse qu'il a donnée à une question orale du 9 novembre 2006 de M. Philippe Mahoux sur « la création d'une convention internationale interdisant les armes à sous-munitions » (doc. Sénat, Annales n° 3-187).

Le dossier du Moyen-Orient ne connaîtra que peu d'avancées au sein du Conseil de sécurité des Nations unies tant que les États-Unis n'exerceront pas une pression suffisante sur Israël, de manière à ce que l'UE puisse également faire pression sur les Palestiniens. En outre, la situation au Moyen-Orient est devenue beaucoup plus complexe. Des pays tiers, comme l'Iran en particulier, ont une grande influence sur le Hamas et sur le Hezbollah, et le paysage politique israélien a changé, lui aussi. Sans les États-Unis, l'UE est dans l'impossibilité d'influencer suffisamment la situation sur place.

over wie nu de vertegenwoordiger is van een continent.

The « *Responsibility to Protect* » is ingeschreven in het Handvest van de VN op basis van de Millennium top en naar aanleiding van de gebeurtenissen in Rwanda in 1993, maar kan echter niet in Darfour toegepast worden omdat een permanent lid, met name China, omwille van zijn energiebehoeften, weigert. Trouwens, de rol van China in Afrika, met bijzonder weinig aandacht voor de principes van het internationaal recht, kan het onderwerp van menig debat zijn.

De heer Van der Maelen (Kamer) is van mening dat het punt aangaande de traceerbaarheid van natuurlijke rijkdommen op de agenda van de Veiligheidsraad moet komen. Hoe gaat België dit aanpakken in het vooruitzicht van het eerste Belgische voorzitterschap in mei 2007 ? Is er al een tweede thema gekozen ? Gaat ons land meewerken aan coalities die een bepaald thema willen behandelen in de Veiligheidsraad ? Is er in dit verband een coalitie mogelijk rond het thema van het verbod op clusterbommen ?

Er zijn momenteel zo'n 400 Belgische militairen aanwezig in Libanon. Wat is de reële bijdrage van ons land in de oplossing van het Midden-Oosten conflict en dreigt de situatie op het terrein van onze troepen aldaar op termijn niet zeer moeilijk te worden ?

De minister van Buitenlandse Zaken antwoordt dat de traceerbaarheid van de grondstoffen tijdens het tweede Belgisch voorzitterschap in 2008 zal uitgediept worden.

Er werd een Belgische « *Task-force* » opgericht voor de illegale ontginning van bodemrijdommen in de ontwikkelingslanden. Voor Afrika is dat een cruciaal dossier.

Wat het verbod op clusterbommen betreft, verwijst de minister naar zijn antwoord op een mondelinge vraag van 9 november 2006 van de heer Philippe Mahoux aan de minister van Buitenlandse Zaken over « de invoering van een internationaal verdrag tot uitbanning van clustermunition » (stuk Senaat, Handelingen nr. 3-187).

Het dossier van het Midden-Oosten zal binnen de VN-Veiligheidsraad weinig vooruitgang boeken zolang de Verenigde Staten onvoldoende druk uitoefenen op Israël opdat ook de EU de Palestijnse zijde onder druk kan zetten. Trouwens, de situatie in het Midden-Oosten is bovendien veel ingewikkelder geworden. Derde landen hebben veel invloed op Hamas en Hezbollah, in het bijzonder Iran, en ook het Israëliësch politiek landschap is gewijzigd. Zonder de Verenigde Staten kan de EU onmogelijk voldoende invloed uitoefenen op de situatie aldaar.

M. Brotcorne estime que le respect du droit international devrait continuer à être un principe conducteur pour le gouvernement belge dans sa politique étrangère. Le membre précise que la notion de guerre préventive a été abandonnée.

La Belgique a-t-elle le souci d'une plus grande cohérence de vues avec les autres pays membres de l'UE qui siègent actuellement au Conseil de sécurité ?

Les principes de la lutte contre le terrorisme seront-ils adaptés au nouveau contexte international ?

Le ministre des Affaires étrangères souligne qu'il faut faire respecter les principes de droit international. Toutefois, au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, d'autres considérations jouent. L'orateur déplore le fait que l'attaque sur Beit Hanoun n'ait pas été condamnée par le Conseil de sécurité à cause du veto du Royaume-Uni.

Dans la lutte contre le terrorisme, il faut chercher un équilibre entre, d'une part, la protection de l'intégrité physique et morale d'une personne et, d'autre part, la sauvegarde de la sécurité.

M. Van Rompuy (Chambre) s'interroge sur le déroulement du processus décisionnel en Belgique. Qui détermine en dernière instance le comportement de vote de notre pays au sein du Conseil de sécurité, eu égard, principalement, à la nécessité d'une décision rapide dans certains cas ? L'intervenant propose que le Parlement débâte régulièrement, avec les ministres compétents, de la situation au sein du Conseil de sécurité.

Le ministre des Affaires étrangères souligne qu'en dernière analyse, le choix de vote de notre pays revient au ministre compétent pour les affaires étrangères, après, bien entendu, concertation avec le gouvernement.

Le ministre soutient la proposition d'informer régulièrement le parlement de l'évolution des dossiers au Conseil de sécurité.

La concertation avec les autres pays de l'UE au Conseil de sécurité a considérablement perdu de sa substance. Ce qui affaiblit évidemment l'impact de la politique européenne de sécurité et de défense. Or, seule une méthode pragmatique peut permettre de s'attaquer à cette problématique.

Mme Hermans évoque les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies concernant les violations des droits des femmes (1325) et les enfants-soldats (1612). Quelles sont les perspectives dans un avenir proche ?

Le ministre des Affaires étrangères répond que ces problèmes ne peuvent pas être résolus dans un délai

De heer Brotcorne is van oordeel dat de naleving van de internationale rechtsregels voor de Belgische regering de leidraad zou moeten blijven van haar buitenlands beleid. Het lid wijst erop dat het begrip preventieve oorlog werd opgegeven.

Streeft België ernaar tot beter samenhangende standpunten te komen met de andere EU-lidstaten die thans deel uitmaken van de VN-Veiligheidsraad ?

Worden de beginselen van de strijd tegen het terrorisme aangepast aan de nieuwe internationale context ?

De minister van Buitenlandse Zaken wijst erop dat men de beginselen van het internationaal recht moet naleven. Het is evenwel zo dat er in de VN-Veiligheidsraad nog andere elementen meespelen. Hij betreurt dat de Veiligheidsraad de aanval op Beit Hanoun niet heeft veroordeeld wegens een veto van het Verenigd Koninkrijk.

In de strijd tegen het terrorisme moet men een evenwicht zoeken tussen enerzijds de bescherming van de fysieke en morele integriteit van de persoon en anderzijds het in stand houden van de veiligheid.

De heer Van Rompuy (Kamer) peilt naar het verloop van de Belgische besluitvorming. Wie bepaalt in laatste instantie het stemgedrag van ons land in de Veiligheidsraad, vooral gezien het feit dat soms een vlugge beslissing zich opdringt ? Spreker stelt voor dat het parlement regelmatig een debat zou voeren met de bevoegde ministers over de stand van zaken binnen de Veiligheidsraad.

De minister van Buitenlandse Zaken onderstreept dat het stemgedrag van ons land binnen de Veiligheidsraad, in laatste instantie door de minister bevoegd voor de buitenlandse zaken wordt genomen, uiteraard na ruggespraak met de regering.

De minister steunt het voorstel om het parlement regelmatig in te lichten over de stand van zaken van de dossiers binnen de Veiligheidsraad.

Het overleg met de overige landen van de EU binnen de Veiligheidsraad is zeer sterk verwaterd. Dit verzwakt vanzelfsprekend de slagkracht van het Europees Defensie- en Veiligheidsbeleid. Deze problematiek kan echter alleen op pragmatische wijze worden aangepakt.

Mevrouw Hermans verwijst naar de resoluties van de VN-Veiligheidsraad over schendingen van de vrouwenrechten (1325) en over de kindsoldaten (1612). Wat zijn de vooruitzichten binnen afzienbare tijd ?

De minister van Buitenlandse Zaken antwoordt dat deze aangelegenheden niet binnen een bepaalde

déterminé, bien que de nombreux progrès aient déjà été réalisés. Toutefois, le problème peut resurgir avec acuité à tout moment.

On recherche le commandant d'une armée d'enfants-soldats du Nord de l'Ouganda, Joseph Kony, en vue de le faire comparaître devant la Cour pénale internationale. Les pourparlers entre Jan Egeland, pour l'ONU, et Joseph Kony ne peuvent toutefois pas aboutir à décerner à celui-ci un sauf-conduit lui permettant d'échapper à une sanction. L'idée qu'un autre pays africain accueille Joseph Kony a provoqué des remous au Parlement européen. Le ministre considère que ce n'est pas nécessairement une mauvaise solution, compte tenu du grand nombre de vies humaines que cela pourrait permettre de sauver.

Le ministre se déclare ouvert à des résolutions éventuelles du parlement portant sur les questions que notre pays traitera au sein du Conseil de sécurité.

M. Lionel Vandenberghe s'inquiète du report de la solution sur le statut du Kosovo telle qu'elle a été élaborée par M. Martti Ahtisaari, l'envoyé spécial des Nations unies. Est-on en droit d'attendre un rapport dès après les élections législatives du 21 janvier 2007 en Serbie ou sera-t-il reporté à mars 2007? La population du Kosovo attend une solution et temporiser davantage apporterait de l'eau au moulin des extrémistes.

Le ministre des Affaires étrangères répond que le Conseil des ministres européens des Affaires étrangères s'est mis d'accord pour attendre l'issue des élections législatives du 21 janvier 2007 en Serbie afin d'éviter que le statut du Kosovo ne devienne l'enjeu électoral du scrutin. Or, d'après le ministre, tel sera de toute façon le cas et la campagne sera basée sur ce thème. L'envoyé spécial des Nations unies pour le Kosovo, M. Martti Ahtisaari, a assuré que les plans relatifs au statut du Kosovo n'avaient pas encore été finalisés. En effet, il cherche toujours à réussir l'assentiment des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. La Russie estime que la question du Kosovo relève des «*frozen conflicts*», comme au Nagorny Karabach, en Ossétie du Sud, en Transnistrie et en Abkhazie. M. Martti Ahtisaari vise à un consensus minimum et c'est la raison pour laquelle il transmettra ses propositions aux membres du groupe de contact. Le statut du Kosovo demeure un dossier très difficile, tant au Conseil de sécurité qu'au sein de l'UE, qui est incapable de fournir une assistance financière suffisante.

Deux principes s'appliquent au Kosovo: le droit à l'autodétermination des peuples et l'inviolabilité des frontières. Certains pays de l'UE, comme l'Espagne, craignent que l'application de ces principes n'ait un effet boule de neige.

termijn kunnen opgelost worden alhoewel er al heel wat vooruitgang is geboekt. Het probleem kan echter ieder moment echter weer acuut worden.

De leider van een kindsoldatenleger in Noord-Oeganda, Joseph Kony, wordt gezocht om te verschijnen voor het Internationaal Strafhof. De gesprekken tussen Jan Egeland van de VN en Joseph Kony mogen wel niet leiden tot een vrijgeleide voor deze laatste waardoor hij zijn straf zou ontlopen. In het Europees Parlement is er deining ontstaan omdat er sprake is dat Joseph Kony zou opgenomen worden in een ander Afrikaans land. Volgens de minister is dit niet noodzakelijk een slechte oplossing omdat zo vele mensenlevens gered zouden kunnen worden.

De minister verklaart open te staan voor eventuele resoluties van het parlement over aangelegenheden die ons land zal behandelen binnen de Veiligheidsraad.

De heer Lionel Vandenberghe spreekt zijn ongerustheid uit over het uitstellen van een oplossing voor het probleem van het statuut van Kosovo, zoals uitgewerkt door VN-gezant Martti Ahtisaari. Zal men onmiddellijk na de Servische parlementsverkiezingen van 21 januari 2007 een rapport mogen verwachten of zou het eerder uitgesteld worden tot maart 2007? De bevolking van Kosovo verwacht een oplossing en nog langer uitstellen zou koren op de molen zijn van de extremisten.

De minister van Buitenlandse Zaken antwoordt dat binnen de EU- Ministerraad van Buitenlandse Zaken een consensus is ontstaan om te wachten tot na de parlementsverkiezingen in Servië van 21 januari 2007, ten einde te vermijden dat het statuut van Kosovo deze verkiezingen zouden beheersen. Volgens de minister zal dat in alle geval wel zo zijn en zal er rond dit thema campagne gevoerd worden. De speciale gezant van de VN voor Kosovo, Martti Ahtisaari, heeft verzekerd dat de plannen in verband met de status van Kosovo nog niet gefinaliseerd werden; hij zoekt immers nog de goedkeuring van de vijf permanente leden van de Veiligheidsraad. Rusland is van oordeel dat Kosovo verband houdt met de zogenaamde «*frozen conflicts*», zoals Nagorny Karabach, Zuid-Ossetië, Transnistrië en Abkhasië. Martti Ahtisaari wil een minimum consensus en zal daarom zijn voorstellen overmaken aan de leden van de contactgroep. Het statuut van Kosovo blijft een zeer moeilijk dossier zowel binnen de Veiligheidsraad als binnen de EU, die hiervoor onvoldoende financiële steun kan bieden.

Voor Kosovo geldt enerzijds het principe van het zelfbeschikkingsrecht van de volkeren en anderzijds het principe van de onschendbaarheid van de grenzen. Sommige landen van de EU, zoals Spanje, vrezen dat de toepassing van deze principes een sneeuwbal effect zou kunnen hebben.

2.2. Audition du 21 novembre 2006 (matin) avec MM. P. d'Argent, professeur, UCL, O. Corten, professeur, ULB et B. Van der Meerschen, secrétaire général de la FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme)

2.2.1. Exposé de M. P. d'Argent, professeur, UCL

Le Conseil de sécurité est l'organe principal de l'ONU chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Ces mots, repris de l'article 24 de la Charte, suffisent à eux seuls pour mesurer tout à la fois l'ampleur de la tâche à laquelle notre pays se propose plus concrètement encore de participer, et aussi la responsabilité particulière qui lui échoit de ce fait.

Ce premier point est fondamental et il appelle quelques remarques.

D'un point de vue à la fois matériel et intellectuel, cette prise de responsabilité suppose que notre pays mette à disposition de sa mission diplomatique à New York tous les moyens nécessaires pour qu'elle puisse remplir adéquatement sa tâche.

Le Conseil de sécurité est aussi un ensemble d'organes subsidiaires dont il faut, dans l'une des langues officielles de l'ONU qui est aussi une des nôtres, pouvoir assurer — voire assumer, par une présidence,— le suivi des travaux.

L'ordre du jour du Conseil de sécurité est essentiellement dicté par les soubresauts des crises internationales. Toutefois, cette prise de responsabilité suppose, d'un point de vue plus moral et politique, que notre pays soit prêt à participer à la définition collective d'un certain ordre social international et qu'il soit disposé à le défendre effectivement. Concrètement, cela signifie que participer au Conseil de sécurité est finalement être prêt à considérer qu'il est nécessaire de demander à des hommes et des femmes de mourir pour une conception de l'ordre social international à laquelle nous tenons. Que ces hommes et ces femmes soient des Belges ou ne le soient pas importe peu : la responsabilité devant laquelle nous sommes placés est en réalité d'autant plus grande que nous ne demanderions pas aux nôtres de mettre leur vie en danger pour notre sécurité.

Le deuxième point concerne la place du droit international dans la « sécurité » dont le Conseil est chargé. À cet égard, il faut bien comprendre que le Conseil est à la fois soumis au droit international et créateur de normes. Le Conseil de sécurité voit en effet son action circonscrite par le droit car il est institué par un traité international dont il tire sa légitimité, ses compétences et ses pouvoirs.

2.2. Hoorzitting van 21 november 2006 (voormiddag) met de heren P. d'Argent, professor, UCL, O. Corten, professor, ULB en B. Van der Meerschen, secretaris-generaal van de FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme)

2.2.1. Uiteenzetting van de heer P. d'Argent, hoogleraar, UCL

De Veiligheidsraad is het voornaamste orgaan van de VN, belast met het behoud van de vrede en de internationale veiligheid.

Die woorden van artikel 24 van het Handvest volstaan op zich om niet alleen de omvang van de taak waaraan ons land zich voorneemt concreet deel te nemen, maar ook de bijzondere verantwoordelijkheid die daaruit voortvloeit, in te schatten.

Dat eerste punt is fundamenteel en roept enkele bedenkingen op.

Zowel vanuit een materieel als vanuit een intellectueel oogpunt veronderstelt het opnemen van deze verantwoordelijkheid dat ons land alle nodige middelen ter beschikking stelt van zijn diplomatieke post in New York opdat die op passende wijze zijn werk kan doen.

De Veiligheidsraad is tevens een geheel van subsidiaire organen waarvan de werkzaamheden, in één van de officiële talen van de VN die ook één van de onze is, ook door een voorzitter moeten worden gevolgd.

De agenda van de Veiligheidsraad wordt vooral gedictieerd door het plotse uitbreken van internationale crisissen. Toch veronderstelt het opnemen van die verantwoordelijkheid, vanuit een meer ethisch en politiek standpunt, dat ons land klaar is om bij te dragen aan de collectieve definitie van een internationale sociale orde en bereid is die effectief te verdedigen. Om het concreet te zeggen : zitting hebben in de Veiligheidsraad is uiteindelijk bereid zijn in ogen-schouw te nemen dat het nodig is om aan mannen en vrouwen te vragen om te sterven voor een idee van een internationale sociale orde waaraan wij vasthouden. Of die mannen en vrouwen Belgen zijn of niet, doet er niet toe. De verantwoordelijkheid waarvoor wij staan is in werkelijkheid des te groter omdat wij aan de onzen niet zouden vragen hun leven in gevaar te brengen voor onze veiligheid.

Het tweede punt betreft de plaats van het internationaal recht in het begrip « veiligheid » waarvoor de Raad bevoegd is. Het moet duidelijk zijn dat de Raad onderworpen is aan het internationaal recht, maar tegelijk normen creëert. De Veiligheidsraad wordt in zijn optreden beperkt door het recht omdat hij is opgericht door een internationaal verdrag waaruit hij zijn legitimiteit, zijn bevoegdheden en zijn macht put.

L'article 24 de la Charte souligne donc l'évidence lorsqu'il indique que « dans l'accomplissement de ses devoirs, le Conseil de sécurité agit conformément aux buts et principes des Nations unies ». En ce sens, le Conseil est soumis au droit international. Mais il est aussi, en quelque sorte, « au-dessus » du droit international car il peut être créateur de normes : ses résolutions, fondées sur le chapitre VII ou l'article 25 de la Charte, sont en effet obligatoires pour les États membres des Nations unies, nonobstant les traités contraires qui pourraient les lier. L'article 103 de la Charte affirme cette règle fondamentale de la primauté du droit onusien, en ce compris des résolutions obligatoires du Conseil sur les obligations conventionnelles des membres. L'orateur souligne à nouveau l'ampleur de la responsabilité qui en découle pour la Belgique, ainsi appelée à participer à cet exercice « législatif » international. Par ces mots, il n'affirme pas que, outre une compétence réglementaire ponctuelle à l'occasion de certaines crises, le Conseil aurait incontestablement la compétence d'adopter des normes générales et abstraites, encore que la pratique déployée à l'occasion de la lutte contre le terrorisme le donne à penser. Il rappelle seulement que toute conception bien comprise de la « sécurité », entendue comme ordre social, peut, le cas échéant, devoir s'exprimer par des normes revêtant une certaine généralité et une certaine permanence. À cet égard, la question de savoir si la Belgique entend exercer ses responsabilités nouvelles dans le respect du droit international est à la fois quelque peu naïve et insuffisante. Elle est naïve parce qu'à l'évidence aucun État n'agit sans en même temps prétendre respecter le droit international, alors même qu'il le violerait en fait. Par ailleurs, cette question est insuffisante puisque le Conseil de sécurité est doté de pouvoirs lui permettant de déroger au droit existant. Dans cette mesure, le problème n'est pas tant de savoir si le Conseil respecte ou doit respecter le droit international, mais bien plutôt de savoir de quelles normes il peut s'écarter lorsque le respect du droit international paraît limiter l'efficacité de son action lors d'une crise constituant à son estime une menace pour la paix et la sécurité internationales.

Dès lors que c'est cette question qui importe, la compétence « législative » du Conseil de sécurité ne devrait pas s'exercer dans le cadre des dossiers dits « thématiques » dont ses membres — essentiellement non permanents — le saisissent. D'ailleurs limiter la compétence « législative » du Conseil de sécurité aux seules situations de crise et la refuser dans les dossiers « thématiques » est la seule manière de maintenir un certain équilibre institutionnel entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, équilibre qui est au cœur d'une certaine « démocratisation » des relations internationales.

Selon l'article 12 de la Charte, l'Assemblée générale « ne doit faire aucune recommandation » sur tout

Artikel 24 van het Handvest onderstreept dus het evidente wanneer het bepaalt: « bij de uitvoering van zijn taken handelt de Veiligheidsraad overeenkomstig de doelstellingen en beginselen van de VN ». In die zin is de Raad onderworpen aan het internationaal recht. Maar hij staat in zekere zin ook « boven » het internationaal recht omdat hij schepper van normen kan zijn. Zijn resoluties, die steunen op hoofdstuk VII of artikel 25 van het Handvest, zijn bindend voor de VN-lidstaten, ongeacht de daarmee tegenstrijdige verdragen waardoor ze gebonden zijn. Artikel 103 van het Handvest bevestigt deze fundamentele regel van de voorrang van het VN-recht, met inbegrip van de bindende resoluties van de Raad, op de conventionele verplichtingen van de leden. Spreker onderstreept opnieuw de omvang van de verantwoordelijkheid die daaruit voor België voortvloeit, omdat op die manier ons land wordt uitgenodigd om deel te nemen aan deze internationale « wetgevende » oefening. Daarmee wil hij niet zeggen dat de Raad, naast een regelende bevoegdheid naar aanleiding van bepaalde crisissen, de onbetwistbare bevoegdheid zou hebben om algemene, abstracte normen aan te nemen, hoewel de praktijk met betrekking tot de strijd tegen het terrorisme dat doet vermoeden. Hij herinnert er alleen aan dat elk goed begrip van « veiligheid », als sociale ordening, in sommige gevallen moet worden uitgedrukt in normen met een zekere algemeenheid en standvastigheid. Daarom is de vraag of België zijn nieuwe verantwoordelijkheden zal uitoefenen met respect voor het internationaal recht enigszins naïef en onvolledig. Ze is naïef omdat geen enkele Staat handelt zonder tegelijk te beweren het internationaal recht te respecteren, zelfs terwijl hij het schendt. De vraag is ook onvolledig omdat de Veiligheidsraad de bevoegdheid heeft om van het bestaande recht af te wijken. In die zin is het probleem niet te weten of de Raad het internationaal recht al dan niet respecteert of moet respecteren, dan wel te weten van welke normen hij kan afwijken wanneer het respect voor het internationaal recht de efficiëntie van zijn optreden lijkt te beperken tijdens een crisis die naar zijn oordeel een bedreiging voor de vrede en de internationale veiligheid inhoudt.

Omdat juist die vraag belangrijk is, moet de « wetgevende » bevoegdheid van de Veiligheidsraad niet worden uitgeoefend in het kader van « thematische » dossiers die zijn leden — vooral niet-permanente leden — aanbrenge. Trouwens, de beperking van de « wetgevende » bevoegdheid van de Veiligheidsraad tot crisissituaties en die bevoegdheid weigeren in « thematische » dossiers is de enige manier om een zeker institutioneel evenwicht tussen de Veiligheidsraad en de Algemene Vergadering te behouden. Dat evenwicht vormt de kern van een zekere « democratisering » van de internationale betrekkingen.

Volgens artikel 12 van het Handvest « onthoudt de Algemene Vergadering zich van het doen van enige

différend ou toute situation aussi longtemps que le Conseil de sécurité en est saisi. En conséquence, dès lors que le Conseil de sécurité se saisit d'une situation, fût-elle thématique, l'Assemblée générale en est dessaisie, ce qui revient à priver une partie importante de la communauté internationale d'une voix délibérative. Aussi, même si l'on peut comprendre la tentation qui consiste à vouloir porter, voire pousser, certains dossiers thématiques devant le Conseil de sécurité une fois que l'on en fait partie, la prudence s'impose toutefois à cet égard, au nom précisément d'une certaine conception du multilatéralisme délibératif auquel la Belgique paraît attachée et que l'équilibre institutionnel de la Charte traduit et appelle de ses vœux dans son article 12.

Un troisième point concerne l'amont et en l'aval des résolutions du Conseil de sécurité.

En amont, il y a évidemment le travail de concertation avec nos partenaires de l'UE qui partagent le privilège de siéger au Conseil de sécurité pendant un temps ou à titre permanent. L'article 19, paragraphe 2, du Traité de l'UE dispose que «Les États membres qui sont aussi membres du Conseil de sécurité des Nations unies se concerteront et tiendront les autres membres pleinement informés». Cette obligation spécifique de droit européen s'ajoute à l'obligation générale contenue au § 1 de l'article 19 faite à tous les membres de l'UE de défendre les positions communes de l'Union dans les enceintes internationales auxquelles ils participent. En d'autres termes, lorsqu'une position commune existe, les membres de l'Union siégeant au Conseil de sécurité n'ont pas à se concerter à cet égard : ils ont à défendre en commun cette position au sein du Conseil de sécurité. L'obligation de concertation visée par l'article 19, § 2, du Traité de l'UE prend tout son sens, précisément lorsque l'Union n'a pas — pour quelque raison que ce soit — adopté de position commune portant sur la question dont le Conseil de sécurité est saisi. Lorsqu'il n'y a pas de position commune de l'UE, cela ne signifie donc pas que chaque membre de l'UE siégeant au Conseil de sécurité serait libre d'agir comme il l'entend : l'obligation de concertation, nécessairement préalable, s'impose entre eux. La dernière phrase de l'article 19 ne manque pas de renforcer ce point, puisque les membres de l'UE qui sont aussi membres permanents du Conseil de sécurité — en clair, la France et le Royaume-Uni — doivent veiller à y «défendre les positions et intérêts de l'Union, sans préjudice des responsabilités qui leur incombent en vertu des dispositions de la Charte des Nations unies». Cette obligation européenne de concertation prend tout son sens lorsque l'on sait qu'à partir de janvier 2007 un tiers des membres du Conseil de sécurité seront aussi des membres de l'UE. Cela signifie en clair que la politique de la Belgique doit d'abord être concertée au niveau européen. Tout le monde en convient. Mais il s'agit d'une règle de droit qui vient limiter notre politique.

aanbeveling» over enig geschil of enige situatie zolang de Veiligheidsraad dat geschil tot zich heeft getrokken. Bijgevolg is een zaak niet aanhangig bij de Algemene Vergadering zodra de Veiligheidsraad een situatie, zelfs als ze thematisch is, zelf aanpakt. Dat betekent dat een groot deel van de internationale gemeenschap een beslissende stem wordt ontnomen. Hoewel het verleidelijk is om bepaalde thematische dossiers voor de Veiligheidsraad te brengen, wanneer men er deel van uitmaakt, is voorzichtigheid geboden, juist omwille van een bepaalde opvatting over het beslissend multilateralisme waaraan België gehecht blijkt te zijn. Ook het institutionele evenwicht in artikel 12 van het Handvest vertaalt en wil dit multilateralisme bereiken.

Een derde punt betreft de voorbereidende fase en de tenuitvoerlegging van de resoluties van de Veiligheidsraad.

Stroomopwaarts is er uiteraard het overleg met onze EU-partners die als permanent of niet-permanent lid zitting hebben in de Veiligheidsraad. Artikel 19, § 2, van het EU-Verdrag bepaalt het volgende : «Lidstaten die tevens lid zijn van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties plegen onderling overleg en houden de overige lidstaten volledig op de hoogte.» Die specifieke Europeesrechtelijke verplichting is een toevoeging aan de voor alle EU-lidstaten algemene verplichting van artikel 19, § 1, om gemeenschappelijke EU-standpunten te verdedigen in de internationale fora waaraan ze deelnemen. Dat betekent dus dat, indien er een gemeenschappelijk standpunt bestaat, de EU-lidstaten die zitting hebben in de Veiligheidsraad daarover geen overleg moeten plegen; zij moeten gezamenlijk dat standpunt binnen de Veiligheidsraad verdedigen. De verplichting tot overleg van artikel 19, § 2, van het EU-Verdrag krijgt zijn volle betekenis wanneer de Unie geen gemeenschappelijk standpunt — om welke reden dan ook — heeft vastgesteld over de vraag waarover de Veiligheidsraad zich buigt. Wanneer er geen gemeenschappelijk EU-standpunt is, betekent dat dus niet dat elke EU-lidstaat die zitting heeft in de Veiligheidsraad naar goeddunken zou kunnen handelen. Er is de plicht om voorafgaandelijk overleg te plegen. De laatste zin van artikel 19 versterkt dit punt nog, aangezien de EU-lidstaten die ook permanente leden van de Veiligheidsraad zijn — dus Frankrijk en Groot-Brittannië — erover moeten waken «de standpunten en belangen van de Unie te verdedigen, onverminderd de verantwoordelijkheden die krachtens het Handvest van de Verenigde Naties op hen rusten.» Deze Europese verplichting tot het plegen van overleg krijgt zijn volle betekenis, als men weet dat vanaf januari 2007 een derde van de leden van de Veiligheidsraad ook EU-leden zijn. Dat betekent, in alle duidelijkheid, dat het beleid van België eerst op Europees niveau moet worden overlegd. Daarover is iedereen het eens. Het betreft echter een rechtsregel die onze beleidsruimte beperkt.

En aval des résolutions du Conseil de sécurité, afin de les mettre en œuvre et de les exécuter dans les ordres juridiques des États membres, on retrouve les autorités nationales et européennes. Il faut bien reconnaître que dans les deux cas, la place des assemblées élues dans la mise en œuvre du droit onusien est assez limitée.

Au niveau national, il faut rappeler l'existence de la loi du 11 mai 1995 relative à la mise en œuvre des décisions du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette loi permet au Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, de prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre des résolutions obligatoires du Conseil de sécurité.

Cette loi est sans préjudice des législations sectorielles particulières, en ce qui concerne le commerce des armes, l'importation et l'exportation de marchandises et le contrôle des échanges, par exemple. Elle confie au pouvoir exécutif le soin de prendre les mesures d'exécution des décisions du Conseil de sécurité, alors même que, substantiellement, l'objet de la mesure arrêtée par le Conseil appelle normalement une mesure de nature législative.

Pour ce motif, la loi a été critiquée en son temps par le Conseil d'État qui y a vu une délégation inconstitutionnelle de pouvoirs. À l'époque de la promulgation de la loi, l'orateur a soutenu, en doctrine, que cette critique du Conseil d'État était sans doute exagérée pour deux motifs.

D'une part, le recours à la loi du 11 mai 1995 ne s'impose qu'en cas d'urgence, lorsque l'efficacité des sanctions édictées par le Conseil de sécurité appelle une traduction en droit interne urgente qui ne peut souffrir la longueur des procédures parlementaires. Cela est d'ailleurs confirmé par la pratique du parlement. Concrètement, ce dernier a adopté en 1996 une loi de coopération avec les juridictions pénales internationales, avec les tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda. On ne s'est pas basé sur la loi de 1995. Il n'y avait pas d'urgence pour prendre une mesure particulière de mise en œuvre. La procédure législative a été suivie.

D'autre part, la critique du Conseil d'État semble également exagérée parce qu'aucun choix « législatif » au sens propre du terme, de balance des intérêts en présence, n'est en jeu lors de la mise en œuvre des décisions du Conseil de sécurité: il y a en effet seulement à exécuter une obligation internationale. Par définition, cette exécution relève du pouvoir exécutif, me semble-t-il, même si, en 1831, notre ordre constitutionnel ne pouvait pas l'imaginer.

Toujours en aval des résolutions du Conseil de sécurité mais au niveau communautaire cette fois, la place des assemblées élues dans la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité est également limitée, voire inexistante.

Stroomafwaarts, namelijk bij de tenuitvoerlegging en uitvoering van de resoluties van de Veiligheidsraad in de rechtsorde van de lidstaten, bevinden zich de nationale en Europese autoriteiten. Men moet toegeven dat in beide gevallen de rol van de verkozen assemblees bij de uitvoering van het VN-recht beperkt is.

Op nationaal vlak moet worden herinnerd aan de wet van 11 mei 1995 inzake de tenuitvoerlegging van de besluiten van de VN-Veiligheidsraad. Die wet geeft de Koning de bevoegdheid, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, de maatregelen te nemen die nodig zijn voor de tenuitvoerlegging van de bindende resoluties van de Veiligheidsraad.

Deze wet laat de bijzondere sectorale wetgeving inzake bijvoorbeeld wapenhandel, invoer en uitvoer van goederen en controle op het handelsverkeer, onverlet. Ze laat het aan de uitvoerende macht over uitvoeringsmaatregelen te nemen voor de besluiten van de Veiligheidsraad, terwijl het voorwerp van de door de Raad genomen maatregel normaal eigenlijk een wetgevende maatregel vereist.

Daarom werd de wet destijds bekritiseerd door de Raad van State die daarin een ongrondwettige delegatie van bevoegdheid zag. Ten tijde van de afkondiging van de wet heeft spreker in de rechtsleer betoogd dat deze kritiek van de Raad van State ongetwijfeld overdreven was om twee redenen.

Enerzijds geldt de wet van 11 mei 1995 enkel in geval van dringende noodzakelijkheid, wanneer de efficiëntie van de door de Veiligheidsraad afgekondigde sancties een dringende omzetting in intern recht vereisen en geen uitstel door langdurige parlementaire procedures kan worden gedoogd. Dat wordt trouwens door de parlementaire praktijk bevestigd. In 1996 werd een wet goedgekeurd inzake samenwerking met de internationale strafgerechten voor ex-Joegoslavië en Rwanda. Daarbij werd niet gesteund op de wet van 1995. Er bestond geen dringende noodzakelijkheid om een uitzonderlijke uitvoeringsmaatregel te nemen. De wetgevende procedure werd toen gevolgd.

Anderzijds lijkt de kritiek van de Raad van State ook overdreven omdat er van geen enkele « wetgevende » keuze in de strikte zin van het woord, van een evenwicht tussen de in het geding zijnde belangen, sprake is bij de uitvoering van besluiten van de Veiligheidsraad. Er moet enkel een internationale verplichting worden uitgevoerd. Per definitie komt dit de uitvoerende macht toe, zelfs als onze grondwettelijke orde zoets in 1831 niet kon voorzien.

Op het niveau van het gemeenschapsrecht is de rol van de verkozen assemblees bij de tenuitvoerlegging van resoluties van de Veiligheidsraad ook zeer beperkt, zelfs onbestaande.

En effet, l'article 301 du traité communautaire permet au Conseil, statuant à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission, de prendre les mesures urgentes nécessaires à l'interruption ou à la réduction, totale ou partielle, des relations économiques avec un pays tiers afin d'exécuter une position commune ou une action commune de l'Union.

Or, dans la pratique de l'UE, depuis le traité de Maastricht, toutes les mesures d'embargo décidées par le Conseil de sécurité des Nations unies ont été « doublées » dans l'ordre juridique européen par une position commune adoptée par le Conseil des ministres, ce qui permet le recours à la procédure de l'article 301 du Traité de Maastricht qui confie, à la majorité qualifiée, au Conseil, sur proposition de la Commission, de prendre les mesures nécessaires.

Ceci présente l'avantage, en termes de rapidité, de ne pas devoir identifier plus en détail la base de compétences communautaires et d'échapper aux éventuelles procédures de coopération ou de codécision avec le parlement européen que ces bases de compétences ordinaires imposeraient autrement.

Il n'est pas inutile de souligner que, dans un arrêt récent qui a particulièrement été remarqué par la doctrine, l'arrêt Yussuf, le tribunal de première instance des Communautés européennes a jugé que cet article 301, en combinaison avec l'article 308, permettrait au Conseil d'arrêter des règlements portant des sanctions édictées à l'encontre de particuliers ne présentant pas de lien — ou n'en présentant plus, s'agissant de l'affaire Yussuf, parce qu'il s'agissait d'une personne ayant des liens avec Al Qaida et en ayant eu un moment avec l'Afghanistan — avec un régime étatique soupçonné dans le cadre de la lutte internationale contre le terrorisme international.

Pour terminer, M. d'Argent souhaite mettre en avant deux mises en garde.

La première, peut-être impopulaire, est relative à une croyance fort répandue dans l'opinion publique belge et quelque peu flatteuse: notre « expertise » constitutionnelle, notre expérience à faire vivre ensemble des peuples différents dans un même État serait remarquable et particulièrement utile pour la résolution des crises que connaît le monde contemporain.

Le modèle « belge » est assurément remarquable à maints égards mais il s'explique par des réalités historiques, géographiques, sociologiques, économiques et linguistiques, bref politiques, uniques.

Gardons-nous dès lors de toute prétention à servir de modèle pour quiconque à l'occasion de cette

Volgens artikel 301 van het EG-Verdrag kan de Raad, met gekwalificeerde meerderheid, op voorstel van de Commissie, de nodige urgente maatregelen nemen om de economische betrekkingen met een of meer derde landen te onderbreken of geheel of gedeeltelijk te beperken om een gemeenschappelijk standpunt of een gemeenschappelijk optreden van de Unie uit te voeren.

In de praktijk van de EU werden, sinds het Verdrag van Maastricht, alle maatregelen inzake een embargo waartoe de Veiligheidsraad had beslist, overgenomen in de Europese rechtsorde door een gemeenschappelijk standpunt, vastgesteld door de Raad van ministers. Dat maakt het mogelijk een beroep te doen op artikel 301 van het Verdrag van Maastricht dat de Raad, met gekwalificeerde meerderheid en op voorstel van de Commissie, de bevoegdheid verleent de nodige maatregelen te nemen.

Dat biedt het voordeel van een snelle gang van zaken, omdat niet meer in detail de communautaire bevoegdheidsgrond moet worden vastgesteld en men ook ontsnapt aan eventuele samenwerkings- en medebeslissingsprocedures met het Europees Parlement die die gewone bevoegdheidsgronden anders zouden opleggen.

Het is niet onnuttig te onderstrepen dat, in een door de rechtsleer erg opgemerkt recent arrest, het arrest-Yussuf, het Gerecht van Eerste Aanleg van de EG oordeelde dat artikel 301, in samenhang met artikel 308, de Raad de mogelijkheid geeft regels vast te stellen houdende sancties tegenover particulieren die geen band hebben — of niet meer hebben, zoals in de zaak-Yussuf, omdat het ging om een persoon die banden had met Al Qaeda en op een bepaald moment met Afghanistan — met een staat die wordt verdacht in het kader van de internationale strijd tegen het internationaal terrorisme.

De heer d'Argent eindigt zijn betoog met twee waarschuwingen.

De eerste, wellicht onpopulaire, betreft het bij de Belgische publieke opinie erg verspreide en enigszins vleiende geloof dat onze constitutionele expertise, onze ervaring om verschillende volkeren in eenzelfde staat te doen samenleven, opmerkelijk zou zijn en bijzonder nuttig voor de oplossing van crisissen die onze hedendaagse wereld kent.

Het « Belgisch model » is in menig opzicht beslist opmerkelijk, maar het kan worden verklaard door unieke historische, geografische, sociologische, economische en taalkundige, kortom politieke, feiten.

We mogen dan ook niet de pretentie hebben om naar aanleiding van deze deelname aan de Veilig-

participation au Conseil de sécurité et de penser que nos solutions, souvent boiteuses et toujours évolutives, nous autoriseraient « naturellement » à suggérer des règlements institutionnels pour d'autres régions du monde. Notre « expertise » ou plutôt la vôtre, en tant que législateurs et constituants, est faite de pragmatisme et non d'une quelconque théorie particulièrement élaborée du fédéralisme démocratique sur la base de laquelle d'autres coexistences pacifiques pourraient être déclinées.

La deuxième mise en garde, en lien avec la première, est relative à l'évolution annoncée de nos institutions suite aux élections de 2007, alors que la Belgique n'aura pas encore achevé sa première année de participation au Conseil de sécurité. Cette participation ne saurait assurément en rien être un frein à ces changements constitutionnels internes, même à certains changements institutionnels profonds et annoncés.

Dès lors que ceux-ci auraient été décidés par les représentants de la Nation, il n'y a pas de crainte particulière à avoir quant à notre participation au Conseil de sécurité. Cela étant, on ne peut manquer de s'interroger sur l'impact que d'interminables palabres intercommunautaires pourraient avoir sur notre crédit international, lequel se trouve particulièrement exposé suite à notre participation au Conseil de sécurité.

Par ailleurs, l'interrègne que gère un gouvernement d'affaires courantes peut se révéler particulièrement inconfortable pour nos diplomates à New York.

Ceci pour dire, une fois de plus, que, comme disent les Anglo-Saxons: « *All politics is local politics* ». N'oublions pas que notre politique locale pourrait avoir une influence à cet égard.

2.2.2. *Exposé de M. O. Corten, professeur, ULB*

Les crises qui devront être gérées par le Conseil de sécurité sont généralement imprévisibles. Il est dès lors difficile de discourir de cas concrets et particuliers. Par contre, au-delà de chaque crise, l'interprétation qui est faite de certains principes est importante pour l'avenir. Le Conseil de sécurité crée des précédents qui ne suffisent certainement pas à faire évoluer ou à modifier le droit international mais qui peuvent y contribuer. Donc, lorsque la Belgique prendra des décisions, elle interprétera des principes dans un certain sens, ce qui peut engendrer d'importantes conséquences. D'où l'intérêt d'avoir une idée claire de ces principes.

L'orateur évoquera brièvement quatre de ceux-ci: premièrement, l'autodétermination et l'intégrité terri-

heidsraad voor onverschillig wie als model te willen dienen en te denken dat onze, dikwijls wankelende en altijd voor verandering vatbare oplossingen ons « van nature » toelaten institutionele regelingen te suggereren voor andere wereldstreken. Onze, of eerder uw, « expertise » als wetgever en grondwetgever komt voort uit pragmatisme en niet uit enige bijzonder uitgewerkte theorie over het democratisch federalisme op basis waarvan andere vreedzame vormen van coëxistentie zouden kunnen worden afgewezen.

De tweede waarschuwing, die verband houdt met de eerste, heeft betrekking op de aangekondigde hervorming van onze instellingen na de verkiezingen van 2007, een tijdstip waarop België zijn eerste jaar deelname aan de Veiligheidsraad nog niet zal hebben beëindigd. Die deelname mag uiteraard geenszins deze binnenlandse constitutionele hervormingen aan banden leggen, zelfs niet bepaalde diepgaande en aangekondigde hervormingen.

Aangezien daartoe beslist zal zijn door de vertegenwoordigers van de Natie, moeten we geen bijzondere vrees hebben in verband met onze deelname aan de Veiligheidsraad. Toch moeten we ons bezinnen over de invloed die eindeloze intercommunautaire discussies kunnen hebben op onze internationale geloofwaardigheid, die door onze deelname aan de Veiligheidsraad in het bijzonder tegen het licht zal worden gehouden.

Een interregnum door een regering van lopende zaken zou overigens wel eens bijzonder lastig kunnen blijken voor onze diplomaten in New York.

Zoals de Engelstaligen zeggen, geldt eens te meer dat « *All politics is local politics* ». We mogen niet vergeten dat ons lokaal beleid in dit opzicht van invloed zou kunnen zijn.

2.2.2. *Uiteenzetting van de heer O. Corten, hoogleeraar, ULB*

De crises waaraan de Veiligheidsraad het hoofd moet bieden, zijn over het algemeen onvoorspelbaar. Het is dan ook moeilijk om over concrete en bijzondere gevallen te spreken. De interpretatie die na elke crisis aan bepaalde principes wordt gegeven, is daarentegen wel belangrijk voor de toekomst. De Veiligheidsraad schept precedents die zeker niet volstaan om het internationaal recht te doen hervormen of veranderen, maar er wel kunnen toe bijdragen. Wanneer België beslissingen zal nemen, zal ons land dus principes interpreteren in een bepaalde zin, wat belangrijke gevolgen met zich kan meebrengen. Daarom is het zo belangrijk een duidelijk beeld te hebben van die principes.

Spreeker vermeldt kort vier van die principes. Ten eerste, zelfbeschikking en territoriale integriteit, prin-

toriale, principes souvent liés, voire opposés; deuxièmement, la responsabilité protégée, concept à la mode en Europe mais qui a obtenu une consécration au sein des Nations unies; troisièmement, le lien entre l'Organisation des Nations unies et les organisations régionales, question cruciale pour le Conseil de sécurité; quatrièmement, le concept de guerre préventive qui revient régulièrement à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, sous différentes formes.

Les principes d'autodétermination et d'intégrité territoriale sont souvent en jeu dans toute une série de crises, en particulier en Europe orientale — voir Kosovo et l'Ossétie du Sud où un référendum a eu lieu il y a quelques jours. C'est quelque chose qui est constamment au centre des débats.

Deux points qui sont évidents aux yeux des juristes mais pas pour les médias: d'une part, il ne faut pas confondre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes avec un droit de sécession. En droit international, selon la Charte des Nations unies, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en particulier concernant la création de nouveaux états, se limite aux situations de décolonisation entendues dans un sens bien strict avec, notamment une condition rigoureuse pour les peuples voulant se détacher de l'état central, soit une situation géographique, avec, comme conséquence, que ce soit l'Europe centrale ou orientale (Tchéchénie, Kosovo, Ossétie du Sud, etc), l'absence de droit à l'autodétermination.

Il existe un droit à l'autodétermination pour les peuples colonisés mais la définition de peuple colonisé ne s'applique évidemment pas à ces situations. Cela n'est pas contesté par les États européens, notamment par la Belgique qui, au contraire, rappelle cette notion de manière constante.

Certes, il y a eu un flottement au début de la désintégration de la Yougoslavie. Il a, semble-t-il, été regretté par la suite, sans doute à juste titre puisque la raison pour laquelle le droit international limite ou exclut le droit de sécession est liée au risque de revendications infinies à l'intérieur de nouveaux États qui eux-mêmes seraient le fruit de la sécession au profit des minorités. À cet égard, le droit international est très restrictif, pour des raisons liées à la stabilité et au maintien de la paix.

Les personnes qui appartiennent à des minorités ont cependant des droits: droit de non-discrimination, droit de ne pas être victimes de violations des droits de l'homme de la part de l'État central. Il ne faut pas oublier le droit international traditionnel à l'occasion de ces crises.

Le droit à l'autodétermination est souvent opposé à l'intégrité territoriale. Si l'on parle d'un droit à la sécession, le droit international choisira plutôt l'intég-

cipes die dikwijls met elkaar samenhangen of tegengesteld zijn. Ten tweede, de verantwoordelijkheid om te beschermen, een concept dat actueel is in Europa, maar door de Verenigde Naties werd bekrachtigd. Ten derde, de band tussen de Organisatie van de Verenigde Naties en de regionale organisaties, een cruciaal punt voor de Veiligheidsraad. Ten vierde, het concept van preventieve oorlog, dat geregeld in verschillende vormen op de agenda van de Veiligheidsraad staat.

De principes zelfbeschikking en territoriale integriteit spelen dikwijls een rol in een hele reeks crises, vooral in Oost-Europa — zie Kosovo en Zuid-Ossetië, waar enkele dagen geleden een referendum plaats had. Dat is iets waarover voortdurend wordt gedebatteerd.

Twee punten die soms evident zijn voor juristen, maar niet voor de media: het zelfbeschikkingsrecht van volkeren mag niet worden verward met een recht op afscheiding. In het internationaal recht is, volgens het Handvest van de Verenigde Naties, het zelfbeschikkingsrecht van volkeren, in het bijzonder met betrekking tot het oprichten van staten, beperkt tot situaties van dekolonisatie in zeer strikte zin, met inzonderheid zeer stringente voorwaarden voor de volkeren die zich willen afscheiden van de centrale staat, ofwel een geografische situatie, waardoor er geen zelfbeschikking bestaat, ongeacht of het nu gaat om Centraal- of om Oost-Europa (Tsjetsjenië, Kosovo, Zuid-Ossetië).

Er bestaat een zelfbeschikkingsrecht voor gekoloniseerde volkeren, maar de definitie van gekoloniseerd volk is uiteraard niet van toepassing op die situaties. Dit wordt niet betwist door de Europese Staten, vooral niet door België, dat daarentegen voortdurend herinnert aan dat begrip.

Er is wel enige aarzeling geweest bij het begin van het uiteenvallen van Joegoslavië. Die blijkt achteraf wellicht terecht te zijn betreurd, omdat de reden waarom het internationaal recht het recht op afscheiding beperkt of uitsluit, verband houdt met het risico op oneindige eisen binnen de nieuwe Staten die zelf het resultaat zouden zijn van de afscheiding ten koste van de minderheden. In dat opzicht is het internationaal recht zeer beperkend om redenen die verband houden met de stabiliteit en de vredeshandhaving.

Personen die tot minderheden behoren, hebben nochtans rechten: het recht op non-discriminatie, het recht om niet het slachtoffer te zijn van schendingen van de mensenrechten door de centrale Staat. We mogen het traditionele internationaal recht niet uit het oog verliezen bij dergelijke crises.

Het zelfbeschikkingsrecht wordt dikwijls tegengesteld aan de territoriale integriteit. Wanneer er sprake is van een recht op afscheiding, zal het internationaal

rité territoriale des États existants. Il y aura une forme de hiérarchie : le maintien des frontières existantes sera préféré à une remise en cause des cartes par sécession, c'est-à-dire un processus unilatéral d'accession à l'indépendance contre l'État central. Cependant, le droit international ne rend pas impossible la création de nouveaux États. L'accession à l'indépendance est possible par le biais d'une négociation avec l'État central, comme cela a été le cas en Tchécoslovaquie ou, pour l'essentiel, lors du démantèlement de l'Union soviétique.

Quand on pense à des précédents comme le Kosovo ou d'autres, rien n'empêche de favoriser une solution négociée qui aboutirait à l'indépendance d'un nouvel État.

Le critère de l'intégrité territoriale ou de l'intangibilité des frontières ne serait alors plus tellement un obstacle. En effet, les négociations permettent d'aboutir à toutes les solutions envisageables. La constitution d'un nouvel État créera, par définition, de nouvelles frontières. Par la négociation, ces nouvelles frontières pourraient parfaitement être tracées de manière tout à fait nouvelle.

En droit international, ce n'est pas parce qu'une province accède à l'indépendance que cela doit se faire d'office dans les limites de cette province. D'autres limites peuvent être fixées, pour autant qu'il y ait un accord. Certains donnent à penser qu'un Kosovo indépendant doit d'office être créé dans les frontières administratives du Kosovo actuel. Il n'y a pas de raison pourquoi ce serait le cas en droit. La négociation permet toutes les solutions imaginables pourvu qu'il n'y ait pas de solution imposée aux différentes parties, essentiellement à l'État central.

Un deuxième principe, théoriquement différent mais qui peut être en jeu dans toute une série de crises, est le principe de responsabilité de protéger. L'expression « responsabilité de protéger » est significative. Elle traduit la réticence d'une grande majorité d'États d'accepter un droit d'intervention unilatéral, militaire, sans l'autorisation du Conseil de sécurité, pour faire respecter les droits de l'homme.

Cette idée, évoquée notamment dans les années nonante et discutée au sein de l'ONU après le conflit du Kosovo, a donné lieu à des prises de position très claires de l'ensemble des États dans le document final du sommet mondial 2005, texte qui a marqué l'aboutissement d'une réflexion des États concernant un certain nombre de principes de la Charte des Nations unies. On y reprend le concept de responsabilité de protéger, mais certainement pas un concept de droit d'intervention sans autorisation du Conseil.

recht eerder voor de territoriale integriteit van de bestaande Staten kiezen. Er zal een vorm van hiërarchie bestaan: het behoud van de bestaande grenzen zal worden verkozen boven een wijziging door afscheiding, dus boven het unilateraal verwerven van de onafhankelijkheid ten opzichte van de centrale Staat. Nochtans maakt het internationaal recht het oprichten van nieuwe Staten niet onmogelijk. Het verwerven van onafhankelijkheid is mogelijk via een onderhandeling met de centrale Staat, zoals het geval was in Tsjecho-Slowakije, of ook grotendeels bij de ontmanteling van de Sovjet-Unie.

Als we denken aan precedentes zoals Kosovo, belet niets het bevorderen van een onderhandelde oplossing die zou uitmonden in de onafhankelijkheid van een nieuwe Staat.

Het criterium van de territoriale integriteit of van de onaantastbaarheid van de grenzen zou dan niet langer een grote hindernis zijn. Via onderhandelingen kan men immers alle denkbare oplossingen bereiken. De oprichting van een nieuwe Staat zal, per definitie, nieuwe grenzen in het leven roepen. Via onderhandeling zouden die nieuwe grenzen perfect op een totaal nieuwe manier kunnen worden uitgetekend.

Volgens het internationaal recht moet een provincie die onafhankelijk wordt, niet noodzakelijk samenvallen met de grenzen van die provincie. Andere grenzen kunnen worden vastgelegd, zolang er maar een akkoord wordt bereikt. Sommigen doen geloven dat een onafhankelijk Kosovo noodzakelijkerwijs moet worden opgericht binnen de administratieve grenzen van het huidige Kosovo. Er is geen reden waarom dit in rechte het geval zou zijn. Onderhandeling maakt alle denkbare oplossingen mogelijk, zolang er maar geen oplossing wordt opgelegd aan de verschillende partijen, vooral niet aan de centrale Staat.

Een tweede principe, dat theoretisch verschillend is maar een rol kan spelen in een hele reeks crises, is het principe van de verantwoordelijkheid om te beschermen. De uitdrukking « verantwoordelijkheid om te beschermen » is veelzeggend. Ze vertaalt de terughoudendheid van een grote meerderheid van Staten om zonder toestemming van de Veiligheidsraad een unilateraal militair interventierecht te aanvaarden om de mensenrechten te doen naleven.

Over die idee, dat in de jaren negentig naar voren werd gebracht en dat in de VN werd besproken na het conflict in Kosovo, zijn er duidelijke standpunten van alle lidstaten in het slotdocument van de wereldtop van 2005 opgenomen. Die tekst bevatte het resultaat van een reflectie van de Staten over een aantal principes van het Handvest van de Verenigde Naties. Het concept van de verantwoordelijkheid voor bescherming wordt erin opgenomen, maar dat houdt zeker niet in dat een interventierecht zonder de toestemming van de Raad wordt aanvaard.

Par contre, et c'est là que réside l'intérêt de ce concept de responsabilité de protéger, on codifie ce qui constitue un enseignement de la pratique des années nonante — à laquelle la Belgique a participé, par rapport au précédent de la Somalie — c'est-à-dire que l'on reconnaît la possibilité pour le Conseil de sécurité, en cas de menace contre la paix et la sécurité internationales, concept très large qui permet au Conseil d'agir dans une série de situations, d'encadrer et d'autoriser des actions militaires visant à faire respecter les droits de l'homme ou, plus largement, des actions à objectifs humanitaires.

Cette responsabilité incombe d'abord à chaque État, mais si un État ne peut pas ou ne veut pas l'exercer, le Conseil de sécurité, en fonction des pouvoirs qui lui sont conférés par la Charte des Nations unies, peut autoriser et encadrer des actions militaires de type humanitaire.

C'est très certainement l'état du droit existant et il est essentiel de bien garder cela à l'esprit lorsque des crises surviennent à ce sujet.

L'argument invoqué jusqu'aux années nonante, selon lequel le Conseil de sécurité ne pouvait pas intervenir en matière de droits de l'homme parce qu'il s'agissait d'une intervention dans les affaires intérieures des États, n'est plus du tout admis en droit international. Le Conseil de sécurité ne peut pas être court-circuité. S'il décide qu'il n'est pas opportun d'agir militairement, une intervention militaire ne serait pas admise en droit, sur la base d'une espèce d'exception aux pouvoirs du Conseil de sécurité.

Le troisième point est en relation avec le précédent : les rapports avec les organisations régionales. Les organismes et les accords régionaux — notion très large — ont, dans une série de crises, un rôle reconnu comme tel par la Charte des Nations unies. Il peut s'agir d'organisations internationales, de traités de type régional, etc. Dans ce contexte, les acteurs sont plus proches des conflits locaux et peuvent donc jouer un certain rôle.

Certaines théories ont récemment vu le jour, selon lesquelles, au nom de l'urgence, on pourrait justifier des actions des organisations régionales de type coercitif, de type militaire, sans autorisation du Conseil de sécurité, celui-ci approuvant ces actions après coup. Ces théories ne sont pas du tout conformes au droit international. Elles ne sont, tout d'abord, pas conformes aux textes, qui paraissent très clairs.

Selon l'article 53 de la Charte, le Conseil de sécurité utilise les organismes régionaux, et non l'inverse. Cet article, surtout, précise qu'aucune action coercitive ne sera entreprise sans l'autorisation du Conseil de sécurité. Cela montre bien qu'au moment du déclen-

Wel — en daarin schuilt het belang van het concept van de verantwoordelijkheid om te beschermen — worden de lessen uit de praktijk van de jaren negentig gecodificeerd — aan die praktijk heeft België met het precedent van Somalië overigens deelgenomen. Dat houdt in dat wordt erkend dat de Veiligheidsraad bij een bedreiging van de vrede en de internationale veiligheid, een zeer breed concept dat de Veiligheidsraad de mogelijkheid biedt in tal van situaties te reageren, kan instemmen met militaire acties die als doel hebben de mensenrechten te doen respecteren, of ruimer, met acties met humanitaire doelstellingen of zulke acties kan omkaderen.

De verantwoordelijkheid om te beschermen berust in de eerste plaats bij elke Staat, maar als een Staat ze niet kan of wil opnemen, kan de Veiligheidsraad, op grond van de bevoegdheden die hem zijn opgedragen door het Handvest van de Verenigde Naties, met militaire acties van humanitaire aard instemmen en ze omkaderen.

Dat is ongetwijfeld de stand van het huidige recht en het is belangrijk om dat voor de geest te houden bij zulke crisissen.

Het argument dat tot de jaren negentig werd ingeroepen, namelijk dat de Veiligheidsraad niet kon tussenkomen op het vlak van mensenrechten omdat een dergelijke tussenkomst een inmenging in de binnenlandse zaken van de Staten was, wordt helemaal niet meer aanvaard in het internationaal recht. De Veiligheidsraad mag niet buitenspel worden gezet. Als de Raad beslist dat een militair optreden niet opportuun is, zal een militaire ingreep juridisch niet worden toegestaan, op basis van een soort uitzondering op de bevoegdheden van de Veiligheidsraad.

Het derde punt houdt verband met het vorige : de relaties met de regionale organisaties. De regionale instellingen en akkoorden — een zeer breed begrip — vervullen in heel wat crisissen een rol die als zodanig erkend wordt door het Handvest van de Verenigde Naties. Het kan gaan om internationale organisaties, verdragen van regionale aard, enz. In die context staan de actoren dicht bij de lokale conflicten en kunnen ze dus een bepaalde rol spelen.

Volgens recente theorieën kunnen militaire en dwangacties van regionale organisaties wegens hoogdringendheid worden gerechtvaardigd zonder toestemming van de Veiligheidsraad, die deze acties achteraf goedkeurt. Die theorieën zijn helemaal niet in overeenstemming met het internationaal recht. Ze zijn in de eerste plaats niet in overeenstemming met de teksten, die zeer duidelijk zijn.

Volgens artikel 53 van het Handvest gebruikt de Veiligheidsraad de regionale instellingen, en niet omgekeerd. Dat artikel in het bijzonder bepaalt dat geen enkele dwangactie mag worden ondernomen zonder de toestemming van de Veiligheidsraad. Daar-

chement de l'action, il faut que cette autorisation ait été donnée. C'est ce que disent les textes, qui n'ont pas été modifiés, même de manière informelle, notamment par cette déclaration du sommet mondial 2005 adoptée par les États. Par contre, et c'est là qu'il faut bien s'entendre, cette autorisation du Conseil de sécurité n'est nécessaire que s'il s'agit d'une action coercitive. Juridiquement, une action coercitive ne se définit pas par le type d'action dont il s'agit.

Autrement dit, une action militaire n'est pas d'office coercitive. Pensons à de très anciens précédents, en particulier l'opération des Nations unies au Congo en 1960. Il suffit mais il faut que l'État sur le territoire duquel l'action militaire a lieu ait donné son consentement. Ainsi, sur le plan juridique, on ne considère plus qu'il s'agit d'une action coercitive. Dès lors qu'il s'agit plutôt d'une opération de maintien de la paix ou de police — ou toute appellation de ce type qui marque le caractère non coercitif de l'opération —, l'autorisation du Conseil de sécurité n'est plus requise par la Charte des Nations unies.

Cela dit, certaines opérations de « maintien de la paix » peuvent mener à des combats extrêmement violents, comme on l'a vu, par exemple, en Afrique, au Liberia, en Sierra Leone ou même en Géorgie. Dans ce type de situation, l'autorisation préalable n'est pas requise juridiquement. Néanmoins, conformément à l'esprit et au cadre général de la Charte des Nations unies, on s'attend à ce que le Conseil de sécurité encadre cette action. Cela peut alors se faire *a posteriori*. Le Conseil de sécurité peut alors appuyer des processus et envoyer lui-même, sur place, des forces des Nations unies, en coopération avec les organismes régionaux.

Il est extrêmement dangereux de confondre les deux types d'action. L'action coercitive menée contre la volonté de l'État sur le territoire duquel l'action a lieu implique les principes de l'article 53 de la Charte. Il faut donc une autorisation; aucune exception n'existe ni dans les textes ni dans la pratique.

Par contre, si l'action militaire n'est pas coercitive, elle ne requiert pas d'autorisation préalable. Le mécanisme de l'approbation ou de l'encadrement postérieurs du Conseil de sécurité est tout à fait envisageable. Bien entendu, si les deux hypothèses se distinguent aisément en théorie, des difficultés peuvent apparaître dans la pratique, notamment en rapport avec l'autorité du gouvernement qui consentirait à une action militaire extérieure. Tel est le principe de base.

Le quatrième et dernier principe à rappeler a fait l'objet ces dernières années d'une position relativement

uit blijkt duidelijk dat op het ogenblik dat een actie wordt ontketend, de toestemming is verleend. Dat staat in de teksten, die niet werden gewijzigd, zelfs niet op informele wijze, in het bijzonder door de verklaring van de wereldtop van 2005, die is goedgekeurd door de Staten. Wel is de toestemming van de Veiligheidsraad slechts noodzakelijk als het gaat om een dwangactie. Juridisch gezien wordt een dwangactie niet gedefinieerd door de aard ervan.

Met andere woorden, een militaire actie is niet automatisch een dwangactie. Denk maar aan precedents van lang geleden, in het bijzonder de operatie van de Verenigde Naties in Congo in 1960. Het volstaat, maar het is ook noodzakelijk, dat de Staat op het grondgebied waarvan de militaire actie plaatsvindt, zijn goedkeuring heeft verleend. Juridisch wordt de actie dan niet meer beschouwd als een dwangactie. Zodra het eerder gaat om een operatie voor het behoud van de vrede of om een politieactie — of elke benaming van die aard die het niet dwingende karakter van de operatie aanduidt — is volgens het Handvest van de Verenigde Naties de toestemming van de Veiligheidsraad niet meer vereist.

Sommige operaties voor het « behoud van de vrede » kunnen evenwel tot zeer gewelddadige gevechten leiden, zoals we bijvoorbeeld hebben gezien in Afrika, in Liberia, in Sierra Leone of zelfs in Georgië. In dat soort situaties is de voorafgaande toestemming juridisch niet vereist. Toch wordt, in overeenstemming met de geest en het algemene kader van het Handvest van de Verenigde Naties, verwacht dat de Veiligheidsraad dat soort acties omkadert. Dat kan dan achteraf gebeuren, zoals dat gebeurde bij de precedents die ik daarnet heb vermeld. De Veiligheidsraad kan dan processen ondersteunen en zelf strijdkrachten van de Verenigde Naties ter plaatse sturen, in samenwerking met de regionale instellingen.

Het is zeer gevaarlijk beide soorten acties met elkaar te verwarren. De dwangactie die tegen de wil van de Staat op wiens grondgebied de actie plaatsvindt, wordt gevoerd, brengt de toepassing van de principes van artikel 53 van het Handvest mee. Er is dus toestemming vereist. Er bestaat geen enkele uitzondering, noch in de teksten, noch in de praktijk.

Als de militaire actie daarentegen geen dwangactie is, is er geen voorafgaande toestemming vereist. Het mechanisme waarmee de Veiligheidsraad achteraf zijn goedkeuring verleent of de actie omkadert, is heel goed denkbaar. Hoewel er in theorie een duidelijk onderscheid is tussen beide hypothesen, rijzen er moeilijkheden in de praktijk, in het bijzonder in verband met de toestemming van de regering die zou instemmen met een buitenlandse militaire actie. Dat is het basisprincipe.

Over het vierde en laatste principe heeft België de voorbije jaren een vrij duidelijk standpunt ingenomen.

claire de la Belgique. Il s'agit de toutes les notions relatives à la notion de guerre préventive. À cet égard, la Charte des Nations unies réactualisée en 2005 est assez claire et prend aussi la forme d'une alternative.

La première possibilité est l'agression armée d'un État contre un autre. Dans ce cas, la légitime défense entre en jeu. On peut évidemment riposter à cette action militaire, sans autorisation du conseil. Celui-ci doit évidemment, comme pour les opérations non coercitives — mais plus encore dans le cas d'une agression armée — encadrer le processus et éventuellement moduler les conditions d'exercice de la légitime défense, comme il l'a fait, par exemple, dans le cas de la guerre du Golfe, en 1990-1991.

La seconde possibilité concerne une situation de menace contre la paix internationale — notion extrêmement large — sans agression armée. Dans ce cas, le Conseil de sécurité devra gérer la situation préventivement.

Des revendications se sont exprimées, essentiellement dans le cadre des débats qui ont eu lieu à l'occasion des soixante ans de l'ONU; elles tendaient à brouiller la frontière entre les deux situations. Certains estimaient qu'en cas de menace imminente, catégorie tout à fait spécifique de la notion large de menace, on pourrait admettre une riposte unilatérale, sans autorisation du Conseil de sécurité.

Il est intéressant de rappeler que cette proposition a été formulée par quelques États lors des débats menés tout au long de l'année 2005. Elle figurait d'ailleurs dans le rapport du secrétaire général, faisant lui-même suite au rapport du groupe de personnalités de haut niveau. La très grande majorité des États s'est toutefois opposée à cette revendication si bien que, dans les derniers documents, dont celui sur le Sommet mondial de 2005 qui, juridiquement, est le plus pertinent, et la résolution de l'Assemblée générale acceptée par l'ensemble des États membres de l'ONU, on ne trouve plus la moindre trace de cette revendication. On s'en tient au droit existant par crainte d'abus, les notions de « menace imminente » et de « menace contre la paix » étant très difficiles à définir. Or, c'est bien parce que ces notions sont délicates à définir que l'on permet au Conseil de sécurité et non pas aux États agissant à titre individuel de qualifier une situation de « menace contre la paix » ou de refuser cette qualification.

C'est toute cette logique basée sur le maintien de la paix et sur les risques de dérives qui a été réaffirmée par les États lors des débats menés au sein de l'ONU en 2005, avec pour conséquence une réaffirmation du droit international traditionnel. Sans doute les événements en Irak ne sont-ils pas étrangers à cette prise de position. À cet égard, la Belgique s'est jusqu'ici

Het betreft alles in verband met de notie preventieve oorlog. Op dat punt is het in 2005 geactualiseerde Handvest van de Verenigde Naties vrij duidelijk en neemt het de vorm aan van een alternatief.

De eerste mogelijkheid is de gewapende agressie van een Staat tegen een andere. In dat geval speelt de wettige zelfverdediging. Op zulk een militaire actie mag uiteraard zonder toestemming van de Raad worden gereageerd. De Raad moet uiteraard, zoals bij de niet-dwingende acties, maar nog meer bij een gewapende aanval, het proces omkaderen en eventueel de voorwaarden voor de uitoefening van de wettige zelfverdediging aanpassen, zoals de Raad bijvoorbeeld heeft gedaan in de Golfoorlog in 1990-1991.

De tweede mogelijkheid betreft een situatie van bedreiging van de internationale vrede — een zeer breed begrip — zonder gewapende agressie. In dat geval zal de Veiligheidsraad de situatie preventief moeten beheren.

Er werden eisen naar voren gebracht, vooral tijdens de debatten die plaatsvonden ter gelegenheid van de zestigste verjaardag van de VN. Daarin werd getracht de grens te doen vervagen tussen beide situaties. Sommigen waren van mening dat in geval van naderende dreiging, een heel specifieke categorie van de brede notie van bedreiging, een unilaterale tegenaanval toegestaan kan worden, zonder toestemming van de Veiligheidsraad.

Dat voorstel werd door enkele Staten tijdens de debatten in de loop van het jaar 2005 geformuleerd. Het staat trouwens in het rapport van de secretaris-generaal, dat zelf volgde op het rapport van de groep van hoog niveau. De overgrote meerderheid van de Staten heeft zich evenwel verzet tegen die eis, zodat er geen enkel spoor meer terug te vinden is in de recentste documenten, onder meer in het document over de wereldtop van 2005, dat juridisch het belangrijkste is, en in de resolutie van de Algemene Vergadering, die goedgekeurd is door alle lidstaten van de VN. Men blijft bij het bestaande recht uit vrees voor misbruiken, aangezien de noties « naderende bedreiging » en « bedreiging van de vrede » zeer moeilijk te definiëren zijn. Precies omdat die begrippen zo moeilijk te definiëren zijn, is het de bevoegdheid van de Veiligheidsraad en niet van Staten die individueel optreden, om een situatie al dan niet als een « bedreiging van de vrede » te kwalificeren.

Heel die redenering, die gebaseerd is op het behoud van de vrede en op de gevaren voor ontsparingen werd door de Staten herbevestigd tijdens de VN-debatten in 2005, met als gevolg dat het traditionele internationale recht werd herbevestigd. De gebeurtenissen in Irak zijn wellicht niet vreemd aan dat standpunt. België nam op dat punt tot nu toe eenzelfde standpunt in als

positionnée conformément à la très grande majorité des États. Des travaux à ce sujet ont d'ailleurs été réalisés voici quelques mois au sein de cette même instance et allaient tout à fait dans le même sens.

En conclusion; on entend souvent dire que les principes de la Charte des Nations unies ne seraient plus adaptés aux spécificités de la réalité internationale actuelle et que, par conséquent, tous ces principes devraient être écartés au nom de la nouveauté de la situation, notamment marquée par la lutte contre le terrorisme. Ce type de discours essentiellement doctrinal présente deux inconvénients. D'une part, ce discours n'est relayé que par un très petit nombre d'États. En termes de rapport de forces, il se révèle donc minoritaire. D'autre part, aucun nouveau principe très clair n'est proposé à la place de ces principes de droit international. Tout au plus propose-t-on de réserver à quelques grandes puissances, voire à une seule grande puissance, des pouvoirs de qualification de « menace contre la paix », d'opportunité d'agir dans des situations menaçant la sécurité internationale. Ce discours paraît donc extrêmement dangereux. En effet, dans chaque crise particulière, il convient, au-delà des spécificités qui doivent être prises en compte, de toujours avoir à l'esprit la nécessité de ne pas remettre en cause la pertinence de ces grands principes de la Charte des Nations unies.

2.2.3. Exposé de M. B. Van der Meerschen, secrétaire général adjoint de la Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme

La Belgique revient maintenant au Conseil de sécurité. La dernière fois était au début des années '90. À cette époque, le président américain, qui s'appelait déjà George Bush, disait que le nouvel ordre mondial était conçu comme un monde dans lequel régnerait la loi — et non la loi de la jungle — pour gouverner la conduite des nations, et le président français François Mitterrand, que l'heure était venue du règne de la loi internationale. Il y avait des choses à dire sur ce nouvel ordre mondial.

Aujourd'hui, une quinzaine d'années plus tard, il est bon de rappeler certains des principes qui doivent guider l'action de la Belgique au Conseil de sécurité. À cet échelon, la Belgique devrait pouvoir jouer pleinement un rôle de conscience en matière de droit international.

En termes de recours à la force, plusieurs points devront être constamment présents dans l'axe de travail de la Belgique. Premièrement, il faut rappeler constamment que, hormis les cas de légitime défense,

de overgrote meerderheid van de Staten. In de werkzaamheden van de VN over dat onderwerp enkele maanden geleden kwam dezelfde visie naar voren.

Tot besluit: er wordt dikwijls gezegd dat de principes van het Handvest van de Verenigde Naties niet meer zijn aangepast aan het specifieke karakter van de huidige internationale situatie en dat al die principes bijgevolg weggeveegd moeten worden in naam van de nieuwe toestand, gekenmerkt door de strijd tegen het terrorisme. Dat soort voornamelijk dogmatisch discours heeft twee nadelen. Aan de ene kant wordt dat discours slechts door een zeer klein aantal lidstaten overgenomen. Op het vlak van de machtsverhoudingen bekleedt het dus een minderheidspositie. Aan de andere kant wordt geen enkel zeer duidelijk nieuw principe voorgesteld in de plaats van die principes van internationaal recht. Hooguit wordt voorgesteld om aan enkele grootmachten, zelfs aan één enkele grootmacht, de bevoegdheid te verlenen om een situatie te kwalificeren als een « bedreiging van de vrede » en de mogelijkheid te verlenen op te treden in situaties die een bedreiging vormen voor de internationale veiligheid. Dat discours is dus zeer gevaarlijk. Immers, in elke afzonderlijke crisis moet, naast de specifieke aard waarmee rekening dient worden gehouden, steeds voor de geest worden gehouden dat die grote principes van het Handvest van de Verenigde Naties niet op het spel mogen worden gezet.

2.2.3. Uiteenzetting door de heer B. Van der Meerschen, adjunct secretaris-generaal van de Internationale Federatie voor de rechten van de mens

België maakt opnieuw deel uit van de VN-Veilighedsraad. De laatste keer was dat in het begin van de jaren '90. De president van de Verenigde Staten, die toen ook George Bush heette, kondigde aan dat in de nieuwe wereldorde de betrekkingen tussen naties beheerst zouden worden door de wet, en niet door de wet van de sterkste. De Franse president François Mitterrand voegde daaraan toe dat het tijd was dat de wereld geregeerd werd door internationale wetten. Er was heel wat te doen rond die nieuwe wereldorde.

Vijftien jaar later is het goed om sommige principes in herinnering te brengen als leidraad voor de Belgische houding in de Veiligheidsraad. België moet daarbij vooral aandringen op een gewetensvolle omgang met het internationaal recht.

Wat het gebruik van geweld betreft, zijn er een aantal zaken waaraan België permanent aandacht moet besteden. In de eerste plaats moet er steeds op gewezen worden dat, behalve in geval van wettige

tout recours à la force non autorisé par le Conseil de sécurité reste prohibé. Il faut éviter tout abus ou tout chèque en blanc. Deuxièmement, conformément au texte de l'article 51 de la charte, il faut bien garder à l'esprit que la légitime défense ne justifie un recours unilatéral à la force que pour riposter à une agression armée. L'existence d'une simple menace, qu'elle soit réelle ou virtuelle, ne suffit pas à légitimer l'exercice de ce droit. De plus, la légitime défense ne peut s'exercer qu'à titre provisoire.

Il faut également bien garder à l'esprit que si le Conseil de sécurité peut agir par la constitution d'opérations de maintien de la paix, celles-ci doivent recevoir des objectifs politiques clairs et des moyens militaires suffisants.

Le Sénat a adopté, en mai 2006, une résolution sur la situation politique en Haïti (doc. Sénat, n° 3-1632). Il est intéressant de mesurer à quel point on peut avoir des difficultés à réellement percevoir une situation politique dans un pays par le biais des rapports qui sont faits par le secrétaire général des Nations unies au Conseil de sécurité.

M. Van der Meerschen s'est rendu, ces trois dernières années, régulièrement en Haïti et il témoigne que l'on peut être surpris de l'écart qui existe entre la réalité de la situation là-bas et le contenu des rapports du secrétaire général aux Nations unies qui justifient le maintien de la MINUSTA sur place. On peut également retrouver cet écart entre des rapports officiels — de M. Joinet, rapporteur spécial des Nations unies pour les droits de l'homme en Haïti — et les rapports du secrétaire général des Nations unies.

M. Van der Meerschen s'est également rendu dans plusieurs pays d'Afrique centrale. De ces déplacements il a retenu l'impression que les opérations de maintien de la paix des Nations unies sont souvent réalisées selon un schéma immuable, qu'il conviendrait peut-être de réexaminer. La Belgique pourrait éventuellement jouer un rôle en demandant la révision des méthodes d'évaluation ou, en tout cas, de renouvellement de certains mandats d'opérations de la paix des Nations unies telles qu'elles sont décidées par le Conseil de sécurité.

Un autre élément important est tout ce qui concerne la protection des civils dans les conflits armés. Des règles sont clairement fixées dans le droit humanitaire. Toutefois, dans le contexte actuel, ce droit humanitaire fait l'objet de certaines contestations en fonction des besoins de la guerre contre le terrorisme. Ces contestations visent en fait à réduire le degré de protection qu'offre ce droit humanitaire aux victimes d'un conflit.

zelfverdediging, gebruik van ongeoorloofd geweld door de Veiligheidsraad nooit mag worden toegelaten. Het verlenen van blanco cheques moet worden vermeden. Ten tweede moet men zich er goed van bewust zijn dat in geval van wettige zelfverdediging, conform artikel 51 van het Handvest, het unilateraal gebruik van geweld enkel toegelaten is als antwoord op een gewapende aanval. Het louter bestaan van een, reële of virtuele, dreiging, volstaat niet om zich op dat recht te kunnen beroepen. Bovendien kan wettige zelfverdediging slechts tijdelijk worden uitgeoefend.

We moeten er ook voor waken dat wanneer de Veiligheidsraad vredesoperaties uitvoert, er bij die operaties duidelijke politieke doeleinden worden vooropgesteld en dat voldoende militaire middelen worden ingezet.

De Senaat heeft in mei 2006 een resolutie aangenomen over de politieke situatie in Haïti (stuk Senaat, nr. 3-1632). Het is interessant vast te stellen hoe moeilijk het soms is om aan de hand van rapporten van de secretaris-generaal aan de Veiligheidsraad, de politieke situatie in een land juist in te schatten.

De heer Van der Meerschen heeft de voorbije drie jaar geregeld naar Haïti te gereisd en kan getuigen dat er een verrassend groot verschil is tussen de realiteit ter plaatse en de inhoud van de rapporten van de secretaris-generaal van de Verenigde Naties die het behoud van de MINUSTAH ter plaatse rechtvaardigen. Zo is er ook een groot verschil tussen de officiële verslagen, bijvoorbeeld van de speciale VN-rapporteur voor de mensenrechten in Haïti, de heer Joinet, en de rapporten van de secretaris-generaal van de Verenigde Naties.

Uit bezoeken aan verschillende landen in Centraal-Afrika heeft hij de indruk overgehouden dat de VN-vredesoperaties vaak volgens een strak schema verlopen, dat misschien wel eens zou mogen worden bijgestuurd. België kan daarbij een rol spelen door de herziening te vragen van de evaluatiemethodes of in elk geval van de procedures voor de verlenging van sommige mandaten voor VN-vredesoperaties waarover de Veiligheidsraad beslist.

Een ander belangrijk element is de bescherming van burgers in gewapende conflicten. Daarvoor zijn duidelijke regels vastgelegd in het humanitair recht. Dat humanitair recht wordt momenteel evenwel betwist vanuit de bekommernis om een *war on terror* te kunnen voeren. Het doel van die betwisting is in feite de bescherming van slachtoffers van gewapende conflicten te beperken.

S'il est clair que l'on ne peut pas prévoir l'agenda du Conseil de sécurité pour les deux années à venir, à tout le moins, au-delà des soubresauts de l'actualité internationale, sait-on que certaines choses sont dans le pipeline et que la question de la protection des civils figure à cet agenda.

Il serait intéressant que la Belgique puisse faire siennes bon nombre des recommandations émises en novembre 2005 par le secrétaire général des Nations unies dans le cadre d'un rapport qu'il a établi pour essayer de mettre en œuvre les différentes propositions concrètes formulées pour rendre plus effectives et efficaces les actions du Conseil dans ce domaine. On peut entre autres citer la meilleure prise en compte des besoins des déplacés et des réfugiés, la mention dès le début du conflit de la volonté de poursuivre en justice les auteurs des violations du droit humanitaire et des droits de l'homme.

Un autre élément est tout ce qui concerne l'adoption de sanctions. D'une manière générale, quand on envisage un régime de sanctions au Conseil de sécurité, celles-ci devraient faire l'objet d'un examen minutieux afin d'éviter toute dégradation des droits économiques, sociaux et culturels de la population ainsi que de sa situation humanitaire.

Il faut garder à l'esprit qu'il ne faut recourir aux sanctions que si la paix est menacée et que si tous les moyens diplomatiques ont échoué. Il faut ensuite mettre en œuvre un régime de sanctions en l'ayant décrit de façon précise, en identifiant au mieux les cibles et les modalités à respecter par les États qui devront les appliquer. Les sanctions devront être prévues pour une période limitée avec, au minimum, une étude sur l'impact humanitaire potentiel, donc en écartant certains postes comme, par exemple, la nourriture, les médicaments et le matériel médical. C'est donc toute une dynamique de sanctions ciblées, dites intelligentes, que la Belgique doit essayer de promouvoir encore davantage au sein du Conseil de sécurité.

L'intervenant cite Mme Kalliopi Koufa, rapporteuse spéciale sur la question du terrorisme et des droits de l'homme.

Elle écrivait il y a peu : « Depuis les événements du 11 septembre, les actes de terrorisme se sont multipliés d'un bout à l'autre du monde, liés avant tout à un certain nombre de situations de crise en divers points chauds. Les réponses au terrorisme, expression parfois d'un sentiment de panique ou d'urgence, se sont elles-mêmes avérées spectaculaires.

D'ailleurs, pour une bonne part, l'activité politique et juridique liée au terrorisme continue à révéler des réactions proches de la panique. Or, ces réactions confinant à la panique peuvent avoir de graves incidences sur le droit international et sur le droit relatif aux droits de l'homme ainsi que sur le droit humanitaire. »

Het is onmogelijk om de agenda van de Veiligheidsraad voor de komende twee jaar te voorspellen, maar toch is het nu al duidelijk dat, ongeacht de ontwikkelingen van de internationale actualiteit, een aantal zaken in de *pipeline* zitten en dat de bescherming van de burgerbevolking aan bod zal komen.

Het zou interessant zijn mocht België grotendeels achter de aanbevelingen staan die de VN-Secretaris-generaal in november 2005 heeft gedaan in het kader van een rapport dat hij heeft geschreven met het oog op een meer efficiënt optreden van de Veiligheidsraad met betrekking tot deze materie. Het gaat onder meer over beter inspelen op de noden van verplaatste personen en vluchtelingen, of de uiting van bij het begin van een conflict van de wil om schendingen van het humanitair recht en van de mensenrechten gerechtelijk te vervolgen.

Een ander belangrijk element is de problematiek van de sancties. Wanneer de Veiligheidsraad overweegt om sancties op te leggen, moet men uiterst omzichtig te werk gaan om elke aantasting te vermijden van de economische, sociale en culturele rechten van de bevolking en van de humanitaire situatie ter plaatse.

Men mag slechts overgaan tot het nemen van sancties wanneer de vrede bedreigd is en alle diplomatieke inspanningen hebben gefaald. Vervolgens moet het stelsel van sancties nauwkeurig omschreven worden en moet het voor de staten die ze moeten opleggen heel duidelijk zijn tegen wie ze gericht zijn en op welke wijze ze moeten worden uitgevoerd. Sancties mogen slechts voor een beperkte tijd gelden en er moet minstens worden onderzocht wat de mogelijke humanitaire impact ervan is. Ze mogen geen betrekking hebben op voeding, geneesmiddelen en medisch materiaal. België moet in de Veiligheidsraad een dynamiek promoten van gerichte, zogenaamd intelligente sancties.

Spreeker verwijst naar de speciale rapporteur inzake terrorisme en mensenrechten, mevrouw Kalliopi Koufa.

Ze schreef onlangs dat zich sedert de gebeurtenissen van 11 september overal in de wereld terroristische aanslagen zijn gepleegd die vooral te maken hadden met een aantal crisissituaties in conflictgebieden. Ook de soms paniekerige of overhaaste reacties op het terrorisme waren op zichzelf spectaculair.

Ook de juridische en politieke benadering van het terrorisme wordt nog steeds grotendeels gekenmerkt door reacties die door paniek lijken te zijn ingegeven. Dit kan een grote weerslag hebben op het internationaal recht, op de mensenrechten en op het humanitair recht.

On ne saurait mieux dire. Dans la lutte contre le terrorisme, il faut en effet prendre garde de ne pas faire en même temps le jeu des terroristes en annihilant ou en fragilisant les valeurs démocratiques qui sont les nôtres.

L'orateur cite ensuite la présidente du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants: «Ce serait s'abaisser au niveau des terroristes et ne pourrait que saper les fondements d'une société démocratique.».

Nous devons en effet nous montrer vigilants car c'est dans des moments de tension, de crise, que nous pourrions, dans la précipitation, être amenés à adopter des textes qui sont, d'une manière ou d'une autre, critiquables.

Il existe une foule d'instruments internationaux et régionaux en matière de lutte contre le terrorisme.

La question fondamentale qui se pose concerne la définition du terrorisme. L'adoption de législations belges en décembre 2003 a d'ailleurs déjà démontré que l'on pouvait incriminer des actes terroristes de façon tellement large qu'à peu près tout le monde pourrait, à un moment donné, se retrouver poursuivi pour actes terroristes.

Au niveau international, c'est particulièrement délicat. Ne perdons pas de vue qu'il pourrait être très facile, pour certains pays, de qualifier un opposant politique de terroriste et de jouer sur cette fibre-là pour agir comme bon leur semble. N'importe quel contestataire tchéchène pourrait ainsi très facilement être taxé de terroriste par le régime russe.

La question de la nécessité de définir le terrorisme doit faire l'objet d'une réflexion non seulement au sein de ce parlement mais également de la part des autorités belges. Cette définition sera-t-elle suffisamment précise ou, au contraire, sera-t-elle tellement large qu'elle pourra englober trop de monde, parfois même les défenseurs des droits de l'homme?

La question de la lutte contre le terrorisme est vraiment essentielle et fait d'ailleurs l'objet de toutes les instrumentalizations. L'intervenant met en garde contre le danger qu'il peut y avoir à instrumentaliser certaines autres politiques telles que la coopération au développement, sous prétexte du terrorisme, en décidant d'aider tel ou tel pays qui pourrait un jour ou l'autre devenir un foyer de terrorisme.

La présence de la Belgique au Conseil de sécurité aura cependant aussi pour effet sa participation aux différents comités. Il est intéressant de mentionner que depuis la fin des années '90, et certainement encore davantage depuis le 11 septembre 2001, il existe un comité où se retrouvent les membres du Conseil de sécurité et où l'on a établi un mécanisme pour lister les organisations et les individus qualifiés de terroristes.

Het kan niet beter omschreven worden. We mogen met de bestrijding van het terrorisme niet in de kaart spelen van de terroristen door onze democratische waarden overboord te gooien of terug te schreeven.

Spreker verwijst naar de voorzitter van het Europees Comité voor de preventie van foltering en wrede, onmenselijke en ontorende behandeling zei in dat verband dat we ons aldus zouden verlagen tot het niveau van de terroristen en de grondslagen van een democratische samenleving zouden aantasten.

We moeten inderdaad waakzaam blijven, want in momenten van spanning en crisis zou het kunnen dat we overhaast teksten aannemen die voor kritiek vatbaar zijn.

Er bestaat een hele reeks internationale en regionale instrumenten tegen terrorisme.

De fundamentele vraag draait om de definitie van terrorisme. De Belgische wetgeving die in 2003 werd aangenomen, toonde aan dat daden van terrorisme op zulk een ruime wijze strafbaar konden worden gesteld dat bijna iedereen op een of ander ogenblik zou kunnen vervolgd worden wegens terrorisme.

Op internationaal niveau is dat zeer delicaat. We mogen niet vergeten dat het voor sommige landen zeer gemakkelijk wordt wanneer ze, door politieke opposanten te bestempelen als terroristen, vrij spel krijgen om ze uit te schakelen. Elke Tsjetsjeense opposant kan door de Russische regering gemakkelijk worden beschuldigd van terrorisme.

Over de noodzaak van een definitie van het terrorisme moet niet alleen in het parlement maar ook door de Belgische overheid worden nagedacht. Zal die definitie precies genoeg zijn of zal ze integendeel zo ruim zijn dat ze op iedereen kan worden toegepast, zelfs op hen die zich inzetten voor de mensenrechten?

De problematiek van de terreurbestrijding is essentieel en kan ook op allerlei wijzen worden geïnstrumentaliseerd. Zo bestaat het gevaar dat sommige andere beleidsdomeinen, zoals ontwikkelingssamenwerking, worden geïnstrumentaliseerd. Onder het mom van terreurbestrijding kan bijvoorbeeld beslist worden om een of ander land te helpen dat later ooit een haard van terrorisme zou kunnen worden.

Door zijn aanwezigheid in de Veiligheidsraad zal België ook deel uitmaken van verschillende comités. Sedert het einde van de jaren '90 en meer nog sedert 11 september 2001, wordt er in één van die comités, waarin de leden van de Veiligheidsraad zetelen, gebruik gemaakt van een mechanisme om lijsten op te stellen van terroristische organisaties en individuen.

Cela pose différents problèmes. Tout d'abord, c'est à un simple organe administratif politique, qu'incombe la décision de faire figurer une personne, qui n'a subi aucune condamnation judiciaire, sur une liste terroriste sans qu'aucun recours ne soit prévu.

Cela pose la question des droits de la défense, de la transparence, de la motivation. La personne doit en effet pouvoir comprendre pourquoi elle est assimilée à un terroriste. Il faudrait au minimum prévoir des procédures juridictionnelles qui permettraient d'assurer aux personnes figurant sur cette liste les droits de la défense et les moyens de comprendre et de contester cette décision qui n'a pas des conséquences bénignes. Il s'agit pour ces individus, à peu de choses près, d'une mort civile.

Si elle veut véritablement jouer son rôle de porteur de drapeau des droits de l'homme, la Belgique a un rôle essentiel à jouer en essayant de modifier le fonctionnement de ce comité.

Ensuite, M. Van der Meerschen se réfère à l'exposé du ministre des Affaires étrangères, notamment en ce qui concerne l'implication de la Belgique en République démocratique du Congo. On peut penser ce que l'on veut de la transition qui s'y achève et des résultats électoraux. Une des raisons de l'échec de la transition est la trop grande impunité qui a perduré. Et la FIDH est inquiète du sort de ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont contesté ou contesteront le système politique au Congo. Le Sénat a adopté une résolution relative à la protection des défenseurs des droits de l'homme. Dans ce cas aussi, la Belgique peut jouer un rôle dans le cadre des opérations menées par le Conseil de sécurité de l'ONU, par exemple au Congo.

En mai 2002, à Kisangani, des troubles ont eu lieu et plus d'une centaine de personnes ont été massacrées. Le responsable d'une organisation de défense des droits de l'homme, le groupe Lotus, affilié à la FIDH (Fédération internationale des ligues de défense des droits de l'homme), a alors eu peur pour sa sécurité et s'est présenté aux locaux de la MONUC. Il y a trouvé porte close. Il a dû se glisser dans le coffre d'un fonctionnaire belge de la MONUC pour pouvoir entrer clandestinement dans l'enceinte et se cacher pendant une semaine dans le bureau de ce fonctionnaire.

Au mois de septembre, entre les deux tours de l'élection présidentielle, la FIDH a rencontré des membres de la direction des droits de l'homme de la MONUC et les a interpellés sur la question de la protection des défenseurs des droits de l'homme. Ils ont répondu en donnant leur numéro de téléphone et

Daar zijn nogal wat problemen mee. Vooreerst neemt een politiek administratief orgaan de beslissing om personen die niet gerechtelijk veroordeeld zijn, op een lijst van terroristen te plaatsen, terwijl daartegen geen enkel beroep mogelijk is.

Dat levert problemen op inzake verdediging, transparantie en motivering. De betrokkene moet immers kunnen vernemen waarom hij als terrorist wordt beschouwd. Er zou minstens een procedure moeten worden vastgelegd die de betrokkene in staat stelt zich voor een rechtscollege te verdedigen, zodat hij weet waarom een beslissing die voor hem niet zonder nadelige gevolgen is, werd genomen en zodat hij die kan aanvechten. Voor de betrokkene gaat het immers nagenoeg om een civiele dood.

Indien België echt de vaandeldrager van de mensenrechtenbeweging wil zijn, dan kan het land een belangrijke rol spelen door te pogen de werkwijze van dat comité om te buigen.

Vervolgens verwijst de heer Van der Meerschen naar de uiteenzetting van de minister van Buitenlandse Zaken, meer bepaald over de Belgische betrokkenheid in de Democratische Republiek Congo. Men mag denken wat men wil over de transitie die er wordt voltooid en over de verkiezingsresultaten. Één van de redenen van de mislukking van de transitie is dat er een te grote straffeloosheid is blijven bestaan. De FIDH is bezorgd over het lot van degenen die, op een of andere wijze, tegen het politieke systeem in Congo hebben geprotesteerd of zullen protesteren. De Senaat heeft een resolutie goedgekeurd over de bescherming van de verdedigers van de mensenrechten. Ook in dat geval kan België een rol spelen in het kader van de operaties die worden geleid door de Veiligheidsraad van de VN, bijvoorbeeld in Congo.

In mei 2002 waren er onlusten in Kisangani en werden meer dan honderd personen afgeslacht. De verantwoordelijke van een organisatie voor de bescherming van de mensenrechten, de groep Lotus, die verbonden is met de Internationale Federatie van Liga's voor de rechten van de mens, kreeg daarop schrik voor zijn veiligheid en heeft zich aangeboden bij de MONUC. Hij stond voor een gesloten deur. Hij heeft zich moeten verstoppen in de koffer van een Belgische ambtenaar van de MONUC om het gebouw clandestien binnen te raken en hij heeft zich een hele week in het bureau van die ambtenaar verstoppt.

In september, tussen de twee rondes van de presidentsverkiezingen, heeft de FIDH leden van de afdeling mensenrechten van de MONUC ontmoet en hen ondervraagd over de kwestie van de bescherming van de verdedigers van de mensenrechten. Hun antwoord bestond uit de overhandiging van hun

en indiquant qu'en cas de problème, les personnes concernées pouvaient les appeler. Pour perpétrer un coup d'État, il faut donc commencer par faire sauter les centraux de téléphone ! De plus, même si le téléphone fonctionne, on voit mal le responsable d'une organisation de défense des droits de l'homme appeler la fonctionnaire qui va elle-même appeler le tank qui va se déplacer. Or, on sait que, pour aller protéger la résidence de M. Bemba à la fin du mois d'août, il aura déjà fallu plusieurs heures avant d'intervenir.

Il s'agit donc d'une préoccupation qui doit être relayée par la Belgique au sein du Conseil de sécurité. Il y aura d'autres choses à dire sur la Cour pénale internationale mais nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet. Le Conseil de sécurité peut jouer un rôle essentiel dans le fonctionnement de cette jeune institution.

En conclusion, c'est une grande et belle responsabilité que d'entrer au Conseil de sécurité, dans un contexte belge qui risque d'être agité mais aussi dans un contexte international en pleine mutation.

Cette grande et belle responsabilité mérite mieux que d'être confinée au Palais des Nations à Genève ou à New York. Il sera vraiment important de pouvoir susciter un débat public. La Ligue compte y contribuer à sa manière.

2.2.4. *Échange de vues*

M. Mahoux estime qu'il faut définir la notion de menace. Certains ont abusé de cette notion de menace — par exemple, dans le dossier irakien, on devrait parler plus précisément de manipulations — mais cela ne justifie pas de dire qu'il faille évacuer complètement la notion de menace au risque d'empêcher le Conseil de sécurité de prendre des mesures préventives, y compris dans la mise en œuvre des chapitres VI et VII de la Charte.

En ce que concerne les responsabilités particulières de la Belgique dans l'exercice de son mandat au Conseil de sécurité, il faut fixer des objectifs qui donneraient l'occasion de marquer notre présence au Conseil de sécurité pendant les deux prochaines années. Il faut insister de manière particulière sur la protection des défenseurs des droits humains. La protection des défenseurs des droits humains est un élément tout à fait fondamental dans la mesure où, si ces défenseurs ne peuvent plus s'exprimer, cela indique que tout un volet du travail de prévention ne peut plus être effectué.

Au sujet de l'embargo, en instaurant un embargo économique, on se donne deux objectifs : il faut que

le telefoonnummer met de mededeling dat de betrokken personen mochten bellen als er problemen zijn. Om een staatsgreep te plegen moeten dus eerst de telefooncentrales opgeblazen worden. Bovendien, zelfs als de telefoon het doet, kan men zich moeilijk voorstellen dat de verantwoordelijke van een organisatie voor de bescherming van de mensenrechten de ambtenaar telefoneert die zelf de tank zal bellen die zich zal verplaatsen. We weten dat, om de residentie van de heer Bemba eind augustus te gaan beschermen, het verschillende uren heeft gekost vooraleer er werd opgetreden.

Die bezorgdheid moet door België worden ondersteund in de Veiligheidsraad. Er zullen andere dingen te zeggen zijn over het Internationaal Strafhof, maar we zullen de gelegenheid krijgen terug te komen op dat onderwerp. De Veiligheidsraad kan een belangrijke rol spelen in de werking van die jonge instelling.

Het is een grote en mooie verantwoordelijkheid de Veiligheidsraad binnen te treden, in een Belgische context die woelig kan worden, maar ook in een internationale context in volle verandering.

Die grote en mooie verantwoordelijkheid verdient beter dan begraven te worden in het Paleis der Naties in Genève of in New York. Het zal echt belangrijk zijn om een publiek debat op gang te brengen. De Liga hoopt daaraan op haar manier bij te dragen.

2.2.4. *Gedachtewisseling*

De heer Mahoux is van oordeel dat een definitie van het begrip dreiging zich opdringt. Sommigen hebben de notie dreiging misbruikt — bijvoorbeeld in het dossier Irak kan men zelfs over manipulatie spreken — maar dat is echter geen reden om het begrip dreiging helemaal te schrappen, want dan zou de Veiligheidsraad niet meer preventief kunnen optreden, ook niet bij de toepassing van de hoofdstukken VI en VII van het handvest.

Wat betreft de bijzondere verantwoordelijkheden van België bij de uitoefening van het mandaat in de Veiligheidsraad, moeten de doelstellingen waarmee we ons de komende twee jaar in de Veiligheidsraad kunnen tonen vastgelegd worden. We moeten vooral aandringen op de bescherming van de verdedigers van de mensenrechten. De bescherming van de verdedigers van de mensenrechten is fundamenteel. Wanneer ze hun mening niet meer kunnen vertolken, dan komt heel wat preventief werk in het gedrang.

Wat het embargo betreft, door een economische embargo worden twee doelstellingen vooropgesteld :

l'embargo ait un effet et il faut aussi en mesurer les conséquences pour les populations et ne pas se tromper de cible. La question est de savoir si on applique des règles générales d'embargo économique avec des exceptions ou si on cible l'embargo sur certains secteurs particuliers. Il importe de dégager une règle générale.

En ce qui concerne le terrorisme, plusieurs problèmes se posent, notamment celui de la torture. Celle-ci est parfois pratiquée face à la menace terroriste, mais nous ne pouvons faire la moindre concession sur ce point.

Le contrôle du respect du droit international est une mission spécifique du Conseil de sécurité, non seulement dans le cadre des interventions, mais également pour toutes les démarches éventuellement intrusives, notamment les écoutes ou les méthodes particulières d'investigation. Ces agissements ne relèvent pas de la torture mais du non-droit et du non-respect du droit.

Enfin, toute une série de problèmes se posent en ce qui concerne le terrorisme. Comment organiser les droits de la défense? Il serait intéressant d'avoir des suggestions à cet égard.

Nous avons pris attitude en Belgique dans le secteur des sectes. On peut en effet imaginer qu'un terrorisme individuel ou collectif est pratiqué par les sectes. Dans la définition des organisations sectaires, où sont établis, de manière structurelle, les droits de la défense?

Pour le terrorisme et les phénomènes sectaires, les droits de la défense ne doivent pas impliquer la suppression de la possibilité de dresser des listes. Finalement, on pose de nouveau la question de savoir pourquoi ces listes sont dressées.

En ce que concerne le Conseil de sécurité, c'est évidemment le terrorisme qui a justifié l'intervention américaine en Irak, mais sur quelle base?

Le fait que le Conseil de sécurité se détermine est-il une condition suffisante pour justifier la totalité des interventions?

Selon l'intervenant, cela ne suffit pas si l'ONU n'a pas établi des procédures qui permettent d'avoir une approche du terrorisme et des réponses à y apporter qui ne soient pas liées à des éléments consensuels, mais à des éléments de droit. Ces garanties doivent être respectées sans exception, mais s'agit-il de conditions suffisantes pour rendre ces interventions légales, mais peut-être pas tout à fait légitimes?

M. Brotcorne se réfère à l'équilibre à trouver entre le travail de législateur du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale de l'ONU et souhaite savoir si la

het embargo moet effect sorteren en men moet rekening houden met de gevolgen voor de bevolking. Men mag zich niet van doel vergissen. De vraag is of we de algemene regels van een economisch embargo met uitzonderingen toepassen of het embargo op bepaalde sectoren richten. Er moet in elk geval een algemene regel komen.

Er stellen zich verschillende problemen in verband met het terrorisme, in het bijzonder de folteringen. Foltertechnieken worden soms gebruikt bij terreurdreiging, maar we mogen op dit punt geen enkele toegeving doen.

Het toezicht op de naleving van het internationaal recht is een specifieke opdracht van de Veiligheidsraad, niet alleen in het kader van interventies, maar ook voor alle eventuele stappen zoals afluisterpraktijken of bijzondere onderzoeksmethodes. Deze laatste hebben niets te maken met foltering, maar wel met het niet-naleven van het recht.

Er zijn een hele reeks problemen met het terrorisme. Hoe moeten de rechten van de verdediging geregeld worden? Het zou interessant zijn om in dit verband een aantal suggesties te krijgen.

België heeft een standpunt ingenomen over de sekten. We kunnen ons inbeelden dat individueel of gezamenlijk terrorisme door een sekte wordt gestuurd. Waar bevinden zich in de definitie van sektarische organisaties de structurele rechten van de verdediging?

Het element rechten van de verdediging mag niet verhinderen dat zowel voor het terrorisme als voor de sekten lijsten worden opgesteld, want dan stellen we het aanleggen van deze lijsten opnieuw op losse schroeven.

Wat de Veiligheidsraad betreft, heeft uiteraard het terrorisme de inval in Irak gerechtvaardigd, maar op welke basis?

Is het feit dat de Veiligheidsraad zich uitsprekt voldoende om alle interventies te rechtvaardigen?

Volgens spreker volstaat dat niet als de VN geen procedures hebben opgesteld voor de aanpak van het terrorisme of een antwoord bieden dat niet op een consensus, maar op rechtselementen is gebaseerd. Die garanties moeten zonder uitzondering worden gerespecteerd, doch dan is de interventie wel wettelijk, maar daarom misschien toch niet helemaal gerechtvaardigd?

De heer Brotcorne verwijst naar het evenwicht dat moet gevonden worden tussen het wetgevende werk van de Veiligheidsraad en de Algemene Vergadering

«dérive législative» au sein du Conseil de sécurité est une réalité. Ou, au contraire, est-il normal, voire opportun, que le Conseil de sécurité s'autorise à jouer un rôle de législateur ?

Dans une série de résolutions prises par le Conseil de sécurité — notamment dans le cadre de situations de conflits armés ou de la protection des civils, des enfants, voire des femmes — on constate que le Conseil de sécurité a évoqué le droit de légiférer.

Ensuite, M. Brotcorne souhaite voir préciser davantage la notion d'obligation ou de responsabilité de protéger. Par rapport aux menaces, qui sont un autre motif d'intervention, comment peut-on faire la différence entre les deux ? La responsabilité de protéger ou la menace pour la paix et la sécurité internationale sont-ils ou non des critères distincts ? L'un viendrait-il avant l'autre ?

Le Conseil de sécurité s'est saisi du concept de la responsabilité de protéger pour dire qu'il fallait intervenir au Darfour. Concrètement, il ne se passe rien. Quel est dès lors l'intérêt de ce concept ? Quelles en sont ses limites ?

Par ailleurs, le Conseil de sécurité peut à présent décider de renvoyer une affaire à la Cour pénale internationale. En effet, en ce qui concerne le Soudan, lorsque le Conseil de sécurité a décidé de renvoyer l'affaire devant la Cour pénale internationale, le Soudan s'est désolidarisé en tant qu'État de la décision qui pourrait être prise par l'ONU. Est-il intéressant que le Conseil de sécurité puisse saisir directement la Cour pénale internationale ?

M. Galand comprends l'importance des missions de l'ONU et les risques que comporte l'engagement de forces du maintien de la paix.

Hormis la dimension symbolique que revêt le fait de siéger au Conseil de sécurité, la Belgique n'aura pas un grand pouvoir d'action et devrait dès lors se concentrer sur quelques points précis.

En 1991, notre pays exerçait la présidence du Conseil de sécurité qui a mis sur pied la MINURSO au Sahara occidental. Quinze ans plus tard, on est toujours dans l'impasse et on n'a pas appliqué le droit à l'autodétermination tel qu'il a été décrit par le professeur Corten. La Belgique ne devrait-elle pas examiner comment elle pourrait concrétiser les initiatives qu'elle a prises à l'époque ?

Le Sénat s'est efforcé d'intégrer la notion de droits de l'homme dans une série d'espaces qui relèvent du multilatéralisme de l'ONU. Elle a en particulier voté une loi sur la prise en compte des droits de l'homme dans certaines pratiques de la Banque mondiale, du Fonds monétaire, etc.

van de VN en wenst te weten of de «wetgevende ontsporing» binnen de Veiligheidsraad een realiteit is ? Of is dit eerder normaal dan wel aangewezen dat de Veiligheidsraad zich de rol van wetgever toeëigent ?

In heel wat resoluties van de Veiligheidsraad — onder andere met betrekking tot gewapende conflicten en de bescherming van burgers, kinderen of vrouwen — zien we dat de Veiligheidsraad het recht om wetgevend op te treden op een bepaalde manier heeft geëvoceerd.

Vervolgens wenst de heer Brotcorne een nadere toelichting omtrent het begrip plicht of verantwoordelijkheid om te beschermen. Met betrekking tot de dreigingen, die een andere reden zijn om op te treden, hoe kunnen we een verschil tussen de twee maken ? Zijn de verantwoordelijkheid om te beschermen of de bedreiging van de vrede en de internationale veiligheid duidelijke criteria ? Komt het ene voor het andere ?

De Veiligheidsraad heeft zich op de verantwoordelijkheid om te beschermen beroepen om te zeggen dat moest worden opgetreden in Darfour. Wat is dan het belang van dat concept ? Wat zijn de grenzen ?

Kan de Veiligheidsraad nu beslissen om een zaak naar het Internationaal Strafhof te verwijzen ? Toen de Veiligheidsraad besliste om het dossier-Sudan naar het Internationaal Strafhof te verwijzen, heeft Sudan als Staat afstand genomen van de beslissing die door de VN zou kunnen worden genomen. Is het interessant dat de Veiligheidsraad rechtstreeks een zaak voor het Internationaal Gerechtshof kan brengen ?

De heer Galand is zich bewust van het belang van de NAVO-missies en de risico's voor de vredehandhavingstroepen.

Symbolisch is het belangrijk dat België lid wordt van de Veiligheidsraad, maar ons land zal daarin geen grote macht hebben en zal zich dus op specifieke punten moeten concentreren.

In 1991, toen de MINURSO voor de Westelijke Sahara in het leven werd geroepen, was ons land voorzitter van de Veiligheidsraad. Vijftien jaar later bevinden we ons nog altijd in een impasse. Het zelfbeschikkingsrecht, zoals door professor Corten beschreven, werd niet toegepast. Moet België niet onderzoeken hoe de initiatieven van toen kunnen worden geconcretiseerd ?

De Senaat spant zich in om de rechten van de mens in een aantal multilaterale instellingen van de Verenigde Naties te integreren. Zo werd een wet aangenomen om rekening te houden met de rechten van de mens in de Wereldbank, het Monetair Fonds, enzovoort.

Ne faut-il pas dresser l'inventaire des efforts réalisés au sein de la commission et des propositions adoptées par le Sénat en vue de formuler une proposition cohérente en ce qui concerne les points à traiter en priorité par l'actuelle présidence, par exemple veiller au respect des droits de l'homme dans le cadre du multilatéralisme et veiller à ce que les propositions adoptées en matière de désarmement soient réellement prises en compte ?

Au cours de la présidence belge, la situation au Proche Orient et au Liban sera constamment à l'ordre du jour. Nous devrions porter une attention continue à ce problème qui conditionne nos relations avec l'ensemble du pourtour méditerranéen par le biais d'un observatoire permanent.

Trois piliers devaient être mis en place : réforme du Conseil de sécurité, réforme de l'ECOSOC, réforme de la Commission des droits de l'homme. Le ministre ne s'est pas exprimé sur la réforme de l'ECOSOC alors que la Belgique coprésède le groupe de travail *ad hoc*. Où en sommes-nous ?

Sur le plan des multinationales, il existe une énorme lacune en droit international quant à la protection des personnes et des ressources naturelles. Il faudrait soumettre les multinationales, qui sont des entités aussi puissantes que les États, à des règles de gestion, de comportement. N'y a-t-il pas un effort particulier à fournir pour encadrer davantage les pratiques des sociétés transnationales en ce qui concerne le respect des personnes et des ressources naturelles des pays dans lesquels elles exercent leurs activités ?

M. Roelants du Vivier souligne que le choix de priorités pour la Belgique est un choix éminemment politique.

En ce qui concerne l'autodétermination et le droit de sécession, il y a des cas où la communauté internationale est très circonspecte. Par exemple, le Nagorno-Karabakh. Un groupe de contact réunissant plusieurs États — la France et la Grande-Bretagne, entre autres — a abouti, au cours de négociations avec l'Azerbaïdjan et l'Arménie qui se sont déroulées à Rambouillet, à une espèce de hiérarchie dans laquelle l'autodétermination semble prendre le pas sur l'intégrité territoriale. Est-ce quelque chose de symptomatique ? Est-ce une exception ? Est-ce dangereux ?

Une deuxième question concerne la liste des organisations terroristes. Comment cette liste est-elle élaborée ? Comment la décision est-elle prise ? L'unanimité est-elle requise ou une majorité suffit-elle ? Quelles sont les étapes de la procédure ? Cet élément est intéressant pour l'analyse de cette question, qui pose en effet un certain nombre de problèmes.

Moeten we geen inventaris maken van de inspanningen die de commissie heeft gedaan en van de voorstellen die de Senaat heeft aangenomen om een coherent voorstel te formuleren wat betreft welke punten het huidige voorzitterschap met voorrang moet behandelen, bijvoorbeeld erop toezien dat de rechten van de mens multilateraal worden nageleefd en ervoor zorgen dat men rekening houdt met onze voorstellen over ontwapening.

Tijdens het Belgische voorzitterschap zal de situatie in het Midden-Oosten en in Libanon voortdurend aan de orde zijn. We moeten voortdurend aandacht besteden aan dit probleem. Het beïnvloedt immers onze relaties met het hele gebied rond de Middellandse Zee.

Er zijn drie hoofdelementen : de hervorming van de Veiligheidsraad, de hervorming van de ECOSOC en de hervorming van de VN-Commissie voor de rechten van de mens. De minister heeft zich niet uitgesproken over de hervorming van de ECOSOC, hoewel België co-voorzitter is van de werkgroep *ad hoc*. Hoever staat het nu ?

Voor de multinationals is er een enorme lacune in het internationaal recht wat betreft de bescherming van personen en natuurlijke rijkdommen. Multinationals, die even machtig zijn als de staten, moeten aan beheersregels worden onderworpen. Moet er geen bijzondere inspanning worden gedaan om de multinationals meer te flankeren bij het naleven van de mensenrechten en het respecteren van de natuurlijke rijkdommen in de landen waar ze hun activiteiten ontplooiën ?

De heer Roelants du Vivier is van oordeel dat het kiezen van de Belgische prioriteiten een uitgesproken politieke keuze is.

Wat het recht op zelfbeschikking en het recht op afscheiding betreft, in sommige gevallen gaat de internationale gemeenschap zeer omzichtig te werk. Bijvoorbeeld Nagorno-Karabach. Een contactgroep van verschillende landen, waaronder Frankrijk en Groot-Brittannië, heeft in de loop van de onderhandelingen met Azerbeïdjan en Armenië in Rambouillet een soort hiërarchie opgesteld waarin het recht op zelfbeschikking blijkt boven de onschendbaarheid van het grondgebied staat. Is dat symptomatisch ? Is dat een uitzondering ? Is dat gevaarlijk ?

Een tweede vraag betreft de lijst van terroristische organisaties. Op welke manier wordt die lijst opgesteld ? Hoe wordt die beslissing genomen ? Is daarvoor eenparigheid van stemmen vereist of volstaat een meerderheid ? In welke fasen verloopt die procedure ? Dat element is interessant voor de analyse, want die kwestie doet toch een aantal problemen rijzen.

Réponses de M. P. d'Argent

En ce que concerne la question posée par M. Brotcorne et la question de M. Mahoux concernant la notion de menace, M. d'Argent souligne d'abord un élément à propos de l'équilibre entre l'Assemblée générale, qui n'est pas à proprement parler un législateur, et le Conseil de sécurité. Tout cela revient finalement à une rationalité procédurale, tant au Conseil de sécurité qu'à l'Assemblée générale. Celle-ci met en jeu une pluralité d'acteurs, tantôt limitée, dans le cas du Conseil de sécurité, tantôt plus large, dans celui de l'Assemblée générale.

Le jeu du multilatéralisme doit être joué de la façon la plus représentative possible, lorsque sont en cause des problèmes de fond, qui posent des questions durables ou de principe à la communauté internationale. Si on entend régler ces questions de manière normative, par le biais du droit international, cela suppose le passage par ce processus lent et difficile d'élaboration de traités internationaux et de discussions au sein de l'Assemblée générale. En effet, la sixième commission de l'Assemblée générale élabore un certain nombre de traités internationaux. L'Assemblée générale peut aussi adopter des résolutions « légiférantes » qui déclarent le droit international coutumier, préexistant.

Il paraît toutefois dangereux et en tout cas problématique en termes de légitimité de vouloir à tous égards transformer le Conseil de sécurité en législateur pour ces questions transversales qui, à long terme, portent sur la structure et sur la notion d'ordre social. C'est d'autant plus difficile que le Conseil de sécurité est compétent pour préserver un certain ordre social international. Il agit en cas de menace ponctuelle réelle.

En ce que concerne la notion de menace, l'orateur explique qu'une menace est ce que le Conseil de sécurité veut bien considérer comme telle. Il y a aussi, malheureusement, le revers de la médaille. La menace s'exerce nécessairement par rapport à une conception que l'on a de la paix, de l'ordre social international. Cette conception n'est pas encore très développée.

Dès l'instant où neuf États sur quinze sont d'accord et qu'il n'y a pas de veto, le Conseil de sécurité fait pratiquement ce qu'il entend. On a l'espoir d'une certaine rationalité dans l'utilisation de cette notion de menace, simplement parce que l'on est soumis à une procédure délibérative particulièrement exigeante : il faut neuf États sur quinze et parmi ces quinze, cinq disposent d'un droit de veto. On espère qu'il en résulte une compréhension plus ou moins collective de la notion de menace. Mais, le Conseil de sécurité est-il à tous égards le lieu le plus adéquat pour définir ensemble l'ordre social international? Le Conseil de sécurité n'est ni un juge ni un législateur. Il peut

Antwoorden van de heer P. d'Argent

Wat de vraag van de heer Brotcorne betreft en de vraag van de heer Mahoux over de notie bedreiging, benadrukt de heer d'Argent eerst een element dat betrekking heeft op het evenwicht tussen de Algemene Vergadering, die niet echt een wetgever is, en de Veiligheidsraad. Zowel in de Veiligheidsraad als in de Algemene Vergadering is er sprake van een procedurele rationaliteit. Die heeft betrekking op een veelheid van spelers, waarvan het aantal beperkt is in de Veiligheidsraad, en ruimer is in de Algemene Vergadering.

Het spel van het multilateralisme moet zo representatief mogelijk worden gespeeld als het gaat om de grond van de zaak, om duurzame of principiële problemen voor de internationale gemeenschap. Als men dergelijke problemen via het internationale recht wil regelen, veronderstelt dat een langzaam en moeilijk proces waarbij internationale verdragen worden uitgewerkt en discussies plaatsvinden binnen de Algemene Vergadering. Zo stelt de zesde commissie van de Algemene Vergadering een aantal internationale verdragen op. De Algemene Vergadering kan ook « wetgevende » resoluties goedkeuren die het bestaande internationale gewoonterecht bevestigen.

Het lijkt niettemin gevaarlijk en in elk geval problematisch in termen van legitimiteit, de Veiligheidsraad om te vormen tot een wetgever voor transversale kwesties, voor kwesties die voor de lange termijn betrekking hebben op de structuur, op het begrip sociale orde. Dat is des te moeilijker omdat de Veiligheidsraad instaat voor het behoud van een zekere internationale sociale orde. Hij treedt op als zich een bepaalde reële bedreiging voordoet.

Wat het begrip bedreiging betreft, legt spreker uit dat bedreiging gaat om een toestand die de Veiligheidsraad zelf als een bedreiging ervaart. Spijtig genoeg is er ook een keerzijde aan de medaille. Tegenover wie of wat is de bedreiging gericht? Noodzakelijkerwijze ten opzichte van een opvatting die men huldigt over de vrede, de internationale sociale orde. Die opvatting is nog niet sterk ontwikkeld.

Vanaf het ogenblik dat negen van de vijftien Staten akkoord gaan en er geen veto wordt uitgesproken, doet de Veiligheidsraad nagenoeg wat hij wil. Men hoopt dat er een zekere rationaliteit zit achter het gebruik van deze notie omdat deze beslissingsprocedure bijzonder veeleisend is : er zijn negen of vijftien Staten voor nodig, waarvan er vijf een vetorecht kunnen uitoefenen. Gehoopt wordt dat daaruit dan een min of meer collectief begrip van de notie bedreiging voortkomt. Maar, is daarom de Veiligheidsraad in elk opzicht de meest geschikte plaats om de internationale sociale orde te definiëren? De Veiligheidsraad is geen rechter of wetgever. Hij kan reageren op crisissituaties, maar

répondre à des situations de crise mais ne peut mobiliser la communauté internationale que si celle-ci, à son intermédiaire, a pu développer une conception collective de la notion d'ordre social.

La difficulté à propos de la définition du terrorisme est révélatrice. On a plus ou moins une idée de ce qu'est la violence illégitime. Quant à savoir quelle est notre conception de la violence légitime, à part la légitime défense Il faut bien dire que les points communs au sein de la Communauté internationale ne sont pas évidents à cet égard.

Il n'y a pas d'ordre social sans violence légitime, bien entendu. Vu les règles de la Charte, le caractère licite ou légitime de l'emploi de la violence par le Conseil de sécurité se réduit à une simple procédure, ce qui est substantiellement très peu de chose. Il appartient notamment à l'Assemblée générale de tenter de donner un sens à la notion d'ordre social international. L'ordre international a incontestablement changé depuis la guerre froide, mais jusqu'à présent, il faut bien constater la difficulté de définir cet ordre ensemble. C'est bien cela qui fait pitoyablement défaut actuellement à la Communauté internationale. Dire qu'une action militaire est licite parce qu'elle a reçu l'aval du Conseil de sécurité est vrai, en droit. Aussi longtemps que cette action militaire n'a pas reçu cet aval, l'action est illicite. Il n'empêche que cela repose seulement sur une rationalité procédurale. Bien sûr, le jugement collectif du Conseil de sécurité vaut mieux que le jugement individuel de l'un ou l'autre État. Le veto d'un État suffit à rendre la chose illicite, quels que soient les motifs de cet État. Sur le plan du droit positif, le juriste est obligé de constater la limite à une époque où l'on tente de construire, à travers les droits de l'homme et d'autres instruments, un ordre social international. D'ailleurs celui-ci se dessine, qu'on le veuille ou non. Il est profondément différent de celui que nous avons connu durant cinquante ans, jusqu'à la fin de la guerre froide.

Pour ce qui est des sociétés transnationales, la balle est davantage dans le camp de l'Assemblée générale, à travers ses organes et le Conseil des droits de l'homme. John Ruggie est chargé par le Conseil des droits de l'homme de faire rapport sur cette question.

Ce débat doit être mené. L'apport de la Belgique peut y être très décisif mais que le Conseil de sécurité n'est pas nécessairement le lieu où ce débat doit être mené.

Réponses de M. Corten

Le Conseil de sécurité n'est ni législateur, ni juge. Les procédures qui président à l'action dudit Conseil et la pratique montrent qu'il n'est pas outillé pour être législateur ou juge, à supposer qu'il veuille l'être. En

kan de internationale gemeenschap maar mobiliseren als die, door zijn tussenkomst, een collectieve opvatting over de sociale orde heeft kunnen ontwikkelen.

Het probleem van de definitie van het terrorisme toont dat aan. Iedereen weet min of meer wat ongewettigd geweld inhoudt. Maar weten we ook wanneer geweld legitiem is, afgezien van de wettige zelfverdediging? Er bestaat hieromtrent niet zoveel eensgezindheid binnen de internationale gemeenschap.

Er kan uiteraard geen sociale orde zijn zonder legitiem geweld. Op basis van het Handvest beperkt de Veiligheidsraad zijn beoordeling van de legitimiteit van het gebruik van geweld tot een eenvoudige procedure, die in feite niet veel inhoudt. Het is de Algemene Vergadering die moet trachten een betekenis te geven aan het begrip internationale sociale orde. De internationale orde is sedert de Koude Oorlog onbetwistbaar veranderd, maar we moeten echter vaststellen dat het moeilijk is die orde samen te definiëren. Daar schiet de internationale gemeenschap op dit ogenblik schromelijk tekort. Zeggen dat een militair optreden geoorloofd is omdat de Veiligheidsraad ermee instemt, is juridisch correct. Zolang dat optreden die instemming niet heeft gekregen, is het ongeoorloofd. Dat neemt niet weg dat een dergelijke beslissing alleen maar steunt op een procedurele rationaliteit. Uiteraard is het collectieve oordeel van de Veiligheidsraad te verkiezen boven het individuele oordeel van een of andere Staat. Het veto van een Staat volstaat om het optreden als illegitiem te bestempelen, wat ook de motieven zijn van die Staat. Op het vlak van het positieve recht is de jurist verplicht de beperking vast te stellen. Dat lijkt me echter onvoldoende in een tijdperk waarin men via de mensenrechten en nog andere instrumenten een internationale sociale orde tracht uit te bouwen. Die orde tekent zich overigens af, of men dat nu wil of niet. Ze is totaal verschillend van de orde die we gedurende vijftig jaar, tot het einde van de Koude Oorlog, hebben gekend.

Wat de transnationale ondernemingen betreft, ligt de bal vooral in het kamp van de Algemene Vergadering, meer bepaald bij zijn organen en bij de Raad voor de Rechten van de Mens. John Ruggie werd door de Raad belast met een rapport over de kwestie.

Het debat moet worden gevoerd. De inbreng van België kan beslissend zijn, maar de Veiligheidsraad is echter niet noodzakelijk de plaats waar het debat moet plaatsvinden.

Antwoorden van de heer Corten

De Veiligheidsraad is noch wetgever, noch rechter. De procedures die de Raad moet volgen en de praktijk tonen aan dat hij niet is uitgerust om wetgever of rechter te zijn, in de veronderstelling dat hij dat al zou

effet, lorsque l'Assemblée générale encadre un processus législatif, il s'agit d'un processus extrêmement long où l'avis de l'ensemble des États se donnent et où des experts juristes sont sollicités pour aboutir finalement à des choix politiques opérés en toute connaissance de cause.

Quant à la qualité de juge, l'orateur rappelle un précédent éclairant. Le jour même des attentats de Madrid, le Conseil de sécurité a adopté une résolution condamnant l'ETA pour ces attentats. Cela montre bien que si le Conseil de sécurité veut se poser en juge et prononcer des jugements, cela peut aboutir à des positions étonnantes et même absurdes.

Il convient donc d'observer une grande prudence à cet égard. La possibilité qu'a le Conseil de sécurité de saisir la Cour pénale internationale est beaucoup plus légitime que le pouvoir qu'on pourrait lui conférer de qualifier lui-même les faits et de déterminer s'il y a eu — ou non — violation du droit international et qui en est responsable. Il peut prendre des mesures coercitives que l'on appelle sanctions, mais celles-ci visent au maintien de la paix et de la sécurité internationale, quelles que soient les responsabilités juridiques de tel ou tel acteur. Son propos est de définir les mesures à prendre pour maintenir ou rétablir la paix et certainement pas d'établir les responsabilités juridiques, même si celui qui menace ou rompt la paix viole généralement le droit international.

La notion de « menace » est extrêmement large. Vouloir, par un processus d'induction, définir la notion de « menace contre la paix internationale » paraît un peu vain. Cela reviendrait en effet à énumérer des précédents. Or, comme nous ne connaissons pas le précédent qui aura lieu le lendemain, la définition serait totalement volatile.

Néanmoins, l'objet même de la Charte des Nations unies, en particulier de son chapitre VII et de la différence qui est faite avec le chapitre VI, est d'établir une différence, toute théorique soit-elle, entre une « menace contre la paix internationale » et une situation susceptible de mener à une menace contre la paix.

La différence n'est d'ailleurs pas seulement théorique et les discussions au sein du Conseil de sécurité montrent que les États ne considèrent pas qu'ils peuvent qualifier ce qu'ils veulent de « menace contre la paix » et qu'ils n'ont pas à se justifier. Les États argumentent. C'est une question de proportionnalité. Ainsi, on imagine mal que le Conseil de sécurité autorise une intervention militaire pour résoudre un problème relevant purement du droit interne.

willen. Als de Algemene Vergadering een wetgevend proces omkadert, verloopt dat bijzonder langzaam. Alle Staten kunnen hun advies geven en samen met juristen kunnen uiteindelijk weloverwogen politieke keuzes worden gemaakt.

Wat de hoedanigheid van rechter betreft, geeft spreker een verhelderend voorbeeld. De dag zelf dat de aanslagen in Madrid plaatsvonden, keurde de Veiligheidsraad een resolutie goed waarin hij de ETA veroordeelde. Dat toont aan dat, als de Veiligheidsraad zich opstelt als rechter en uitspraken doet, wat toch veronderstelt dat hij een procedure heeft gevolgd, dat kan leiden tot verbazingwekkende en zelfs absurde conclusies.

Men moet dus bijzonder voorzichtig zijn in dat opzicht. De mogelijkheid waarover de Veiligheidsraad beschikt om naar het Internationaal Strafhof te trekken, is veel legitiemer dan de macht die men hem zou kunnen geven om over de feiten zelf te oordelen, te beslissen dat het internationaal recht al dan niet geschonden wordt en wie daarvoor verantwoordelijk is. Hij kan dwangmaatregelen nemen, de zogenaamde sancties, maar die hebben alleen betrekking op de vredeshandhaving en op de internationale veiligheid, wat ook de juridische verantwoordelijkheid van deze of gene partij is. Het is de bedoeling dat hij de maatregelen neemt die nodig zijn voor het behoud of het herstel van de vrede en niet dat hij de juridische verantwoordelijkheid vastlegt, ook als degene die de bedreiging uitoefent of de vrede verbreekt, het internationale recht overtreedt.

Het begrip bedreiging is bijzonder ruim. Een definitie van het begrip « bedreiging van de internationale vrede » die steunt op inductie, is ondoenbaar. Het zou erop neerkomen precedenten op te sommen. Vermits we het precedent niet kennen van wat morgen zal gebeuren, zou een dergelijke definitie tot niets dienen.

Niettemin maakt het Handvest van de Verenigde Naties zelf, meer in het bijzonder in Hoofdstuk VII en door het onderscheid dat gemaakt wordt met Hoofdstuk VI, een onderscheid, hoe theoretisch ook, tussen een « bedreiging van de internationale vrede » en een toestand die mogelijk kan leiden tot een bedreiging van de vrede.

Het onderscheid is overigens niet alleen theoretisch. De discussies binnen de Veiligheidsraad tonen aan dat de Staten niet vinden dat ze om het even wat als een « bedreiging van de vrede » kunnen bestempelen en dat ze zich niet moeten rechtvaardigen. De Staten argumenteren. Het is een kwestie van evenredigheid. Zo kan men zich niet voorstellen dat de Veiligheidsraad de toestemming zou geven voor een militair optreden om een probleem van intern recht op te lossen.

On ne peut pas qualifier de menace ce que l'on veut. En pratique, une fois que le Conseil l'a fait, il est très difficile de remettre en cause cette qualification. Il n'empêche qu'il faut au moins une menace — même si cette notion est extrêmement large — toute la logique de la Charte étant de dire que le Conseil de sécurité, et non les États individuellement, est compétent pour qualifier cette situation et pour prendre ensuite les mesures qu'il juge nécessaires. Là encore, c'est extrêmement souple. La limite est une limite de proportionnalité qui est très difficile à définir et qui, très concrètement, donne lieu, dans chaque cas particulier, à des débats entre les différents États membres du Conseil de sécurité qui argumentent en termes de nécessité par rapport aux pouvoirs qui sont conférés par la Charte.

Il n'y a pas de définition juridique du concept de la responsabilité de protéger. Il s'agit plutôt de propositions qui sont faites et qui renvoient à des règles juridiques. C'est d'abord la responsabilité de chaque État de respecter et de faire respecter les droits de l'homme sur son propre territoire. C'est vraiment du droit commun le plus ancien et, à ce stade, c'est totalement indépendant de la notion de menace. Il n'est aucunement nécessaire de dire que puisqu'il n'y a pas de menace, il n'y a pas de responsabilité.

La notion de menace contre la paix est très large. Dans tous les précédents — par exemple Darfour — il est évident qu'il y a une menace contre la paix internationale. Dans les cas vraiment dramatiques, il y a toujours des répercussions internationales et il existe objectivement un risque de dégradation avec des conflits internationaux.

Dans de tels cas, le Conseil de sécurité peut agir et donc autoriser une action militaire s'il le juge nécessaire. Les limites du concept ne sont pas juridiques mais plutôt politiques, tiennent au fait que l'on donne des outils, que l'on dit que le conseil peut le faire.

Quant à la question de savoir ce qu'il faut faire dans chaque cas particulier, le droit n'y donne aucune réponse. Le droit fournit des outils mais il appartient au politique de dégager des solutions. Il n'est pas pertinent de se retrancher derrière des concepts juridique pour dire que l'on peut ou non faire ceci ou cela. La marge d'appréciation est très large. Cela renvoie la balle dans le camp de la décision politique.

Pour ce qui est de l'autodétermination et la sécession, dans le cas du conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, les résolutions du Conseil de sécurité insistent sur l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan.

Il existe toujours une tension entre la volonté de maintenir le refus d'un droit à la sécession unilatérale et la volonté d'être pragmatique et de tenter d'aboutir

Men kan niet alles als een bedreiging bestempelen. Zodra de Veiligheidsraad die stempel heeft gedrukt, is het in de praktijk moeilijk om daarop terug te komen. Dat belet niet dat er minstens sprake moet zijn van een bedreiging — ook al is dat een zeer breed begrip — want de logica van het handvest schrijft precies voor dat de Veiligheidsraad, en niet de individuele Staten, een toestand beoordeelt en vervolgens de maatregelen neemt die hij nodig acht. Ook dat is een zeer soepele regeling. Er bestaat een grens, maar het is een moeilijk te bepalen evenredigheidsgrens. In elk bijzonder geval geeft dat aanleiding tot discussies tussen de leden van de Veiligheidsraad die de noodzakelijkheid inroepen in het licht van de bevoegdheden die het Handvest hun toekent.

Er is geen juridische omschrijving van het begrip verantwoordelijkheid om te beschermen. Het gaat veeleer om voorstellen die teruggaan op juridische regels. Elke Staat heeft eerst en vooral de verantwoordelijkheid aanvaard om op zijn grondgebied de mensenrechten te eerbiedigen en te doen eerbiedigen. Dat is een van de oudste regels van het klassieke internationaal recht en in dit stadium staat die volledig los van het begrip bedreiging. Het is volkomen overbodig om te stellen dat er bij ontstentenis van een bedreiging geen verantwoordelijkheid is.

Het begrip bedreiging van de vrede is zeer ruim. Bij alle precedentes — bijvoorbeeld Darfour — ligt het voor de hand dat de internationale wereldvrede bedreigd is. In echt dramatische gevallen zijn er altijd internationale gevolgen en bij internationale conflicten dreigt de toestand objectief gesproken uit de hand te lopen.

In dergelijke gevallen kan de Veiligheidsraad optreden en, indien nodig, een militaire interventie toelaten. Het begrip is niet juridisch, maar veeleer politiek afgelijnd en berust feitelijk op het ter beschikking stellen van de instrumenten aan de Veiligheidsraad.

Op de vraag wat in elk bijzonder geval moet worden gedaan, biedt het recht geen enkel antwoord. Het recht reikt instrumenten aan, maar de politiek moet oplossingen uitwerken. Het is niet relevant om zich te verschuilen achter juridische begrippen om te beweren dat men deze of gene actie al dan niet kan ondernemen. De beoordelingsvrijheid is zeer ruim. Daardoor zijn de beleidsmakers aan zet.

Wat de zelfbeschikking en de afscheiding in het conflict tussen Azerbeïdjan en Armenië betreft, benadrukken een hele reeks resoluties van de Veiligheidsraad wel de territoriale integriteit van Azerbeïdjan.

Er bestaat waarschijnlijk altijd een spanning tussen het voornemen om een eenzijdig recht op afscheiding te weigeren en de pragmatische bereidheid om nieuwe

dans les faits à la création de nouveaux États, en passant toutefois par une voie négociée, laquelle est tellement encadrée par l'ONU que l'on essaie à tout prix d'obtenir un accord sur une solution.

Dans ce cadre, l'on parlera du droit à l'autodétermination mais alors l'expression n'a plus un sens juridique précis. On pense à la volonté de tel ou tel groupe, toute la difficulté étant de définir ce groupe. Quand on parle du droit à l'autodétermination, il reste à savoir si c'est le peuple du Kosovo ou celui de la Serbie qui va décider de l'avenir du Kosovo au sein de la Serbie. Cette question se pose pour toutes les situations.

Juridiquement, la solution est simple : c'est l'État qui décidera s'il accepte ou non une modification de ses frontières. Dans ce cadre, la volonté d'une partie de la population de l'État de se détacher sera tout à fait pertinente. Cela ne remet pas juridiquement en cause l'évolution constatée. Cette volonté de passer par la voie négociée, même si des pressions sont exercées, témoigne certainement du souci de ne pas reconnaître un droit unilatéral et de ne pas dire qu'il y a déjà un droit acquis à la création d'un État.

Les sociétés transnationales sont d'abord liées par les obligations de droit interne des États dans le cadre desquels elles agissent. Comme toute personne, elles agissent par différentes formes juridiques, mais elles sont liées par le droit national. Elles sont également liées par le droit international qui édicte parfois des règles à l'égard des personnes.

Par rapport aux mesures pouvant être prises par le Conseil de Sécurité dans le cadre de conflits internationaux, celui-ci peut agir non seulement contre des États mais aussi contre des groupes non étatiques. Le fait de prendre des mesures contre une société transnationale ne pose aucun problème juridique, mais peut entraîner un problème de rapports de force ou d'opportunité politique.

Il n'appartient pas à l'expert de dire quels points doivent se trouver davantage que d'autres à l'ordre du jour, mais l'orateur donne une petite réflexion par rapport au nouvel ordre mondial.

Lorsque la Belgique était membre du Conseil de sécurité, face aux tentatives de Saddam Hussein de lier l'invasion du Koweït au problème palestinien, il avait été dit qu'il fallait complètement découpler les deux éléments. On ne peut pas conditionner le respect du droit international dans un cas par le respect de celui-ci dans l'autre. Il faut sérier les problèmes : d'abord régler le problème du Koweït et ensuite celui de la Palestine. Malheureusement, quinze ans plus tard, on n'a toujours pas réglé ce problème de la Palestine.

Staten te trachten op te richten, waarover men dan via onderhandelingen in VN-verband te allen prijze een akkoord tracht te bekomen.

In dat raam heeft men het dan over het recht op zelfbeschikking, maar die uitdrukking heeft dan geen precieze juridische betekenis meer. Men denkt aan de bereidheid van deze of gene groep, maar het is erg moeilijk om die groep te definiëren. Men heeft het over het recht op zelfbeschikking in Kosovo, maar wie zal daarover beslissen, het Kosovaarse of het Servische volk? Die vraag rijst telkens opnieuw.

Vanuit juridisch oogpunt is de oplossing eenvoudig: de Staat beslist of hij al dan niet een grenscorrectie aanvaardt. In dat verband is de wil van een deel van de bevolking van de Staat om zich af te scheiden, volkomen relevant. Dat zet de vastgestelde ontwikkelingen uit juridisch oogpunt niet op de helling. De weg van de onderhandelingen willen bewandelen getuigt ongetwijfeld van een bezorgdheid om geen eenzijdig recht te erkennen en het recht op de oprichting van een Staat niet als een verworven recht te poneren.

De transnationale ondernemingen van hun kant zijn eerst gebonden door het interne recht van de Staten waar ze een vestiging hebben. Zoals iedereen doen ze een beroep op verschillende juridische vormen, maar zijn ze gebonden door het nationaal recht. Ze zijn tevens gebonden door het internationaal recht dat regels ten aanzien van personen voorschrijft.

De Veiligheidsraad kan in internationale conflicten niet alleen optreden tegen Staten, maar ook tegen groepen die losstaan van de Staat. Maatregelen nemen tegen een transnationale onderneming is vanuit juridisch oogpunt volkomen haalbaar, maar kan nadelig zijn voor de krachtsverhoudingen of politiek inopportuun zijn.

Het is niet aan de expert om de agenda op te stellen, maar spreker maakt toch een kleine bedenking maken bij de nieuwe economische orde.

Toen België lid was van de Veiligheidsraad en Saddam Hoessein pogingen ondernam om de inval in Koeweit te verbinden met de Palestijnse kwestie, werd ervoor gepleit beide problemen van elkaar los te koppelen. De eerbiediging van het internationaal recht in één geval mag niet de voorwaarde zijn om dat recht in een ander geval te eerbiedigen. Men moet de problemen rangschikken: eerst het probleem Koeweit oplossen en vervolgens het probleem Palestina. Vijftien jaar nadien is het probleem Palestina spijtig genoeg nog altijd niet opgelost.

Par rapport à la cohérence tant du Conseil de sécurité que de l'action de la Belgique en son sein, c'est certainement un dossier dans lequel il est important de prendre position pour le respect des principes de droit international, qu'il s'agisse de l'autodétermination ou du respect des droits de l'homme et du droit humanitaire.

Réponses de M. B. Van der Meerschen

Il est clair que la paix et la sécurité internationales sont des concepts étroitement liés à l'impunité. Le lien entre Conseil de sécurité et la Cour pénale internationale est évident.

La CPI est une institution assez jeune, au fonctionnement chaotique. Elle est en pleine phase d'expérimentation et progresse au fur et à mesure de l'évolution des dossiers, parfois trop lentement. On peut par exemple se demander si, dans le cadre de la situation congolaise, on ne s'est pas trop interrogé sur le point de savoir si la transition politique actuelle ne risquait pas d'être mise en péril par le dossier à la CPI. Cette interrogation est légitime, mais ne doit pas avoir lieu au sein de la Cour pénale internationale, où une affaire doit être instruite et réglée.

Le rôle du Conseil de sécurité est important dans le cadre de ce début de fonctionnement de la CPI, avec toutes les limites que l'on peut relever quant à ses actions. On n'agit donc pas «à la carte»: pourquoi le Darfour et pas le Liban?

On n'agit pas non plus dans n'importe quelles conditions: accepter que le Conseil de sécurité intervienne au Darfour, mais en négociant en contrepartie que tout soldat de tel pays qui se trouverait sur place ne pourrait pas être poursuivi par la CPI, ou admettre que le Conseil de sécurité saisisse la CPI, mais n'assure pas le financement. À partir du moment où le Conseil de sécurité décide d'intervenir, il faut être cohérent jusqu'au bout.

Pour ce qui est de ce comité, des sanctions et des listes dressées aux Nations unies, ce comité a été établi par une résolution en '99. Il fonctionne selon le modèle des comités qui émane du Conseil de sécurité, avec des diplomates soumis au pouvoir exécutif. Ils ont rendu une première liste en mars 2001. Mais plus que son fonctionnement actuel, il faut savoir avant tout ce qu'il devrait être.

À partir du moment où l'on cite des noms et des organisations, il faut que ces personnes puissent être entendues, s'expliquer, que la décision soit motivée et, surtout, qu'il y ait un droit de recours.

Als de Veiligheidsraad en België als lid ervan coherent willen blijven, dan moeten ze in dit dossier zeker opteren voor de eerbiediging van het internationaal recht, ongeacht of het nu gaat om het recht op zelfbeschikking of de eerbiediging van de mensenrechten of het humanitair recht.

Antwoorden van de heer B. Van der Meerschen

Het is duidelijk dat de begrippen internationale vrede en veiligheid nauw verbonden zijn met het begrip straffeloosheid. De band tussen de Veiligheidsraad en het Internationaal Strafhof ligt voor de hand.

Het Internationaal Strafhof is een zeer jonge instelling en kent een chaotische werking. Het Hof bevindt zich midden in een experimentele fase en ontwikkelt zich geleidelijk aan met de dossiers, die het soms te traag behandelt. Is men zich in het dossier Congo niet te lang blijven afvragen of het dossier bij het CPI de huidige politieke transitie niet in het gedrang zou kunnen brengen? Die vraag is weliswaar gewettigd, maar daarom moet ze nog niet in het CPI worden gesteld. Het CPI moet het onderzoek voeren in een zaak en er een uitspraak over doen.

De Veiligheidsraad heeft een belangrijke rol te spelen in de beginnende werking van het CPI, hoe beperkt de acties van de Veiligheidsraad ook mogen zijn. Er kan echter niet «à la carte» worden opgetreden: waarom Darfour wel en Libanon niet?

Er wordt ook niet in alle omstandigheden opgetreden. Aanvaarden dat de Veiligheidsraad tussenbeide komt in Darfour, maar daar in de onderhandelingen tegenover stellen dat geen enkele soldaat van een bepaald land ter plaatse door het CPI kan worden vervolgd, is niet coherent. Aanvaarden dat de Veiligheidsraad zaken aanhangig maakt bij het CPI zonder dat de financiering ervan wordt verzekerd, is ook niet coherent. Zodra de Veiligheidsraad beslist om tussenbeide te komen, moet hij tot het einde toe coherent blijven.

Wat het comité, de sancties en de lijsten van de VN betreft, het comité werd in 1999 bij resolutie opgericht en werkt volgens het model van de comités van de Veiligheidsraad met diplomaten die onderworpen zijn aan de uitvoerende macht. In maart 2001 hebben ze een eerste lijst opgesteld en goedgekeurd. Meer dan de huidige manier van werken is de wijze waarop zou moeten worden gewerkt, interessant.

Zodra men namen en organisaties noemt, moeten de betrokkenen gehoord kunnen worden en uitleg kunnen verstrekken zodat de beslissing gemotiveerd is en vooral zodat er beroep tegen kan worden aangetekend.

Le minimum pour respecter les droits de la défense est que l'on sorte d'un organe politique pour en arriver à un organe juridictionnel.

L'orateur se réjouit que M. Mahoux ait insisté sur la nécessaire protection des défenseurs des droits de l'homme car il s'agit de vies humaines à protéger.

Pour ce qui est de la lutte contre le terrorisme et de l'impact qu'elle peut avoir sur les droits humains fondamentaux, l'orateur croit beaucoup à l'indivisibilité des droits humains, même s'il est vrai que la torture constitue un problème capital.

La Belgique devrait commencer par balayer devant sa porte, les conditions de détention des condamnés, chefs terroristes, ayant été largement dénoncées depuis belle lurette par la Ligue des Droits de l'Homme et l'Observatoire international des prisons.

Tout ce qui concerne la lutte contre le terrorisme est absolument essentiel parce que c'est ce qui détricote progressivement le droit international depuis maintenant cinq ou six ans.

La présence belge ou non au sein de ce cénacle pourra-t-elle avoir du poids ? À ce propos, M. Van der Meerschen revient à une réflexion faite par une amie congolaise, membre de la commission électorale indépendante : lorsqu'on avait 1000 kilomètres à parcourir, on pouvait ou bien s'asseoir le long de la route et attendre un moyen de locomotion, ou bien faire un premier pas.

Répliques de M. Mahoux

M. Mahoux est frappé par l'estompement de la différence entre le chapitre VI et le chapitre VII. Tout en ne contestant pas la nécessité d'un cadre juridique, il craint cependant que l'on tombe dans le juridisme lorsqu'il faudra justifier le choix de l'un ou de l'autre chapitre.

La garantie procédurale au niveau du Conseil de sécurité est renforcée par le fait qu'il y a un droit de veto, exception faite que la prise en compte de problématiques spécifiques des pays les plus faibles ne peut pas être assurée par ce droit de veto.

Il s'agit quand même d'un problème fondamental. Certains se faisaient des illusions au sujet du droit de veto. Ils pensaient que les droits des pays les plus faibles étaient pris en compte à l'époque de la guerre froide. Il n'en était rien. Cette prise en compte systématique n'existe plus. Plus aucun État n'exerce son droit de veto d'une manière systématique, en suivant des lignes de forces qui existaient jadis mais qui n'étaient pas toujours liées à la défense de la démocratie.

Het minimum om de rechten van de verdediging te eerbiedigen is overstappen van een politiek orgaan naar een gerechtelijk orgaan.

Spreker is verheugd dat de heer Mahoux de nadruk heeft gelegd op de vereiste bescherming voor mensenrechtenactivisten, want zij nemen het op voor mensenlevens.

Inzake de strijd tegen terrorisme en de weerslag ervan op de fundamentele mensenrechten, gelooft spreker sterk in de ondeelbaarheid van mensenrechten, ook al klopt het dat martelpraktijken een enorm probleem vormen.

België zou voor eigen deur moeten beginnen te vegen, want de Liga voor de Mensenrechten en het Internationaal Observatorium van de Gevangenen nemen de detentievoorwaarden van de veroordeelden, verantwoordelijken van terroristische organisaties, al sinds lang op de korrel.

Al wat de strijd tegen het terrorisme betreft, is een absolute prioriteit omdat het internationaal recht er nu al vijf à zes jaar geleidelijk aan door wordt uitgehold.

Kan de Belgische aanwezigheid in dat orgaan het verschil maken ? In dat verband verwijst de heer Van der Meerschen naar een bedenking van een Congolese vriendin, lid van de onafhankelijke verkiezingscommissie, die stelde dat wie 1000 kilometer voor de boeg heeft ofwel langs de baan kan gaan zitten wachten op een vervoermiddel, ofwel de eerste stap kan doen.

Replieken van de heer Mahoux

De heer Mahoux is getroffen door de vervaging van het verschil tussen de hoofdstukken VI en VII. Spreker wil niet betwisten dat er een juridisch kader nodig is, maar vreest dat men in juridische haarkloverij vervalt als men de keuze voor het ene of het andere hoofdstuk moet rechtvaardigen.

In de Veiligheidsraad worden de procedurele waarborgen versterkt door het vetorecht. Dat vetorecht kan evenwel niet waarborgen dat met de specifieke problemen van de zwakste landen rekening wordt gehouden.

Het gaat toch om een fundamenteel probleem. Sommigen maken zich illusies over het vetorecht. Ze meenden dat ten tijde van de Koude Oorlog rekening zou worden gehouden met de rechten van de zwakste landen. Daar was niets van aan. Dat systematisch rekening houden bestaat niet meer. Geen enkele Staat stelt nog systematisch zijn veto volgens de destijds bestaande krachtlijnen, die niet altijd gebaseerd waren op de bescherming van de democratie.

L'intervenant cite l'exemple des problèmes africains. Les initiatives ne peuvent être prises d'État à État. Toutefois, comment faut-il procéder lorsqu'il s'agit d'organisations multilatérales régionales? Faut-il systématiquement passer par le Conseil de sécurité de l'ONU? L'Union africaine peut-elle prendre l'initiative d'intervenir dans un pays africain parce qu'elle l'aurait décidé? Est-ce licite? Ou les forces de l'Union africaine ou l'Union elle-même ne peuvent-elles être que des instruments des Nations unies?

En ce que concerne le Darfour, si on pose comme condition la menace pour la paix internationale, on risque d'attendre encore longtemps une intervention au Darfour. Ce qui s'y passe est abominable et justifie pleinement une intervention internationale. Toutefois, recourir à l'argument de la menace pour la paix internationale pour pouvoir intervenir revient à se donner une justification pour ne pas le faire. L'absence actuelle d'intervention au Darfour constitue un scandale. Toutes les conditions sont remplies pour intervenir. Mais celle de la menace pour la paix internationale ne l'est pas. Le conflit au Darfour est géographiquement limité, mais les abominations qui y sont commises justifient une intervention.

Réponse de M. Corten

En tenant compte de la définition de la «menace contre la paix» contenue dans le chapitre VII, qui est très large, et de la pratique du Conseil de sécurité notamment dans les cas de la Somalie et d'Haïti, il n'y a aucun problème à qualifier la situation au Darfour de menace contre la paix internationale.

En droit, on passe toujours par le médium de la sécurité de la paix internationale pour intervenir pour la protection des droits de l'homme, c'est ce qu'on a vu en Bosnie Herzégovine, au Rwanda — même si ce fut très tardif — et en Somalie. On établit toujours l'équation: grave situation humanitaire égale menace contre la paix internationale. C'est parfois hypocrite et inapproprié, mais cela se fait ainsi pour éviter les abus. Le Conseil de sécurité va donc intervenir pour rétablir la sécurité, selon le raisonnement que, pour ce faire, il faut mettre fin au conflit interne qui risque de dégénérer vu les liens avec l'extérieur, et mettre fin aux violations des droits de l'homme.

Les outils sont là. On peut aller plus loin et affirmer que l'on peut se passer de ce médium et qu'en cas de violation grave des droits de l'homme, on peut intervenir sans passer par la notion de paix et de sécurité. C'est une proposition envisageable mais jusqu'ici elle n'a pas été relayée; au contraire elle est très vigoureusement combattue par la plupart des États.

Spreker neemt het voorbeeld de Afrikaanse problemen. Alleen initiatieven tussen Staten kunnen worden genomen. Hoe moet men echter te werk gaan als het gaat om regionale multilaterale organisaties? Moet men systematisch via de VN-Veiligheidsraad passeren? Kan de Afrikaanse Unie het initiatief nemen om in een ander Afrikaans land op te treden omdat het dat heeft beslist? Is dat geoorloofd? Of kunnen de troepen van de Afrikaanse Unie of de Unie zelf slechts instrumenten van de Verenigde Naties zijn?

Wat Darfour betreft, als de bedreiging van de vrede als voorwaarde wordt vooropgesteld, dan kunnen we nog lang wachten op een interventie in Darfour. Wat er zich momenteel afspeelt, is verschrikkelijk en een internationale interventie is dan ook volledig gewettigd. Wie zijn toevlucht neemt tot het argument van de bedreiging van de internationale vrede, geeft zichzelf een rechtvaardiging om niets te doen. Het feit dat er momenteel geen interventie is in Darfour, is een schandaal. Alle voorwaarden om op te treden zijn vervuld, behalve die van de bedreiging van de internationale vrede. Het conflict in Darfour is geografisch beperkt, maar de gruwelijkheden die daar worden begaan, rechtvaardigen een interventie.

Antwoord van de heer Corten

Rekening houdend met de brede definitie van «bedreiging voor de vrede» zoals vervat in Hoofdstuk VII en de praktijk van de Veiligheidsraad in Somalië en Haïti, is er geen enkel probleem om de toestand in Darfour als een bedreiging voor de internationale vrede te kwalificeren.

Men beroept zich bij het optreden om de mensenrechten te beschermen steeds op het begrip van de vrijwaring van de internationale vrede. Dat was zo in Bosnië-Herzegovina, in Rwanda — al was het daar zeer laat —, en in Somalië. Men maakt altijd de vergelijking: ernstige humanitaire situatie is gelijk aan bedreiging voor de internationale vrede. Dat is soms hypocriet en ongepast, maar men doet dat om misbruiken te vermijden. De Veiligheidsraad gaat dus optreden om de veiligheid te herstellen, vanuit de redenering dat hiervoor een einde moet worden gemaakt aan een intern conflict dat door de verbanden met het buitenland dreigt te ontsporen, en aan de schendingen van de mensenrechten.

De instrumenten zijn er. Men kan verder gaan en stellen dat men het medium niet nodig heeft en dat in geval van een ernstige schending van de mensenrechten, kan worden opgetreden zonder zich te beroepen op het begrip vrede en veiligheid. Dat is een mogelijk voorstel, maar tot op heden is het nog niet overgenomen; het wordt integendeel hevig bestreden door de meeste Staten.

L'Union africaine, comme toute organisation régionale, peut évidemment prendre l'initiative. Cependant, si l'initiative se traduit par une mesure coercitive prise contre la volonté de l'État sur lequel on intervient, alors il faut une autorisation préalable du Conseil de sécurité. L'Union africaine dans son acte constitutif a prévu un droit d'intervention en cas de génocide, entre autres, et elle a prévu aussi un Conseil de la paix et de la sécurité. Un protocole a été établi à ce sujet. Le Conseil de paix et de sécurité peut intervenir mais il est clair, selon les textes mêmes de l'Union africaine, qu'il le fera dans le respect du chapitre VIII de la Charte de l'ONU, ce que ne contestent pas les pays africains. Or le chapitre VIII permet l'initiative, mais si cette dernière se traduit par une intervention militaire contre la volonté de l'État dans lequel on se rend, alors le Conseil de sécurité doit autoriser préalablement l'action.

2.3. Audition du 21 novembre 2006 (après-midi) avec MM. J. Wouters, professeur, KUL, et A. Vigilante, directeur, PNUD (Programme des Nations unies pour le Développement), Bruxelles

2.3.1. Exposé de M. J. Wouters

Les Nations unies sont une organisation intergouvernementale qui compte 192 États. Seuls les États peuvent en devenir membres. La Charte n'impose pas trop de conditions. Il doit tout au plus s'agir d'États pacifiques. L'Union européenne n'est donc pas membre en tant que telle mais bien les 25 États — bientôt 27 — qui la composent.

Au fil du temps, l'Union européenne s'est mise à jouer un rôle spécifique au sein des Nations unies. L'orateur fait une distinction entre les Nations unies en tant qu'organisation et le système des Nations unies.

L'Organisation des Nations unies (ONU) est une organisation internationale dotée de six organes principaux: l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social (ECOSOC), le Secrétariat, le Conseil de tutelle — qui ne se réunit plus depuis des années — et la Cour internationale de justice, établie à La Haye. L'ensemble des États membres ne sont représentés que dans un seul des ces organes, l'Assemblée générale.

N'étant pas membre des Nations unies, la CE ne siège pas à l'Assemblée générale mais y a un statut d'observateur depuis 1974 et à l'ECOSOC depuis la fin des années septante. Ce statut permet à la Commission européenne d'intervenir de temps à autre dans des domaines relevant davantage de ses compétences socioéconomiques.

De Afrikaanse Unie kan zoals elke regionale organisatie het initiatief nemen. Als dat initiatief uitmond in een dwangmaatregel die genomen wordt tegen de wil van de Staat waartegen men optreedt in, dan is de voorafgaande machtiging van de Veiligheidsraad vereist. In haar stichtingsakte voorziet de Afrikaanse Unie onder andere in een interventierecht in geval van genocide. Ze heeft ook een Raad voor de vrede en de veiligheid vooropgesteld. Daarover werd een protocol opgesteld. De Raad voor de vrede en de veiligheid kan optreden, maar het is op basis van de teksten van de Afrikaanse Unie zelf duidelijk dat hij dat doet met respect voor Hoofdstuk VIII van het VN-Handvest, wat niet door de Afrikaanse landen wordt betwist. Hoofdstuk VIII staat een dergelijk initiatief toe, maar als dat initiatief wordt genomen tegen de wil van de Staat waarin men zich begeeft in, dan moet de Veiligheidsraad de actie voorafgaandelijk goedkeuren.

2.3. Hoorzitting van 21 november 2006 (namiddag) met de heren J. Wouters, hoogleraar, KUL, en A. Vigilante, directeur, UNDP (United Nations Development Programme), Brussel

2.3.1. Uiteenzetting van de heer J. Wouters

De Verenigde Naties zijn een intergouvernementele organisatie die 192 lidstaten telt. Alleen staten kunnen lid worden van de VN. Het Handvest legt op dat vlak niet al te veel vereisten op; zowat de enige voorwaarde is dat het vredelievende staten moeten zijn. De Europese Unie is dus als dusdanig geen lid van de Verenigde Naties; maar de 25 — binnenkort 27 — lidstaten wel.

In de loop der tijden is de Europese Unie binnen de Verenigde Naties een eigen rol gaan spelen. Spreker maakt hierbij een onderscheid tussen de Verenigde Naties als organisatie en het VN-systeem.

De Verenigde Naties als organisatie, de UNO, is een internationale organisatie met een zestal hoofdorganen: de Algemene Vergadering, de Veiligheidsraad, de Economische en Sociale Raad ECOSOC, het Secretariaat, de Trusteeship Council of Beheerschapsraad — die eigenlijk al jaren niet meer bijeenkomt — en het Internationaal Gerechtshof, gevestigd in Den Haag. Alle lidstaten zijn maar in één orgaan samen vertegenwoordigd, zijnde in de Algemene Vergadering.

Vermits de EU geen lid van de VN is, neemt ze als zodanig ook niet deel aan de Algemene Vergadering. Sedert 1974 heeft de EG wel een waarnemersstatus bij de Algemene Vergadering en sedert het einde van de jaren zeventig ook bij ECOSOC. Die waarnemersstatus maakt het mogelijk dat de Europese Commissie af en toe intervenueert op domeinen die meer onder haar sociaal-economische bevoegdheden ressorteren.

L'identité spécifique de l'Union européenne au sein de l'Assemblée générale s'exprime à travers les déclarations communes des États membres de l'Union et du vote identique qu'ils émettent sur la plupart des matières. Cette communauté de vues sur l'ensemble du programme des Nations unies est le résultat d'un processus très intense de coordination, assuré la plupart du temps à New York et partiellement à Bruxelles. Les États membres se réunissent chaque semaine pour définir des positions communes, afin d'entreprendre des actions communes, de faire des déclarations communes, généralement par la voix de la présidence de l'Union, de soutenir certaines résolutions et d'adopter une attitude identique lors des votes. Le droit de vote est en effet exercé individuellement par chacun des États membres, mais de manière concertée. Dans plus de 95 % des cas, tous les États membres de l'UE votent de manière uniforme et leurs points de vue au sein de l'Assemblée générale témoignent d'une grande cohésion.

Cette cohérence des points de vue européens est assurée grâce à des milliers de réunions de travail chaque année et à de nombreux efforts diplomatiques. Pour parvenir à des déclarations communes, les 25 — et bientôt 27 — États membres recherchent un dénominateur commun. Il en résulte que les déclarations européennes à l'Assemblée générale sont parfois assez minimalistes et rigides. Si le consensus s'est dégagé difficilement, l'UE sera d'autant moins disposée à s'en écarter et la marge de négociation des États européens à l'Assemblée générale en sera affectée.

L'UE ne représente non seulement ses 25 ou 27 États membres, mais souvent aussi les pays de l'AELE et les candidats à l'adhésion, soit au total près de 35 États. Ce n'est pas une position particulièrement confortable mais une nécessité, sachant que 35 pays représentent seulement une petite minorité des 192 États membres et que les votes à l'Assemblée générale se font toujours à la majorité simple, sauf pour certaines matières importantes, comme l'élection d'un membre non permanent du Conseil de sécurité, qui requièrent une majorité des deux tiers.

Au sein de l'Assemblée générale, les pays ont constitué des blocs afin de pouvoir imposer certains points de vue. Il s'agit notamment du G77, qui regroupe 133 pays en voie de développement et défend des points de vue très tranchés dans les discussions Nord-Sud, et du Mouvement non aligné, fort de 116 pays, créé au début des années soixante en pleine guerre froide, par le Maréchal Tito pour représenter les pays qui souhaitent préserver leur indépendance à l'égard des deux grandes puissances. Ce mouvement existe toujours et s'est encore réuni récemment à Cuba avant la dernière réunion de l'Assemblée générale, ce qui a permis d'intéressantes

De eigenlijke identiteit van de EU binnen de Algemene Vergadering bestaat erin dat de Europese lidstaten gezamenlijk verklaringen afleggen en op dezelfde manier over de meeste aangelegenheden stemmen. Deze gezamenlijke verklaringen over het hele programma van de Algemene Vergadering zijn gebaseerd op een zeer intensief coördinatieproces, meestal in New York, maar ook gedeeltelijk in Brussel. Alle lidstaten komen wekelijks samen en trachten voor alle agendapunten een gemeenschappelijk standpunt te ontwikkelen, teneinde gemeenschappelijke acties te ondernemen en gemeenschappelijke verklaringen af te leggen, meestal door het voorzitterschap van de EU, samen demarches te doen, bepaalde resoluties te sponsoren en ook bij de stemming een zelfde houding aan te nemen. Het stemrecht wordt immers door elke individuele lidstaat van de EU uitgeoefend, maar op een geconcentreerde wijze. In meer dan 95 % van de gevallen stemmen alle EU-lidstaten op een uniforme wijze en de stellingnames van de EU-lidstaten binnen de Algemene Vergadering vertonen een grote cohesie.

De coherentie van de Europese standpunten komt er dankzij duizenden werkvergaderingen per jaar en heel veel diplomatieke inspanningen. Om met 25 of 27 een gezamenlijke verklaring te maken, moet er gezocht worden naar een gemeenschappelijke noemer. Dat heeft tot gevolg dat de Europese verklaringen in de Algemene Vergadering soms vrij minimalistisch en ook nogal strak zijn. Wanneer het moeilijk was om over een verklaring een consensus te bereiken, dan zal de EU daar niet zo gemakkelijk van afwijken en dat heeft dus een impact op de onderhandelingsmarge van de Europese lidstaten in de Algemene Vergadering.

De EU vertegenwoordigt niet alleen de 25 tot 27 lidstaten, maar vaak ook nog de EFTA-landen en de toetredingskandidaten, samen zowat 30 tot 35 landen. Dat is geen luxepositie, maar wel een noodzaak, aangezien 35 nog steeds een kleine minderheid betekent in het geheel van 192 lidstaten en er in de Algemene Vergadering nog altijd bij meerderheid wordt gestemd, zij het dat voor belangrijke zaken, zoals de verkiezing van een niet-permanent lid van de Veiligheidsraad, een tweederde meerderheid nodig is.

Binnen de Algemene Vergadering bestaan er clusters van landen die een blok vormen om bepaalde standpunten door te drukken. Zo zijn er de G77, een grote groep van ontwikkelingslanden die 133 landen telt en die traditioneel een zeer uitgesproken standpunt inneemt in Noord-Zuiddiscussies, en de *Non-Aligned Movement*, NAM, die 116 landen telt. De NAM vindt zijn oorsprong in de Koude Oorlog, toen maarschalk Tito het initiatief nam een blok van landen te vormen dat zich noch tot de ene noch tot de andere supermogendheid bekende en een onafhankelijke koers wilde varen. De NAM bestaat nog steeds en vergaderde onlangs nog in Cuba voor de vorige

rencontres, comme entre Hugo Chavez et Mahmoud Ahmadinejad. Ces deux groupes n'ont pas une cohésion aussi forte que l'UE mais, quantitativement, ils sont plus puissants et peuvent peser lourd dans la balance lors des votes.

Il n'empêche que l'UE s'impose de plus en plus comme une réalité à l'Assemblée générale de l'ONU et qu'elle prépare chacune des réunions de l'Assemblée générale en rédigeant des notes de priorités dont les États membres de l'Union débattent au préalable.

L'importance de l'UE dans le reste du système de l'ONU est une question plus complexe. En-dessous des principaux organes de l'ONU, on trouve une foule d'organes secondaires, allant des commissions fonctionnelles de l'ECOSOC à des organes auxiliaires comme le PNUD, en passant par des Fonds comme l'UNICEF. S'y ajoutent encore les organisations spécialisées, dix-neuf institutions indépendantes, comme le FMI, la Banque mondiale, l'OIT et l'OMS, lesquelles sont liées au système des Nations unies par une convention.

La présence européenne au sein de la grande famille des organisations des Nations unies est très diversifiée. La Communauté européenne est membre à part entière de certains organes comme la FAO, mais c'est une exception. Dans la plupart des cas, la Communauté européenne dispose tout au plus d'un statut d'observateur au sein des organes, des organes auxiliaires et des organisations spécialisées. C'est précisément là que le bât blesse. Un observateur ne jouit en effet pas des mêmes prérogatives qu'un membre à part entière ou qu'un participant.

Tout comme pour l'Assemblée générale, l'Union européenne a mis en place, pour ces autres organes, un processus de coordination qui n'est toutefois pas si développé. Bien que la Commission européenne participe de manière considérable au financement de ces programmes et fonds, l'Union européenne n'y a pas encore le poids et l'influence politiques qu'elle mérite.

Ces dernières années, l'apport financier de la Communauté européenne à bon nombre d'activités opérationnelles des Nations unies s'est sensiblement renforcé. Il ressort d'une note interne que la Commission a dépensé, l'année dernière, plus d'un milliard de dollars en faveur de nombreuses organisations des Nations unies comme le PNUD, le PNUE, le Haut Commissariat aux réfugiés et l'Agence des Nations unies pour les réfugiés de Palestine.

Malgré cette générosité, l'Union n'a encore qu'une visibilité assez faible au sein du système des Nations

bijeenkomst van de Algemene Vergadering, waar een paar interessante ontmoetingen plaatsvonden, zoals tussen Hugo Chavez en Mahmoud Ahmadinejad. Die twee groepen vertonen helemaal niet zoveel cohesie als de EU, maar ze staan kwantitatief sterker en kunnen bij de stemming een significant gewicht in de schaal leggen.

De EU wordt niettemin steeds meer een realiteit in de Algemene Vergadering van de VN en bereidt de bijeenkomsten van de Algemene Vergadering grondig voor met prioriteitennota's, die vooraf onderling besproken worden.

Het belang van de EU binnen de rest van het VN-systeem is een complexer verhaal. Onder de hoofdorganen van de VN bestaat er een oerwoud van suborganen, gaande van functionele commissies van de ECOSOC tot hulporganen zoals het VN-ontwikkelingsprogramma UNDP en het VN-milieuprogramma UNEP en fondsen zoals UNICEF. Daarnaast zijn er nog de gespecialiseerde organisaties, negentien onafhankelijke instellingen, zoals het IMF, de Wereldbank, de Internationale Arbeidsorganisatie en de Wereldgezondheidsorganisatie, die door een overeenkomst met het VN-systeem verbonden zijn.

De Europese aanwezigheid binnen de ruimere VN-familie van organisaties is heel divers. Van een aantal organen is de Europese Gemeenschap — die de rechtspersoonlijkheid heeft — volwaardig lid. Dat is het geval voor de FAO, omwille van de belangrijke bevoegdheden van de EG op het gebied van landbouw. Dat is echter een uitzondering. In de meeste gevallen heeft de Europese Gemeenschap hoogstens een waarnemersstatus in de organen, hulporganen en gespecialiseerde organisaties. Daar wringt nu net het schoentje. Een waarnemer heeft immers niet dezelfde prerogatieven als een volwaardige lidstaat of deelnemer.

Zoals voor de Algemene Vergadering is er ook voor die andere organen een coördinatieproces aan de gang dat echter nog niet ver ontwikkeld is. Ondanks de zeer belangrijke financiële geldstromen die vanuit de Europese Commissie naar deze programma's en fondsen gaan, scoort de EU nog altijd onder haar politieke gewicht en presteert ze onder haar invloed.

Voor de jongste jaren is de financiële participatie van de Europese Gemeenschap in tal van operationele activiteiten van de VN bijzonder toegenomen. Uit een interne nota blijkt dat de Commissie het voorbije jaar meer dan één miljard dollar heeft uitgegeven aan tal van VN-organisaties, zoals de UNDP, de UNEP, het Hoog Commissariaat voor de vluchtelingen en het Agentschap voor hulp aan de Palestijnse vluchtelingen.

Tegenover deze gulle helpende hand staat relatief weinig visibiliteit van de EU binnen het VN-systeem.

unies. C'est également un problème qui préoccupe les commissaires actuels Ferrero-Waldner et Michel.

Sur le plan politique, le mécanisme de coordination entre les États membres de l'UE au sein des institutions de l'ONU souffre encore d'une trop grande faiblesse. Les États membres de l'UE ont encore tendance à défendre leur position privilégiée de membre et ne sont pas prêts à conférer à l'UE un rôle majeur. Si l'UE faisait preuve d'une plus grande cohésion dans ces institutions, notamment pour la présentation de candidats aux plus hautes fonctions des Nations unies, elle jouirait d'une influence beaucoup plus grande.

Le Conseil de sécurité, un des principaux organes de l'ONU, ne compte que quinze membres, cinq permanents et dix non permanents. La Belgique et l'Italie viennent d'être désignées membres non permanents pour les deux prochaines années.

L'article 19 du Traité de Maastricht constitue une bonne base pour l'affirmation de l'Union européenne au Conseil de sécurité. Il traite en effet spécifiquement de la coordination et de l'action commune de l'Union au sein des institutions internationales, plus particulièrement au Conseil de sécurité.

Le Conseil de sécurité a longtemps été un organe où l'Europe était totalement absente. L'UE n'apparaissait pas dans les résolutions. Le premier changement est survenu à la fin des années nonante. Dans la résolution de base (1244) instaurant une administration internationale pour le Kosovo, l'UE s'est vue confiée une mission en tant qu'une des organisations régionales qui jouaient un rôle dans la reconstruction du Kosovo.

Depuis lors, l'UE est davantage devenue une réalité au sein du Conseil de sécurité. Elle est régulièrement citée, elle siège partiellement dans la nouvelle Commission de consolidation de la paix et est mentionnée dans des résolutions relatives au Moyen Orient où elle peut jouer un rôle important en tant que membre du Quartet.

L'UE n'est pas représentée en tant que telle au Conseil de sécurité. Elle ne possède même pas le statut d'observateur. Toutefois, il est presque garanti que cinq États membres de l'UE siègent au Conseil de sécurité. Théoriquement, ils peuvent même être six : la France et le Royaume Uni sont membres permanents; les dix membres non permanents sont choisis dans cinq groupes régionaux. Puisque les États membres de l'UE, certainement depuis le dernier élargissement, sont répartis entre le groupe des pays d'Europe occidentale et autres États et entre celui d'Europe orientale, cinq États membres de l'Union siègent la plupart du temps au Conseil de sécurité. Puisque Chypre fait partie du groupe de l'Asie, six membres de l'Union peuvent en théorie siéger au Conseil. Il est frappant que cette surreprésentation structurelle des

Dat is ook een aandachtspunt van de huidige commissarissen Ferrero-Waldner en Michel.

Op het politieke vlak is het coördinatiemechanisme tussen de lidstaten binnen de VN-instellingen nog te zwak. De EU-lidstaten hebben de neiging hun eigen bevoorrechte positie als lid te verdedigen en willen niet dat de EU een belangrijke rol speelt. Indien de EU in deze instellingen meer samenhang zou vertonen, dan zou haar invloed veel groter kunnen zijn, bijvoorbeeld voor de kandidaatstelling voor allerlei vacatures voor de hoogste VN-functies.

De Veiligheidsraad, een hoofddorgaan van de VN, telt slechts vijftien leden, waarvan vijf permanente en tien niet-permanente leden. België en Italië werden zopas voor de komende 2 jaar als niet-permanente leden verkozen.

Artikel 19 van het Verdrag van Maastricht is een goed aanknopingspunt voor de betekenis van de EU in de Veiligheidsraad. Het handelt immers specifiek over de coördinatie en het gezamenlijk optreden binnen de internationale instellingen, meer in het bijzonder de Veiligheidsraad.

De Veiligheidsraad is lange tijd een orgaan geweest waarin Europa volstrekt afwezig was. De EU kwam niet in resoluties voor. Daar kwam voor het eerst verandering in op het einde van de jaren negentig. In de basisresolutie (1244) waarin een internationaal bestuur voor Kosovo werd ingesteld, kreeg de EU een rol toebedeeld als een van de regionale organisaties die een rol speelden bij de heropbouw van Kosovo.

Sindsdien is de EU in de Veiligheidsraad steeds meer een realiteit geworden. Ze wordt regelmatig genoemd, ze zit voor een stuk mee in de nieuwe Commissie voor Vredesopbouw en ze wordt genoemd in resoluties over het Midden-Oosten, waar ze als lid van het Kwartet een belangrijke rol kan spelen.

De EU is als zodanig niet in de Veiligheidsraad vertegenwoordigd. Ze heeft zelfs niet het statuut van waarnemer. Wel is het zo dat bijna gegarandeerd vijf lidstaten van de EU in de Veiligheidsraad zitten. Theoretisch kunnen er zelfs zes lidstaten zetelen: Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk zijn permanente leden; de tien niet-permanente leden worden gekozen uit een vijftal regionale landengroepen. Omdat de EU-lidstaten, zeker na de jongste uitbreiding, verdeeld zijn over de regionale groep van de West-Europese landen en andere en de Oost-Europese landengroep, zitten meestal een vijftal EU-lidstaten in de Veiligheidsraad. Aangezien Cyprus deel uitmaakt van de Aziatische groep, kunnen er in theorie zelfs zes EU-lidstaten in de Veiligheidsraad zetelen. Het is frappant dat de rest van de wereldgemeenschap weinig problemen schijnt te

pays de l'Union européenne semble poser peu de problèmes au reste de la communauté mondiale.

On peut bien entendu se demander ce que l'UE fait concrètement de cette surreprésentation. La collaboration au sein du Conseil de sécurité est bien moins poussée que la coordination assez intensive au sein de l'Assemblée générale.

Ceci s'explique par plusieurs raisons.

La France et le Royaume-Uni ont longtemps, en tant que membres permanents et privilégiés disposant du droit de veto, considéré le Conseil de sécurité comme leur chasse gardée. Les autres États membres de l'Union n'étaient informés que lorsque les deux pays précités le jugeaient utile et il n'était nullement question d'une coordination. Aujourd'hui encore, les autres États membres de l'UE n'ont pas voix au chapitre en ce qui concerne l'attitude de la France et du Royaume-Uni dans cet organe.

L'article 19 du Traité de Maastricht prévoit que les États membres de l'UE qui sont membres du Conseil de sécurité doivent se consulter et tenir pleinement au courant les autres États membres.

L'article prévoit en outre étrangement que les États membres qui sont membres permanents du Conseil de sécurité — une formulation abstraite pour indiquer qu'il s'agit de la France et du Royaume-Uni — doivent, dans l'exercice de leurs fonctions, défendre également les positions, les points de vue et les intérêts de l'UE, sans toutefois porter préjudice à leurs responsabilités relevant de la Charte des Nations unies. Cette phrase bizarre semble impliquer que, le cas échéant, la France et le Royaume-Uni peuvent s'écarter des points de vue de l'UE dans l'intérêt des tâches onusiennes qu'ils ont reçues en tant que membres permanents, plus particulièrement le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Lors de la recherche de solutions à une crise, la France et le Royaume-Uni pourraient par exemple s'écarter de la position de l'UE parce que la recherche d'un consensus entre les membres permanents du Conseil de sécurité prime à ce moment-là pour aboutir à la paix et la sécurité internationales.

On fait remarquer à juste titre que cette phrase porte une discrimination car les États membres de l'Union qui, comme la Belgique et l'Italie actuellement, siègent au Conseil de sécurité en tant que membres non permanents, partagent les responsabilités fixées par la Charte et sont par conséquent également responsables de la paix et de la sécurité internationales. Pourquoi ne pourraient-ils dès lors pas s'écarter des points de vue européens ? Dans la Constitution européenne, qui n'est toujours pas entrée en vigueur, cette discrimination est supprimée et la clause vaut pour tous les États membres de l'UE qui siègent au Conseil de sécurité.

hebben met die structurele oververtegenwoordiging van EU-landen.

De vraag is natuurlijk wat de EU concreet met die oververtegenwoordiging doet. De samenwerking in de Veiligheidsraad is veel minder verregaand dan de toch wel intensieve coördinatie in de Algemene Vergadering.

Hier zijn meerdere redenen voor.

Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk hebben als geprivilegieerde permanente leden met vetorecht lange tijd de Veiligheidsraad als hun domein beschouwd. Andere EU-lidstaten werden maar geïnformeerd als beide landen dat wenselijk achtten en van coördinatie was in de verste verten geen sprake. Ook nu nog hebben de andere EU-lidstaten in dat orgaan geen inspraak in het gedrag van Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk.

Artikel 19 van het Verdrag van Maastricht bepaalt dat de EU-lidstaten die lid zijn van de Veiligheidsraad, elkaar moeten consulteren en de andere lidstaten volledig op de hoogte moeten houden.

Dan volgt de merkwaardige zin dat lidstaten die permanent lid van de Veiligheidsraad zijn — een abstracte formule om duidelijk te maken dat het om Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk gaat — in de uitoefening van hun functies eveneens de posities, de standpunten en de belangen van de EU moeten verdedigen, evenwel zonder afbreuk te doen aan hun verantwoordelijkheden onder het VN-Handvest. Deze bizarre zin lijkt te impliceren dat, als het erop aankomt, Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk kunnen afwijken van Europese standpunten in het belang van de VN-taken die ze als permanent lid hebben gekregen, meer in het bijzonder het handhaven van de internationale vrede en veiligheid. Bij het zoeken naar oplossingen voor een crisis zouden bijvoorbeeld Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk van het EU-standpunt kunnen afwijken omdat het zoeken naar een consensus tussen de permanente leden van de Veiligheidsraad op dat ogenblik primeert om tot internationale vrede en veiligheid te komen.

Terecht wordt opgemerkt dat deze zin een discriminatie inhoudt, want EU-landen die, zoals thans België en Italië, als niet permanent lid in de Veiligheidsraad zitten, delen de verantwoordelijkheden van het Handvest en zijn bijgevolg eveneens verantwoordelijk voor de internationale vrede en veiligheid. Waarom zouden zij dan niet mogen afwijken van de Europese standpunten ? In de Europese Grondwet, die tot op heden nog niet in werking is getreden, is deze discriminatie er dan ook uitgelicht en geldt de clause voor alle lidstaten van de EU die in de Veiligheidsraad zetelen.

Un mécanisme de coordination intensive entre les États membres de l'Union au sein de l'Assemblée générale a permis des points de vue, des déclarations et des votes communs. Au Conseil de sécurité, cette coordination n'existe toujours pas à proprement parler. Il s'agit davantage d'un processus d'information et de consultation. Les « réunions article 19 », pour reprendre l'expression utilisée dans la pratique pour ces réunions qui ont lieu chaque semaine, sont importantes pour échanger des informations — dans ce domaine, la France et le Royaume-Uni sont un peu plus généreux qu'auparavant — et se consulter mais il n'est toujours pas question d'une coordination digne de ce nom. Les deux membres permanents ont toujours le sentiment que ceci ne relève pas des tâches des autres États membres. Lors de ces réunions, des questions courtoises peuvent être posées mais il n'est nullement question d'un mécanisme de concertation poussée.

La Belgique et l'Italie peuvent, en tant que membres du Conseil, apporter une valeur ajoutée importante. Les membres permanents conserveront leur position en tant que membres de l'*inner circle* mais les membres non permanents comme la Belgique et l'Italie peuvent veiller à ce que les informations soient bien communiquées à tous les États membres de l'UE, et tenter de passer de la consultation, où on se limite à un échange d'informations et à des questions polies, à une coordination à part entière: faire systématiquement des déclarations communes, prendre des initiatives communes, voter de la même manière et orienter ensemble l'agenda du Conseil. Ce processus n'a pas encore beaucoup avancé mais il pourrait recevoir une chance avec la présence de l'Italie et de la Belgique au Conseil de sécurité.

2.3.2. *Exposé de M. A. Vigilante*

Belgium should be congratulated for its election to the Security Council. The Security Council is one of the few central mechanisms of global governance. It is central to international life and it is a very delicate organ. The credibility and legitimacy of the United Nations depends hugely on what the Security Council does. What it means to be a member of the Security Council should not be underestimated. This is not a small responsibility.

The opportunity of co-ordinating a European common position on many issues, to foster a shared agenda, and to co-ordinate intents of action is extremely important and critical. This is an obligation for the EU member states, an obligation established by Article 19 of the Maastricht Treaty to co-ordinate and to share information at the very minimum.

The European voice, which now constitutes one third of the Security Council, should be used productively and as an internal purpose of strengthen-

Een intensief coördinatiemechanisme tussen de EU-lidstaten in de Algemene Vergadering leidt tot gezamenlijke standpunten en verklaringen en een gezamenlijk stemgedrag. In de Veiligheidsraad is die coördinatie in de ware zin van het woord er nog steeds niet. Het gaat veel meer over een proces van informatie en consultatie. De « artikel 19-vergaderingen », zoals men ze in de praktijk noemt en die elke week plaatsvinden, zijn belangrijk om informatie met elkaar te delen — en op dat vlak zijn Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk iets guller dan voorheen — en om elkaar te consulteren, maar er is nog steeds geen sprake van een volwaardige coördinatie. De twee permanente leden hebben nog steeds het gevoel dat dit niet behoort tot de taak van de andere lidstaten. Op die vergaderingen kunnen beleefde vragen worden gesteld, maar er is geen sprake van een doorgedreven mechanisme van concertatie.

Het Belgische en het Italiaanse lidmaatschap kunnen een belangrijke toegevoegde waarde hebben. De permanente leden zullen hun positie als lid van de *inner circle* willen blijven behouden, maar de niet-permanente leden als België en Italië kunnen erop toezien dat er een goede informatiedoorstroming naar alle EU-lidstaten komt en proberen om van het niveau van consultatie, waar alles beperkt is tot het uitwisselen van informatie en het stellen van beleefde vragen, te komen tot een volwaardige coördinatie: systematisch gezamenlijke verklaringen afleggen, gezamenlijke initiatieven nemen, een gezamenlijk stemgedrag bepalen en samen de agenda van de Veiligheidsraad in een bepaalde richting sturen. Dit proces staat nog niet ver, maar zou met België en Italië in de Veiligheidsraad een kans kunnen krijgen.

2.3.2. *Uiteenzetting van de heer A. Vigilante*

Belgium should be congratulated for its election to the Security Council. The Security Council is one of the few central mechanisms of global governance. It is central to international life and it is a very delicate organ. The credibility and legitimacy of the United Nations depends hugely on what the Security Council does. What it means to be a member of the Security Council should not be underestimated. This is not a small responsibility.

The opportunity of co-ordinating a European common position on many issues, to foster a shared agenda, and to co-ordinate intents of action is extremely important and critical. This is an obligation for the EU member states, an obligation established by Article 19 of the Maastricht Treaty to co-ordinate and to share information at the very minimum.

The European voice, which now constitutes one third of the Security Council, should be used productively and as an internal purpose of strengthen-

ing the internal understanding within the European Union on what the common European Policy could be.

In the past if we observe the deliberation of the Security Council, the two European permanent members, France and Britain, have not always represented the European point of view in the Security Council. More often they have represented a national point of view or an Atlantic point of view. It is the presence of the non-permanent members of the European Union within the Council which gives the most opportunity and promise of co-ordination within the European Union Policy for Foreign matters. This is why Belgium and Italy have made declarations in the past weeks that go in this direction.

The Italian minister for Foreign Affairs, D'Alema, is even considering the opportunity of inserting members of other member states in the Italian delegation of the Security Council, be it the Presidency of the European Union or from the European Council.

This is almost a revolutionary move because if it is realised it would certainly give a European flavour to whatever membership any member countries will represent in the Security Council. It is probably the first time that such an open declaration of intent by two countries, Belgium and Italy, to take this idea of internal co-ordination seriously has occurred.

Belgium, as a country that has no vested interest, can get tremendous force in reviving and revamping the debate over the reform of the Security Council. Belgium is different from Italy, Indonesia and South Africa in that these countries have just been elected to be part of the Security Council. Belgium has never put forward an aspiration or a candidature to be a permanent member of the Security Council. Belgium has expressed positions. Without the reform of the Security Council the future of the UN is not bright. For how long can the crisis over representivity exist, and for how long can a world that reflects the past and not the future exist in our global governance system?. For the sake of representivity and the legitimacy of the Security Council, which has formed a major part of the credibility and effectiveness of the United Nations, the reform should not be placed on the backburner just because an agreement was not reached in 2005. New efforts and creativity are needed.

I cannot believe that in the 21st century the world can be represented fundamentally and with overwhelming power by the winners of the second World War. This is totally anachronistic.

The Security Council cannot only reflect history or economic power. It should represent the balance of the population and the balance of the regions. The weight is disproportionate in the Security Council. The developing world is not represented fairly in the Security Council. With the sole interest of the

ing the internal understanding within the European Union on what the common European Policy could be.

In the past if we observe the deliberation of the Security Council, the two European permanent members, France and Britain, have not always represented the European point of view in the Security Council. More often they have represented a national point of view or an Atlantic point of view. It is the presence of the non-permanent members of the European Union within the Council which gives the most opportunity and promise of co-ordination within the European Union Policy for Foreign matters. This is why Belgium and Italy have made declarations in the past weeks that go in this direction.

The Italian minister for Foreign Affairs, D'Alema, is even considering the opportunity of inserting members of other member states in the Italian delegation of the Security Council, be it the Presidency of the European Union or from the European Council.

This is almost a revolutionary move because if it is realised it would certainly give a European flavour to whatever membership any member countries will represent in the Security Council. It is probably the first time that such an open declaration of intent by two countries, Belgium and Italy, to take this idea of internal co-ordination seriously has occurred.

Belgium, as a country that has no vested interest, can get tremendous force in reviving and revamping the debate over the reform of the Security Council. Belgium is different from Italy, Indonesia and South Africa in that these countries have just been elected to be part of the Security Council. Belgium has never put forward an aspiration or a candidature to be a permanent member of the Security Council. Belgium has expressed positions. Without the reform of the Security Council the future of the UN is not bright. For how long can the crisis over representivity exist, and for how long can a world that reflects the past and not the future exist in our global governance system?. For the sake of representivity and the legitimacy of the Security Council, which has formed a major part of the credibility and effectiveness of the United Nations, the reform should not be placed on the backburner just because an agreement was not reached in 2005. New efforts and creativity are needed.

I cannot believe that in the 21st century the world can be represented fundamentally and with overwhelming power by the winners of the second World War. This is totally anachronistic.

The Security Council cannot only reflect history or economic power. It should represent the balance of the population and the balance of the regions. The weight is disproportionate in the Security Council. The developing world is not represented fairly in the Security Council. With the sole interest of the

international community in mind Belgium can indeed be one of the promoters of the revamping of this discussion.

Another reform, which has not been achieved yet and is equally fundamental, is to find a form of representation within the United Nations for civil society and for the private sector.

If we are serious about the charter starting with « we the people » the UN should be the best representative worldwide. The UN cannot scrutinise the internal democracy of member states. Nonetheless a wider voice should be given to public opinion worldwide and civil society should have more influence over the proceedings of the General Assembly and the Security Council. This has been debated in the past and has led to different opinions. One of which is to submit the General Assembly's agenda every year to the scrutiny of a representative body of civil society and allow this body to modify the priorities. Another one is to have a Chamber that precedes the General Assembly debating issues according to an independent setting of the agenda. It should then be compulsory for the General Assembly to consider some of the issues that the civil society assembly has decided before. This may seem futuristic or idealistic. But reform is vital and is needed fast in terms of the credibility and legitimacy of the Security Council and in terms of civil society having a voice in the proceedings of the UN.

Countries that are members of the Security Council seem to have a special aura. Even if they are only a provisional member for two years or a rotating member they have a certain power of initiative. The initiatives that the members of the Security Council take *de facto* seem to have more weight than initiatives that a member of the General Assembly would put forward.

The voice of Belgium will be heard internationally and within the UN by being a member of the Security Council.

The Secretary General, Kofi Anan is engaged in the most significant and complete attempt to reform the United Nations since its foundation 61 years ago dealing with the security side, with the development side, and with the internal management side. Some of the reforms have gone forward, some have partially gone forward and some have not progressed at all, among the latter the reform of the Security Council where the debate has only progressed and disarmament, which has not received the necessary dedication in recent years.

It has been said that the Security Council of today is not the Security Council of 20 years ago. There were not 18 peacekeeping missions around the world 20 years ago with 100,000 blue helmets on the ground (some of which are Belgian) in critically important areas such as Lebanon.

international community in mind Belgium can indeed be one of the promoters of the revamping of this discussion.

Another reform, which has not been achieved yet and is equally fundamental, is to find a form of representation within the United Nations for civil society and for the private sector.

If we are serious about the charter starting with « we the people » the UN should be the best representative worldwide. The UN cannot scrutinise the internal democracy of member states. Nonetheless a wider voice should be given to public opinion worldwide and civil society should have more influence over the proceedings of the General Assembly and the Security Council. This has been debated in the past and has led to different opinions. One of which is to submit the General Assembly's agenda every year to the scrutiny of a representative body of civil society and allow this body to modify the priorities. Another one is to have a Chamber that precedes the General Assembly debating issues according to an independent setting of the agenda. It should then be compulsory for the General Assembly to consider some of the issues that the civil society assembly has decided before. This may seem futuristic or idealistic. But reform is vital and is needed fast in terms of the credibility and legitimacy of the Security Council and in terms of civil society having a voice in the proceedings of the UN.

Countries that are members of the Security Council seem to have a special aura. Even if they are only a provisional member for two years or a rotating member they have a certain power of initiative. The initiatives that the members of the Security Council take *de facto* seem to have more weight than initiatives that a member of the General Assembly would put forward.

The voice of Belgium will be heard internationally and within the UN by being a member of the Security Council.

The Secretary General, Kofi Anan is engaged in the most significant and complete attempt to reform the United Nations since its foundation 61 years ago dealing with the security side, with the development side, and with the internal management side. Some of the reforms have gone forward, some have partially gone forward and some have not progressed at all, among the latter the reform of the Security Council where the debate has only progressed and disarmament, which has not received the necessary dedication in recent years.

It has been said that the Security Council of today is not the Security Council of 20 years ago. There were not 18 peacekeeping missions around the world 20 years ago with 100,000 blue helmets on the ground (some of which are Belgian) in critically important areas such as Lebanon.

The Security Council today has a volume of work which is unprecedented. The Security Council's attention span is becoming shorter and shorter because there are more and more crises and peacekeeping missions.

It seems that it is not possible for the Security Council to stay focused on crisis solutions, on the peacekeeping operations and on reconstruction. Not giving adequate attention to the reconstruction of a country is a major mistake. It will lead to further troubles in that country in the future. There is a chance of bridging the gap with the creation of the peace building commission but the delicate balance institutionally within the UN between the ECOSOC, the General Assembly, the Security Council and the peace building commission still has to be developed. It is critical that members of the Security Council ensure that post-conflict reconstruction has a champion and does not allow attention to be diverted immediately to the next crisis after a certain military stability has been achieved in these post-conflict countries.

A country may decide to become a member of the Security Council in a normal way, if normality can be defined as one that consists of trying to maintain world peace and following peacekeeping missions, in dealing with crisis as they arise and in engaging diligently in solving the major diplomatic crisis in the world.

Just following the established agenda is a dignified way of being part of the Security Council. There is also another option, which is a more proactive membership in the Security Council which is to push the agenda around new or emerging conceptual frameworks.

Option B is to become the champion of two new concepts. One is the concept of human security. The time when security was a state affair and was interpreted as the protection of the territory, of the borders and of the interests of the country is now gone. Nowadays most conflicts are within the countries. The nexus between development, peace and security and between security and environment is becoming clear to all. Therefore we cannot indulge in a concept of security which is obsolete.

It is time that the Security Council concentrates on the concept of human security. What is the concept of human security?

The concept of human security looks at security as the security of the individual and the security of the communities rather than the security of the state only. The security of the individual cannot end in the physical protection but must also consider socio-economic dimensions, i.e. the insecurities arising from hunger, from unemployment, from bad health conditions and from lack of basic services. If we can understand this we will have a new Security Council dealing with the root causes of instabilities rather than

The Security Council today has a volume of work which is unprecedented. The Security Council's attention span is becoming shorter and shorter because there are more and more crises and peacekeeping missions.

It seems that it is not possible for the Security Council to stay focused on crisis solutions, on the peacekeeping operations and on reconstruction. Not giving adequate attention to the reconstruction of a country is a major mistake. It will lead to further troubles in that country in the future. There is a chance of bridging the gap with the creation of the peace building commission but the delicate balance institutionally within the UN between the ECOSOC, the General Assembly, the Security Council and the peace building commission still has to be developed. It is critical that members of the Security Council ensure that post-conflict reconstruction has a champion and does not allow attention to be diverted immediately to the next crisis after a certain military stability has been achieved in these post-conflict countries.

A country may decide to become a member of the Security Council in a normal way, if normality can be defined as one that consists of trying to maintain world peace and following peacekeeping missions, in dealing with crisis as they arise and in engaging diligently in solving the major diplomatic crisis in the world.

Just following the established agenda is a dignified way of being part of the Security Council. There is also another option, which is a more proactive membership in the Security Council which is to push the agenda around new or emerging conceptual frameworks.

Option B is to become the champion of two new concepts. One is the concept of human security. The time when security was a state affair and was interpreted as the protection of the territory, of the borders and of the interests of the country is now gone. Nowadays most conflicts are within the countries. The nexus between development, peace and security and between security and environment is becoming clear to all. Therefore we cannot indulge in a concept of security which is obsolete.

It is time that the Security Council concentrates on the concept of human security. What is the concept of human security?

The concept of human security looks at security as the security of the individual and the security of the communities rather than the security of the state only. The security of the individual cannot end in the physical protection but must also consider socio-economic dimensions, i.e. the insecurities arising from hunger, from unemployment, from bad health conditions and from lack of basic services. If we can understand this we will have a new Security Council dealing with the root causes of instabilities rather than

the effects. To make this change is not simple. Belgium could choose to be the champion of human security. It would certainly not be alone in this major challenge.

It was proposed, at a seminar chaired by Mr. Solana, that the European Union will endorse human security as the conceptual framework embodying EU Security policy which would also be a major boost in order for this concept to be adopted beyond the European Union. Certain countries such as Canada and Japan have been champions of human security for a long time. Belgium could certainly join this field. If the links between peace, security and development are not understood, real security and development will never be achieved. Security cannot only be seen as a remedy to a conflict but also as a prevention of the conflict. These conflicts are mostly internal conflicts derived from social instability and not from an attack to the borders or the territory of the countries.

Security today is ensuring that there are not huge numbers of people that feel totally excluded. We cannot have globalisation whereby the gap between the poor countries and the rich countries is enlarging every day. In the past 170 years the ratio has changed from 1 :3 to 1 :50. This is what progress has meant for the developing world. If a country was 3 times richer than another country before it is now 50 times richer than that same country. Within the countries the same phenomenon of inequality, in income and in opportunities is reproduced. These are root causes of instabilities and insecurities. If the Security Council deals with conflicts and peacekeeping alone and not with peace building, conflict prevention and with more social justice then the concept of security that is being used is totally obsolete and cannot be applied to the world today.

Belgium could champion the concept of human security together with other non-SC members such as Canada, Japan and Finland because it is in extremely good company.

Since 1982 there have been very authoritative and convincing reports explaining why human security should be the conceptual framework :

- The Report of the Palme Commission in 1982
- The Report of Commission on global governance in 1995
- The Report of the Independent International Commission on Intervention and State Sovereignty : a responsibility to protect in 2001
- The Brahimi Report on UN peacekeeping Operations
- The Report of the Commission on Human Security chaired by A. Sen in 2003

the effects. To make this change is not simple. Belgium could choose to be the champion of human security. It would certainly not be alone in this major challenge.

It was proposed, at a seminar chaired by Mr. Solana, that the European Union will endorse human security as the conceptual framework embodying EU Security policy which would also be a major boost in order for this concept to be adopted beyond the European Union. Certain countries such as Canada and Japan have been champions of human security for a long time. Belgium could certainly join this field. If the links between peace, security and development are not understood, real security and development will never be achieved. Security cannot only be seen as a remedy to a conflict but also as a prevention of the conflict. These conflicts are mostly internal conflicts derived from social instability and not from an attack to the borders or the territory of the countries.

Security today is ensuring that there are not huge numbers of people that feel totally excluded. We cannot have globalisation whereby the gap between the poor countries and the rich countries is enlarging every day. In the past 170 years the ratio has changed from 1 :3 to 1 :50. This is what progress has meant for the developing world. If a country was 3 times richer than another country before it is now 50 times richer than that same country. Within the countries the same phenomenon of inequality, in income and in opportunities is reproduced. These are root causes of instabilities and insecurities. If the Security Council deals with conflicts and peacekeeping alone and not with peace building, conflict prevention and with more social justice then the concept of security that is being used is totally obsolete and cannot be applied to the world today.

Belgium could champion the concept of human security together with other non-SC members such as Canada, Japan and Finland because it is in extremely good company.

Since 1982 there have been very authoritative and convincing reports explaining why human security should be the conceptual framework :

- The Report of the Palme Commission in 1982
- The Report of Commission on global governance in 1995
- The Report of the Independent International Commission on Intervention and State Sovereignty : a responsibility to protect in 2001
- The Brahimi Report on UN peacekeeping Operations
- The Report of the Commission on Human Security chaired by A. Sen in 2003

— The Report of the Higher Level Panel on Threats, Challenges and Change in 2004 and

— The In Larger Freedom Report of the Secretary General 2005

These have all argued that it is time to change the concept of human security. The links between development, security and environment are becoming apparent.

The other option in front of Belgium and the Security Council is to consider some of the links between global issues and security. It may seem strange that the Security Council is starting to discuss AIDS/HIV or global warming or the potential pandemic of the Avian flu. It is self-evident that these issues generate instability, which may in turn generate conflict. The same thing is true for water scarcity. This is a potential generator of major regional and sub-regional conflicts and instability. The concept of what goes together with security and to understand what is implicit in this global concern is fundamental.

The International Year of planet Earth will take place in 2008 during Belgium's membership in the Security Council. This is an excellent opportunity to explore the links between security and the environment and the harm we are causing to future generations and the selfish attitudes we are showing.

Placing importance on the links is what is necessary today. Issues are still been analysed one by one, stability on one side, development on another and global warming on another side. These issues need to be linked. These links should try to make sense of a very complex world, where environment does not exist without conflict and conflict does not exist without environment. The agenda today should be to create and make people understand these links.

2.3.3. *Échange de vues*

M. Brotcorne souligne d'abord la nécessité de la coordination entre les pays de l'UE.

En ce que concerne la représentation de la société civile, l'orateur se demande si ce n'est pas alourdir davantage une machine déjà particulièrement difficile à faire fonctionner alors que l'on peut retrouver, dans des endroits tels que l'ECOSOC, tout ou partie de cette expression différente de celle des États organisés ?

Selon mme Van de Castele, la question est surtout de savoir quels peuvent être l'apport et le rôle de la Belgique au cours des deux années de sa participation au Conseil de sécurité. Tous les exposés ont traité de certains aspects de ce sujet.

Certains espèrent que certains thèmes chers à la Belgique figureront à l'ordre du jour du Conseil de

— The Report of the Higher Level Panel on Threats, Challenges and Change in 2004 and

— The In Larger Freedom Report of the Secretary General 2005

These have all argued that it is time to change the concept of human security. The links between development, security and environment are becoming apparent.

The other option in front of Belgium and the Security Council is to consider some of the links between global issues and security. It may seem strange that the Security Council is starting to discuss AIDS/HIV or global warming or the potential pandemic of the Avian flu. It is self-evident that these issues generate instability, which may in turn generate conflict. The same thing is true for water scarcity. This is a potential generator of major regional and sub-regional conflicts and instability. The concept of what goes together with security and to understand what is implicit in this global concern is fundamental.

The International Year of planet Earth will take place in 2008 during Belgium's membership in the Security Council. This is an excellent opportunity to explore the links between security and the environment and the harm we are causing to future generations and the selfish attitudes we are showing.

Placing importance on the links is what is necessary today. Issues are still been analysed one by one, stability on one side, development on another and global warming on another side. These issues need to be linked. These links should try to make sense of a very complex world, where environment does not exist without conflict and conflict does not exist without environment. The agenda today should be to create and make people understand these links.

2.3.3. *Gedachtewisseling*

De heer Brotcorne onderstreept vooreerst de noodzaak van coördinatie tussen landen van de EU.

Wat de vertegenwoordiging van het middenveld betreft, vraagt spreker zich af of dat het moeizaam functionerende apparaat niet nog zwaarder maakt, terwijl de niet-gouvernementele sector toch geheel of gedeeltelijk vertegenwoordigd is op plaatsen als ECOSOC.

Volgens mevr. Van de Castele draait de zoektocht vooral rond de vraag welke inbreng België kan hebben en welke rol het kan spelen in de twee jaar dat het lid is van de Veiligheidsraad. Alle uiteenzettingen behandelden deelaspecten daarvan.

Sommigen hopen dat bepaalde thema's waaraan België belang hecht op de agenda van de Veiligheids-

sécurité, comme l'utilisation des matières premières et les mines antipersonnel. Notre pays peut-il profiter de ces deux années pour porter ces thèmes à l'échelon international? D'après les exposés, Mme Van de Castele en déduit que cela ne serait pas vraiment opportun. Selon le professeur Wouters il faut surtout œuvrer à l'élargissement de l'assise de l'UE.

On considère unanimement que le développement était très important pour pouvoir garantir la sécurité et que ce thème devait figurer à l'ordre du jour. Mais, il n'est pas clair si cette mission précise doit relever du Conseil de sécurité lui-même ou doit devenir un pilier distinct des Nations unies.

M. Galand souhaite connaître l'objectif principal que doit se fixer la Belgique pour les deux prochaines années.

Le rapport préparatoire au sommet du Millénaire estimait que la misère et le sous-développement étaient les causes premières, avant le terrorisme, de l'insécurité planétaire. Par rapport au concept de gouvernance mondiale, il s'agit d'une véritable révolution copernicienne.

Les règles d'engagement qui prévalent actuellement au Conseil de sécurité, d'essence militaire, ne sont pas adaptées à cette approche novatrice. Une évolution est donc nécessaire. Pour cela, il faudra dégager un consensus. Est-ce le rôle du Conseil de sécurité? Faudra-t-il engager de longues négociations au sein de l'Assemblée générale en vue de définir un nouveau cadre de droit? Comment le Conseil de sécurité pourra-t-il prévenir les risques?

Bichara Khader, professeur à l'UCL, annonce une guerre de l'eau. Le Conseil de sécurité pourrait-il l'empêcher? Est-ce utopique?

Avec les instruments disponibles pour l'instant, ce serait impossible. La Belgique doit-elle ouvrir le débat ou cela participe-t-il d'un travail lent, en profondeur?

Réponses de M. Wouters

Bien entendu, la Belgique, comme membre du Conseil de sécurité, peut mettre ses propres accents. Au départ, on a cité toutes sortes d'accents, mais actuellement, on ne cite que l'exploitation des ressources naturelles. Il serait bon que la Belgique réfléchisse aussi à d'autres points pour lesquels elle a également une expertise ou peut se baser sur l'expertise développée dans les cercles académiques et les ONG belges par exemple.

Cela reste bien entendu relatif car nous ne devons pas nous attendre à ce qu'un membre du Conseil de

raad komen, zoals het gebruik en misbruik van grondstoffen en de antipersoneelmijnen. Kan ons land van die twee jaar gebruik maken om die thema's ook internationaal aan te kaarten? Uit de uiteenzettingen leidt mev. Van de Castele af dat het eigenlijk niet zo opportuun zijn om die twee jaar daarvoor te gebruiken. Volgens professor Wouters moet er eerder gewerkt worden aan een groter draagvlak van de EU.

Iedereen is het erover eens dat ontwikkeling heel belangrijk is om de veiligheid te kunnen garanderen en dat dit thema dus mee op de agenda moet komen. Alleen is het niet duidelijk of dit thema een opdracht voor de Veiligheidsraad zelf moet worden of een aparte pijler van de Verenigde Naties.

De heer Galand wenst te weten welke doelstelling de belangrijkste voor België moet zijn in de komende twee jaar.

Het voorbereidende rapport voor de Millenniumtop stelde dat de armoede en de onderontwikkeling de belangrijkste oorzaken waren, nog vóór het terrorisme, van de onveiligheid in de wereld. Met betrekking tot de notie wereldbestuur gaat het om een echte copernicaanse revolutie.

De in hoofzaak militaire bevoegdheid van de Veiligheidsraad is niet geschikt voor deze nieuwe benadering. Een ontwikkeling is nodig. Daartoe is echter een consensus vereist. Is dat de rol van de Veiligheidsraad? Zijn lange onderhandelingen nodig binnen de Algemene Vergadering om een nieuw rechtskader te creëren? Hoe kan de Veiligheidsraad risico's voorkomen?

Bichara Khader, hoogleraar aan de UCL, kondigt een wateroorlog aan. Is dat utopisch?

Met de instrumenten waarover we op dit ogenblik beschikken, is dat onmogelijk. Moet België het debat openen, of maakt dit deel uit van het trage en diepgaande debat waarover de vorige sprekers het hadden?

Antwoorden van de heer Wouters

Uiteraard kan België als lid van de Veiligheidsraad eigen accenten proberen te leggen. Aanvankelijk werden allerlei accenten vernoemd, maar nu wordt vooral de exploitatie van de natuurlijke grondstoffen nog genoemd. Het ware aangewezen dat België nadenkt over nog andere punten waarvoor het ook expertise heeft, of kan aansluiten op expertise die is opgebouwd in Belgische academische en NGO-kringen bijvoorbeeld.

Dat blijft natuurlijk relatief want we moeten niet verwachten dat een lid van de Veiligheidsraad de

sécurité impose un agenda à la communauté internationale. On est dirigé par les crises du moment ! Pour le reste, l'orateur a toute confiance dans nos diplomates belges à New York qui ont indiqué à juste titre qu'un membre non permanent ne peut proposer son propre agenda et encore moins dicter des décisions depuis sa capitale. Le Danemark a jadis tenté de le faire depuis Copenhague, perdant ainsi beaucoup de temps pour échouer en fin de compte. Nos diplomates sur place doivent recevoir la flexibilité nécessaire pour réagir vite aux circonstances qui changent rapidement.

Si un point doit malgré tout être placé à l'agenda du Conseil de sécurité, il est préférable de se concerter avec les partenaires européens. Depuis quelques années, l'UE est capable d'établir un agenda des priorités pour l'Assemblée générale. Pourquoi ce mécanisme ne fonctionnerait-il pas également pour le Conseil de sécurité ? L'article 19 ne doit certainement pas être considéré comme une fin en soi. On a fixé un bon point de départ en 1992 dans le Traité de Maastricht mais il faut une mise à jour car l'information et la concertation doivent pouvoir mener à une véritable coordination qui joue un rôle dans les décisions.

La concertation européenne est donc extrêmement importante, mais la Belgique peut apporter un plus lorsqu'en tant que présidente, elle peut organiser un débat thématique pouvant se terminer par une résolution. Le rôle des enfants dans les conflits armés et la problématique des femmes sont des exemples de tels débats thématiques.

La concertation européenne exige une grande coordination et le franchissement du fossé qui sépare les membres permanents et les deux membres non permanents de l'UE.

L'extension de l'activité centrale du Conseil de sécurité a déjà eu lieu dans une large mesure. Le Conseil de sécurité se saisit actuellement d'un nombre bien plus important de dossiers que précédemment. Les notions de paix et de sécurité et le traitement des crises sont abordés sous un angle bien plus large. Le seul fait que la plupart des crises traitées ces derniers temps par le Conseil de sécurité soient des conflits armés internes constitue déjà une extension. Le terrorisme est devenu un point essentiel de l'ordre du jour du Conseil de sécurité, alors qu'il n'était quasiment jamais abordé voici quinze ans environ. De nombreux problèmes touchant aux causes premières sont de plus en plus abordés par le Conseil de sécurité.

On peut dès lors se demander si le Conseil de sécurité est bien armé pour traiter convenablement tous ces sujets. Il a été conçu comme un groupe limité de pays, un noyau dur de ce que Roosevelt nommait « les quatre agents de police du monde ». Selon cette vision, il fallait réunir les quatre — cinq, aujourd'hui

internationale communauté une agenda kan opleggen. Men wordt geëld door de crisissen van het moment ! Overigens heeft spreker alle vertrouwen in onze Belgische diplomaten in New York, die terecht opmerken dat een niet-permanent lid geen eigen agenda kan voorstellen en nog veel minder dicteren vanuit de hoofdstad. Denemarken heeft het destijds vanuit Kopenhagen geprobeerd, heeft daardoor veel tijd verloren en het is uiteindelijk mislukt. Onze diplomaten ter plaatse moeten de nodige flexibiliteit krijgen om vlug te reageren op de snel veranderende omstandigheden.

Als er dan toch een punt op de agenda van de Veiligheidsraad moet worden geplaatst, dan gebeurt dat beter in overleg met de Europese partners. Sedert een aantal jaren is de EU in staat een prioriteiten-agenda op te stellen voor de Algemene Vergadering. Waarom zou dat mechanisme ook niet werken voor de Veiligheidsraad ? Artikel 19 moet zeker niet gezien worden als een eindpunt. Het was een goed uitgangspunt met het Verdrag van Maastricht in 1992, maar het is aan een update toe want informatie en overleg moeten kunnen leiden tot echte coördinatie die doorweegt in de beslissingen.

Europees overleg is dus allerbelangrijkst, maar België kan een toegevoegde waarde bieden wanneer het als voorzitter een thematisch debat mag organiseren dat kan uitmonden in een themaresolutie. Voorbeelden van zulke thematische debatten zijn de rol van kinderen in gewapende conflicten en de vrouwenproblematiek.

Europees overleg vergt een grote coördinatie en het overstijgen van de kloof tussen de permanente EU-leden en de twee niet-permanente EU-leden.

De Veiligheidsraad heeft haar *core business* al vrij sterk verbreed. Immers, de Veiligheidsraad trekt vandaag veel meer dossiers naar zich toe dan vroeger. Het begrip vrede en veiligheid en het behandelen van crisissen wordt vandaag veel ruimer opgevat. Alleen al het feit dat de meeste crisissen die de Veiligheidsraad de jongste tijd behandelt, zuiver interne gewapende conflicten zijn, is al een uitbreiding. Terrorisme is thans een centraal punt op de agenda van de Veiligheidsraad, terwijl dat pakweg 15 jaar geleden bijna niet aan de orde kwam. Heel wat problematieken die raken aan de *root causes*, worden meer en meer door de Veiligheidsraad aangekaart.

De vraag die hierbij rijst is of de Veiligheidsraad wel gewapend is om al die zaken goed te behandelen. De Veiligheidsraad is opgevat als een beperkte club van landen, een harde kern van wat Roosevelt « de vier politieagenten van de wereld » noemde. In die visie moest men de vier — vandaag vijf — grote

— grandes puissances pour réprimer les nouveaux cas d'agression entre États. Cela n'était possible dans la durée que moyennant le droit de veto. Selon cette vision, les grandes puissances avaient donc une responsabilité particulière pour éviter des nouveaux embrasements mondiaux. Aujourd'hui, environ soixante ans plus tard, nous pouvons dire qu'il est bon que les grandes puissances soient restées à bord, contrairement à ce qui s'est passé dans l'entre-deux-guerres avec la Société des Nations. C'est précisément pour cela que la Charte des Nations unies et les 192 États membres confient à un groupe de onze membres à l'origine, et qui en compte quinze aujourd'hui, la mission permanente de maintenir la paix et la sécurité. Si ce mandat est rempli de manière trop large, il se pose nécessairement des problèmes de légitimité et autres. M. Vigilante a, par exemple, évoqué les critiques de plus en plus nombreuses qui portent actuellement sur la composition du Conseil de sécurité et sur le fonctionnement basé sur cinq membres permanents. On entend de plus en plus souvent dire que ce schéma ne reflète pas la réalité internationale actuelle. Autre problème de légitimité : on se demande s'il est bon qu'un petit groupe de pays adopte des résolutions importantes qui ne lient pas seulement certains pays, mais la communauté internationale tout entière. Il faut savoir que le Conseil de sécurité dispose en réalité d'un pouvoir illimité. Si tous les membres permanents sont d'accord, le Conseil de sécurité peut pratiquement tout faire. Il a ainsi créé des tribunaux internationaux pour le Rwanda et la Yougoslavie et, à la suite des attentats du 11 septembre, il a, par le biais de la résolution 1373, édicté une législation contre le terrorisme qui constitue un véritable mini-code pénal, un ensemble de règles contraignantes pour la communauté internationale. D'autres résolutions (notamment 1540) traitent de la prolifération des armes de destruction massive. Ces résolutions étaient nécessaires pour pouvoir agir. Si le Conseil de sécurité va trop loin dans cette voie, cela pose quand même problème. Qui représente ce Conseil de sécurité ? Qui rédige cette législation ? Quels concepts sont utilisés ?

Le Conseil de sécurité doit donc exécuter correctement ses missions centrales. Une interprétation large de la notion de *human development* ne pose aucun problème. Si le Conseil de sécurité traite également de problématiques proches telles que les droits de l'homme ou le développement durable, il est essentiel qu'il ne tire pas toute la couverture à lui. Dans ce cas, il doit se considérer comme une partie d'un système plus vaste à l'intérieur duquel règne une collaboration efficace entre les différents organes, en interaction avec les organisations locales. L'UE est, à cet égard, l'exemple le plus frappant, mais il existe d'autres organismes régionaux; je pense par exemple à l'OSCE.

Le Conseil de sécurité doit savoir qu'il doit agir en partenariat avec de nombreux acteurs qui doivent

mogendheden aan boord hebben om nieuwe gevallen van interstatelijke agressie te onderdrukken. Dat was alleen mogelijk met een *quid pro quo*, het vetorecht. In die visie hadden de grootmachten een bijzondere verantwoordelijkheid om nieuwe wereldbranden tegen te gaan. Ruim zestig jaar later kunnen we zeggen dat het een goede zaak is dat de grootmachten niet uitgevlogen zijn, zoals tussen de twee wereldoorlogen met de Volkenbond ongelukkig is gebeurd. Precies daarom gaf het VN-Handvest en geven vandaag de 192 lidstaten aan een clubje van aanvankelijk elf en vandaag vijftien leden, de permanente taak om de vrede en veiligheid te handhaven. Als dat clubje zijn mandaat te ruim gaat invullen, wordt het onvermijdelijk met legitimiteits- en andere problemen geconfronteerd. De heer Vigilante heeft bijvoorbeeld al aangehaald dat vandaag meer en meer kritiek komt op de samenstelling van de Veiligheidsraad en op de werking met vijf permanente leden. Meer en meer hoort men dat dit geen getrouwe weergave is van de huidige internationale realiteiten. Een ander legitimiteitsprobleem betreft de vraag of het wel goed is dat een klein clubje van landen verregaande resoluties goedkeurt die niet alleen bindend zijn voor bepaalde landen, maar voor de hele internationale statengemeenschap. Men moet weten dat de macht van de Veiligheidsraad eigenlijk ongelimiteerd is. Als alle permanente leden akkoord gaan, kan de Veiligheidsraad volgens hoofdstuk VII van het Handvest bijna alles doen. Zo heeft hij al internationale tribunaal opgericht voor Rwanda en Joegoslavië en heeft hij na de aanslagen van 11 september 2001 met resolutie 1373 wetgeving tegen terrorisme uitgevaardigd. Die laatste is een heus mini-Strafwetboek, een geheel van bindende regels voor de internationale gemeenschap. Andere resoluties (met name 1540) handelen over de strijd tegen de proliferatie van massavernietigingswapens. Deze resoluties waren nodig om te kunnen optreden. Maar er is een probleem als die Veiligheidsraad te veel op het wetgevende pad gaat. Wie vertegenwoordigt die Veiligheidsraad? Wie schrijft die wetgeving? Welke concepten komen daarin terecht?

De Veiligheidsraad moet zijn kerntaken goed uitvoeren. Eventueel kan ook het begrip *human development* ruim worden geïnterpreteerd. Als de Veiligheidsraad belendende problematieken, zoals ontwikkeling, mensenrechten, duurzame ontwikkeling, gaat behandelen, dan is het van groot belang dat hij niet het hele laken naar zich toe trekt. In dat geval moet hij zich zelf zien als een onderdeel van een ruimer systeem, met een efficiënte samenwerking tussen de verschillende organen en in interactie met de regionale organisaties. De EU is hier het meest prominente voorbeeld, maar er zijn andere regionale instellingen zoals de OVSE.

De Veiligheidsraad moet weten dat hij een partnerschap moet vormen met vele actoren die efficiënt

pouvoir collaborer de manière efficace, surtout en cas d'extension des missions centrales. L'activité législative du Conseil présente à mon sens certains risques.

Plus de 60 ans après sa signature, la Charte des Nations unies reste un texte inspirant.

L'orateur souligne l'attachement des fondateurs des Nations unies à la justice internationale et au respect du droit international et considère que le Conseil de sécurité doit défendre plus clairement ces valeurs et les placer à l'ordre du jour. Ces principes pourraient être soulignés explicitement dans les communications concernant la participation de la Belgique au Conseil de sécurité.

Le Conseil de sécurité bénéficie d'une position unique pour contribuer au développement des normes de droit international et surtout pour les faire respecter.

Le maintien de la paix et de la sécurité est l'une des missions centrales du Conseil de sécurité. Qu'y a-t-il de plus important pour l'exécution de cette mission que le renforcement des traités en matière de désarmement et de contrôle de l'armement? Il existe des traités internationaux, tels que le Traité de non-prolifération nucléaire, le traité de 1972 sur les armes biologiques et le traité de 1993 sur les armes chimiques. Tous ces traités posent problème. Tout d'abord, certains États n'en font pas partie. Ensuite, bien que des traités comme celui de 1972 sur les armes biologiques interdisent toute sorte d'armes biologiques et bactériologiques, la liste des armes interdites n'est pas adaptée à l'évolution technique et ce traité ne prévoit aucun mécanisme de contrôle des interdictions.

Les armes biologiques et bactériologiques sont plus souvent appelées « armes de destruction massive des pays pauvres » car elles sont bien plus faciles à fabriquer que les armes nucléaires. En matière de désarmement et de contrôle de l'armement en général, le Conseil de sécurité devrait contribuer au renforcement des dispositions des traités internationaux, comme il l'a fait — mais insuffisamment — dans le cas de la résolution sur les armes de destruction massive.

Le Conseil de sécurité lui-même devrait aussi respecter davantage la *rule of law*. L'orateur cite l'exemple des sanctions économiques. Les résolutions de sanctions du Conseil de sécurité peuvent aller très bien. Les régimes de sanctions ont fortement évolué. À l'origine, on imposait aux États des sanctions classiques qui conduisaient à des situations humanitaires navrantes, comme en Irak. L'éventail de sanctions s'est affiné petit à petit. Actuellement, on applique de préférence des sanctions soi-disant « intelligentes ». Les *smart sanctions* visent de préférence

doivent pouvoir collaborer, zeker wanneer de kerntaken worden uitgebreid. Op het vlak van de wetgevende activiteit zie ik vandaag risico's.

Het Handvest van de VN blijft een inspirerende tekst, zelfs meer dan 60 jaar na de ondertekening ervan.

Spreker onderstreept de gehechtheid van de oprichters van de VN aan internationale gerechtigheid en het respect voor het internationaal recht en meent dat de Veiligheidsraad dit duidelijker moeten verdedigen en op de agenda plaatsen in de mededelingen over het Belgische lidmaatschap van de Veiligheidsraad.

De Veiligheidsraad heeft een unieke positie om internationaalrechtelijke normen te helpen ontwikkelen, en vooral om het respect ervoor en de afdwinging ervan te versterken.

Eén van de kerntaken van de Veiligheidsraad bestaat uit de handhaving van vrede en veiligheid. Wat is er nu belangrijker voor de vervulling van die taak dan de versterking van de verdragen inzake ontwapening en wapenbeheersing? Er zijn internationale verdragen zoals het Nucleair Nonproliferatieverdrag, het verdrag van 1972 over de biologische wapens en het verdrag van 1993 over de chemische wapens. Voor al die verdragen zijn er problemen. Een eerste probleem is dat sommige staten er geen partij van zijn. Een tweede probleem is dat, ofschoon verdragen zoals het verdrag over de biologische wapens van 1972 allerlei biologische en bacteriologische wapens verbieden, de lijst van verboden wapens niet aangepast is aan de technische evolutie en er ook geen echt toezichtsmechanisme is om de verbodsbepalingen te controleren.

Biologische en bacteriologische wapens worden wel vaker de massavernietigingswapens van de arme landen genoemd, omdat die wapens veel gemakkelijker kunnen worden aangemaakt dan kernwapens. De Veiligheidsraad zou inzake ontwapening en wapenbeheersing in het algemeen internationale verdragsbepalingen moeten helpen versterken, zoals ze dat gedeeltelijk, maar onvoldoende, heeft gedaan met de resolutie over massavernietigingswapens.

De Veiligheidsraad zou zelf ook meer de *rule of law* moeten respecteren bij de opstelling van sommige resoluties. Spreker verwijst naar de economische sancties. De sanctieresoluties van de Veiligheidsraad kunnen vergaand zijn. Er heeft een hele evolutie plaatsgevonden in de sanctieregimes. Aanvankelijk werden klassieke sancties tegen staten opgelegd die leidden tot schrijnende humanitaire toestanden, zoals bijvoorbeeld in Irak. Het sanctieapparaat werd gaandeweg verfijnd. Vandaag worden bij voorkeur zogenaamde « slimme » sancties toegepast. De *smart sanc-*

l'élite politique d'un régime déterminé: par exemple, on n'accorde plus de visas d'entrée ou on limite les crédits.

C'est une bonne chose en soi. Cependant, ces régimes de sanctions et les comités de sanction posent toute sorte de problèmes de protection juridique. Il y a eu des abus et des erreurs: des personnes se sont retrouvées sur une liste de sanctions, à savoir les listes d'organisations terroristes, mais elles n'en ont rien su avant de constater le gel de leurs avoirs bancaires. Aucun mécanisme ne prévoyait non plus la rectification de ces erreurs. Le problème est donc sérieux. Le Conseil de sécurité doit lui-même respecter la *rule of law*, les principes de l'État de droit. Il faut prévoir, à l'échelon du Conseil de sécurité ou à celui de ses sous-comités, la possibilité de corriger les erreurs et de protéger les personnes privées. Pour l'instant, il est tout à fait impossible pour un particulier d'accéder directement à ces instances. Cet accès peut éventuellement être accordé par l'intermédiaire d'un État ou d'un organe de contrôle. Si nous partons du principe qu'un équilibre doit exister entre les pouvoirs, le Conseil de sécurité ne peut pas être un super-exécutif, mais là aussi un équilibre est nécessaire. N'est-il pas indiqué de créer une juridiction internationale pour contrôler la légalité de certaines décisions? C'est possible, maintenant déjà, en demandant des avis à la Cour internationale de justice, mais la volonté politique fait le plus souvent défaut. Les questions de la *rule of law* et de la responsabilité du Conseil de sécurité sont en tout cas importantes.

Réponses de M. Vigilante

It is not easy to reform a system and an organisation with 193 member states. Reforms are possible but they do take time.

The responsibility to protect has been defined as embodying three responsibilities, the responsibility to prevent, the responsibility to react and the responsibility to rebuild. This enlarges the concept of security to a preventive phase and to a post-event phase. What needs to be changed are the mental and conceptual frameworks that the 15 representatives use when issuing resolutions to a certain crisis or problem.

Take for example Afghanistan. Afghanistan would probably be in a better state if it had been dealt with according to the principle of human security. The fact that the concept of human security is so limited is responsible for the recurring crisis. It is the conceptual framework that needs to change.

M. Vigilante does not advocate for a separate pillar within the UN for human security. The concept of security has to evolve and the states that are called to be in the Security Council should start thinking about what it means to be secure today. Who is it who is

tions zijn bij voorkeur gefocust op de politieke elite van een bepaald regime: er worden bijvoorbeeld geen inreisvisa verstrekt of de tegoeden worden beperkt.

Dat is op zich een goede zaak. Toch stellen er zich bij die sanctieregimes en de sanctiecomités allerlei problemen van rechtsbescherming voor. Er zijn mistoestanden geweest en vergissingen gebeurd waarbij personen op een lijst van sancties terecht zijn gekomen, met name de antiterrorismelijsten, terwijl ze daar niets van afwisten tot ze vaststelden dat hun banktegoeden waren bevroren. Er bestond ook geen mechanisme om die vergissingen recht te zetten. Er is dus een ernstig probleem. De Veiligheidsraad moet zelf de *rule of law*, de beginselen van de rechtstaat, respecteren. Er moeten mogelijkheden zijn om, op het niveau van de Veiligheidsraad of op het niveau van zijn subcomités, vergissingen recht te zetten en particulieren te beschermen. Momenteel is het voor een particulier volstrekt onmogelijk om rechtsreeks toegang tot die instanties te krijgen. Eventueel kan die toegang worden geregeld via een staat of een toetsingsorgaan. Als er een evenwicht tussen de machten moet bestaan, dan mag de Veiligheidsraad geen superexecutieve zijn: ook daar dient een evenwicht te bestaan. Is het niet aangewezen een internationaal rechtscollege te creëren om bepaalde zaken op hun legaliteit te toetsen? Dat kan nu al via adviezen aan het Internationaal Gerechtshof, maar de politieke wil bestaat daarvoor meestal niet. *Rule of law* en *accountability* van de Veiligheidsraad zijn in elk geval belangrijke kwesties.

Antwoorden van de heer Vigilante

It is not easy to reform a system and an organisation with 193 member states. Reforms are possible but they do take time.

The responsibility to protect has been defined as embodying three responsibilities, the responsibility to prevent, the responsibility to react and the responsibility to rebuild. This enlarges the concept of security to a preventive phase and to a post-event phase. What needs to be changed are the mental and conceptual frameworks that the 15 representatives use when issuing resolutions to a certain crisis or problem.

Take for example Afghanistan. Afghanistan would probably be in a better state if it had been dealt with according to the principle of human security. The fact that the concept of human security is so limited is responsible for the recurring crisis. It is the conceptual framework that needs to change.

M. Vigilante does not advocate for a separate pillar within the UN for human security. The concept of security has to evolve and the states that are called to be in the Security Council should start thinking about what it means to be secure today. Who is it who is

threatened today? Is it the state or is it the people? Who are the victims of terrorism? States are not falling because of terrorism but there are a lot of civilian casualties as a result of terrorism.

We have to be clear on who needs to be protected and empowered. Is it the state or is it the people? To date, the Security Council has been concerned with state security primarily and then by *de facto* with internal conflicts but then from a military point of view only.

The instruments of the Security Council can evolve. A resolution of the Security Council does not need to result in a peacekeeping mission, or does not need to arrive at sanctions or an intervention in Chapter 6 or Chapter 7 of the charter. It may be a resolution that recognises the gravity of a certain situation and indicates the needs and the means to address it.

There are precedents. In the year 2000 the Security Council met to discuss the potential social disaster that HIV/AIDS could cause. AIDS/HIV has the power of destabilising and completely destroying social and economic fabrics of many African countries. In this case and similar cases the Security Council should devote more attention to solving the HIV/AIDS problem because this problem will most definitely generate more instability in the future. The Security Council could do the same for water, as well as for global warming, and for the environment within the existing framework without even changing procedures or charters.

Because of the reforms in the United Nations there are new potential avenues which still need to be constructed. The link between the peace building commission and the Security Council is an example. This is in the making. This relationship is unclear. It is important that the Security Council understands the continuum between the crisis to be dealt with and the attention that must be provided to ensure that peace is sustainable, reconstruction occurs and that there is no recurrence of a conflict in the fragile state.

We have a framework concerning the responsibility to protect. This is already a major revolution in the direction of human security. Nobody would have thought, 10 or 15 years ago, that the member states of the United Nations would have allowed this principle to pass but it passed in 2005. With the responsibility to protect a new world has opened.

It is not revolutionary to propose, as part of the human security concept, a wave of demilitarisation. It started in France in 1955. After this there has been a proposal, every 7 to 8 years, to create a demilitarisation fund whereby the permanent members of the Security Council would renounce 10% of their military budget to fund what could be the MDG's today. Establishing these links, and these can be made within the Security Council, is an evolution in the concept of security.

threatened today? Is it the state or is it the people? Who are the victims of terrorism? States are not falling because of terrorism but there are a lot of civilian casualties as a result of terrorism.

We have to be clear on who needs to be protected and empowered. Is it the state or is it the people? To date, the Security Council has been concerned with state security primarily and then by *de facto* with internal conflicts but then from a military point of view only.

The instruments of the Security Council can evolve. A resolution of the Security Council does not need to result in a peacekeeping mission, or does not need to arrive at sanctions or an intervention in Chapter 6 or Chapter 7 of the charter. It may be a resolution that recognises the gravity of a certain situation and indicates the needs and the means to address it.

There are precedents. In the year 2000 the Security Council met to discuss the potential social disaster that HIV/AIDS could cause. AIDS/HIV has the power of destabilising and completely destroying social and economic fabrics of many African countries. In this case and similar cases the Security Council should devote more attention to solving the HIV/AIDS problem because this problem will most definitely generate more instability in the future. The Security Council could do the same for water, as well as for global warming, and for the environment within the existing framework without even changing procedures or charters.

Because of the reforms in the United Nations there are new potential avenues which still need to be constructed. The link between the peace building commission and the Security Council is an example. This is in the making. This relationship is unclear. It is important that the Security Council understands the continuum between the crisis to be dealt with and the attention that must be provided to ensure that peace is sustainable, reconstruction occurs and that there is no recurrence of a conflict in the fragile state.

We have a framework concerning the responsibility to protect. This is already a major revolution in the direction of human security. Nobody would have thought, 10 or 15 years ago, that the member states of the United Nations would have allowed this principle to pass but it passed in 2005. With the responsibility to protect a new world has opened.

It is not revolutionary to propose, as part of the human security concept, a wave of demilitarisation. It started in France in 1955. After this there has been a proposal, every 7 to 8 years, to create a demilitarisation fund whereby the permanent members of the Security Council would renounce 10% of their military budget to fund what could be the MDG's today. Establishing these links, and these can be made within the Security Council, is an evolution in the concept of security.

If members of the Security Council recognise that decreasing military power and military budgets can contribute to maintenance of security then we have changed the concept. This means less military and more development can procure more security. This is a very simple equation.

One other thing that can be used to support a new approach to security is to push forward the definition of terrorism. The Higher Level Panel managed to arrive at a common definition of terrorism. This was incredible as the composition of the Higher Level Panel on Change, Challenges and Threats was extremely diversified with the Secretary General of the Arab League in it and with people from all kinds of origins. Nonetheless they agreed upon a definition of terrorism which was not endorsed in the Summit of 2005. One of the tasks of the Security Council is also to revamp the debate on terrorism. We cannot fight terrorism if we cannot define it. There are issues that go beyond the firemen work of extinguishing conflicts and preventing further escalation with peacekeeping operations. This is very important work but it is also very humiliating to reduce the Security Council to this fireman work rather than to advance collective security in the direction of human security.

We can only advance through confrontation of ideas and through imagination. The Security Council has so many committees that are country based, in Lebanon, in Somalia and in Palestine.

Why not create a conflict prevention committee of the Security Council or an early-warning committee? This committee could look at the early stages of a potential crisis that is in development and start to intervene at that stage, not militarily, and not with peacekeeping operations but with other forms of interventions.

ECOSOC does not really represent civil society. It is still a representation of the State. The voice of civil society is not reflected in the bodies of the United Nations. The moment has come that we also listen to civil society, and not only to government representatives. We should at least give civil society the power to influence the agenda.

2.4. Audition du 28 novembre 2006 avec Mme Bénédicte Frankinet, Directeur du service des Nations unies au SPF Affaires étrangères et M. R. Brieven

2.4.1. Exposé de Mme Frankinet et de M. Brieven

La Belgique a une volonté très ferme d'être impliquée de façon approfondie à l'ensemble des travaux du Conseil de sécurité en connaissance de

If members of the Security Council recognise that decreasing military power and military budgets can contribute to maintenance of security then we have changed the concept. This means less military and more development can procure more security. This is a very simple equation.

One other thing that can be used to support a new approach to security is to push forward the definition of terrorism. The Higher Level Panel managed to arrive at a common definition of terrorism. This was incredible as the composition of the Higher Level Panel on Change, Challenges and Threats was extremely diversified with the Secretary General of the Arab League in it and with people from all kinds of origins. Nonetheless they agreed upon a definition of terrorism which was not endorsed in the Summit of 2005. One of the tasks of the Security Council is also to revamp the debate on terrorism. We cannot fight terrorism if we cannot define it. There are issues that go beyond the firemen work of extinguishing conflicts and preventing further escalation with peacekeeping operations. This is very important work but it is also very humiliating to reduce the Security Council to this fireman work rather than to advance collective security in the direction of human security.

We can only advance through confrontation of ideas and through imagination. The Security Council has so many committees that are country based, in Lebanon, in Somalia and in Palestine.

Why not create a conflict prevention committee of the Security Council or an early-warning committee? This committee could look at the early stages of a potential crisis that is in development and start to intervene at that stage, not militarily, and not with peacekeeping operations but with other forms of interventions.

ECOSOC does not really represent civil society. It is still a representation of the State. The voice of civil society is not reflected in the bodies of the United Nations. The moment has come that we also listen to civil society, and not only to government representatives. We should at least give civil society the power to influence the agenda.

2.4. Hoorzitting van 28 november 2006 met mevrouw Bénédicte Frankinet, directeur, dienst Verenigde Naties, FOD Buitenlandse Zaken

2.4.1. Uiteenzetting van mevrouw Frankinet en de heer Brieven

België is vast van plan om sterk betrokken te worden bij alle werkzaamheden van de Veiligheidsraad en dit met kennis van zaken. Dit veronderstelt de

cause. Cela demande la contribution du Parlement. Il faut avoir des ambitions tout en sachant ce qui est possible.

Le «*joint ownership*» entre le ministre et notre représentation permanente auprès de l'ONU signifie que le ministre donne ses instructions à notre représentant permanent à New York qui dispose d'une certaine marge de manœuvre pour faire passer ces instructions au Conseil de sécurité. Il convient de pouvoir se prononcer très rapidement étant donné le caractère urgent de certains dossiers.

La Belgique a élaboré sa façon de travailler au Conseil de sécurité, depuis la méthode utilisée dans le dossier relatif au Congo, qu'il connaît à fond et sur lequel il est régulièrement consulté.

Le Conseil de sécurité travaille de manière méthodique et prévisible. Cela permet de se préparer avec sérieux et de collaborer avec des interlocuteurs qui ont une connaissance approfondie des dossiers.

Dans la perspective de la participation belge au Conseil de sécurité, notre représentation permanente auprès de l'ONU a été renforcée ainsi que le service des Nations unies au SPF Affaires étrangères. Un coordinateur pour les dossiers relatifs au Conseil de sécurité a été nommé au sein de ce service.

Ces dernières années, la charge de travail du Conseil de sécurité a fortement augmenté puisque elle ne comprend pas uniquement le suivi journalier des crises internationales mais aussi le travail dans les comités de sanctions et les autres groupes de travail qui relèvent de sa compétence.

De plus, le Conseil de sécurité a ajouté une autre dimension à ses missions qui n'était pas présente lors de notre dernier passage au Conseil à savoir, l'adoption de résolutions thématiques comme par exemple la résolution 1325 sur les femmes et les conflits. Le Conseil de sécurité fait le bilan d'une série d'actions entreprises dans un certain nombre de dossiers géographiques pour étendre de façon horizontale les constats qu'il a pu faire à cette occasion et recommander une approche quasi normative du traitement de ces questions dans la gestion des conflits.

Le Conseil s'est également doté d'un pouvoir normatif quasi législatif dans les dossiers de non-prolifération et de terrorisme.

M. Brieven, coordinateur au SPF Affaires étrangères pour la présence belge au Conseil de sécurité, ajoute que le Conseil de sécurité remplit *grosso modo* cinq missions :

medewerking van het Parlement. Men hoort ambitieus te zijn en toch realistisch te blijven.

De «*joint ownership*» van onze minister samen met de permanente vertegenwoordiging bij de VN betekent dat de minister instructies geeft aan onze permanente vertegenwoordiger in New York, die over een zekere speelruimte beschikt om deze instructies door te geven aan de Veiligheidsraad. Men moet zich echter zeer snel kunnen uitspreken, aangezien een aantal dossiers erg spoedeisend zijn.

België heeft zijn manier van werken in de Veiligheidsraad vorm gegeven op basis van de methode die gebruikt is in het Congo-dossier, dat wij grondig kennen en waarover wij regelmatig geraadpleegd worden.

De Veiligheidsraad werkt op een systematische, voorspelbare manier. Dit maakt het mogelijk zich ernstig voor te bereiden en samen te werken met gesprekspartners die over een grondige dossierkennis beschikken.

Met het oog op de Belgische deelname in de Veiligheidsraad zijn zowel onze permanente vertegenwoordiging bij de VN als de dienst Verenigde Naties bij de FOD Buitenlandse Zaken versterkt. Er is binnen die laatste dienst een coördinator benoemd voor de dossiers die betrekking hebben op de Veiligheidsraad.

Tijdens de voorbije jaren is de werklast van de Veiligheidsraad erg toegenomen aangezien het niet louter gaat om het dagelijkse volgen van internationale crisissen, maar ook van de werkzaamheden van de sanctiecomités en van de andere werkgroepen die onder zijn bevoegdheid vallen.

De Veiligheidsraad heeft bovendien een bijkomende dimensie aan zijn taken toegevoegd, waarvan nog geen sprake was de vorige keer dat we in de Raad zaten, namelijk het aannemen van thematische resoluties zoals resolutie nr. 1325 over vrouwen en conflicten. De Veiligheidsraad heeft de balans opgemaakt van een aantal acties die zijn ondernomen in bepaalde geografische dossiers, om de vaststellingen die hij toen had gedaan horizontaal uit te breiden en een nagenoeg normatieve aanpak aan te bevelen van de behandeling van deze kwesties binnen de conflict-beheersing.

De Raad heeft zichzelf tevens een normatieve, nagenoeg wetgevende macht verleend op het vlak van de non-proliferaat en het terrorisme.

De heer Brieven, coördinator op de FOD Buitenlandse Zaken voor de Belgische aanwezigheid in de Veiligheidsraad, voegt er aan toe dat de Veiligheidsraad *grosso modo* vijf taken vervult :

1. mandater les opérations de maintien de la paix;
2. autoriser des opérations, telles que celle de l'OTAN en Afghanistan, par exemple;
3. effectuer un travail quasi législatif en matière de lutte contre le terrorisme et de non-prolifération;
4. effectuer un travail réglementaire et juridictionnel en décrétant des sanctions;
5. assurer le suivi des discussions politiques quotidiennes sur l'actualité.

Environ 80 000 militaires sont mandatés par le Conseil de sécurité pour le maintien de la paix internationale, ce qui représente beaucoup plus d'hommes que les troupes de l'OTAN; seule l'armée américaine compte davantage de soldats.

2.4.2. *Échange de vues*

M. Mahoux souhaite avoir des explications sur l'agenda prévisionnel du Conseil de sécurité. Qui détermine les thèmes qui seront abordés? La responsabilité d'établir les rapports et de préparer les textes qui feront l'objet de discussion, incombe-t-elle au Secrétaire général?

Mme Frankinet répond que l'ordre du jour du Conseil de Sécurité est publié tous les mois par la présidence.

Les grands thèmes repris sur l'agenda sont entre autres les enfants dans les conflits armés et le SIDA. Ce sont des grands points transversaux liés à un pays. Les thèmes sont choisis par les membres non permanents du Conseil de sécurité qui président. Les débats aboutissent à l'adoption d'une déclaration présidentielle ou à une résolution. Cette résolution demande au Secrétaire général un rapport d'évaluation sur la mise en œuvre des recommandations de la résolution dans un certain délai. Le conseil de sécurité enregistre les commentaires faits par le Secrétaire général et le cas échéant apporte les ajustements nécessaires à cette résolution soit par une nouvelle résolution, soit par une déclaration présidentielle. Le Conseil de sécurité est le parangon de l'organe interne gouvernemental et donc l'apport du secrétariat général aux textes abordés par le Conseil de Sécurité est zéro. Le Secrétaire général fournit uniquement les rapports qui sont examinés par le Conseil de Sécurité.

M. Mahoux demande quel peut être la contribution de la Belgique en termes d'apport de dossiers à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Quel est l'ensemble des thèmes qui risquent de se retrouver à l'agenda du Conseil de sécurité étant donné les grands sujets précédents, n'ayant pas encore abouti à une initiative d'un des pays membres?

1. mandateren van vredeshandhavende operaties;
2. toelaten van operaties, zoals bijvoorbeeld de NAVO operatie in Afghanistan;
3. quasi wetgevend werk inzake de strijd tegen terrorisme en non-proliferatie;
4. reglementair en juridictioneel werk door het uitvaardigen van sancties;
5. volgen van de dagelijkse politieke discussies over de actualiteit.

Voor de internationale vredeshandhaving zijn er zo'n 80 000 troepen gemandateerd door de Veiligheidsraad, wat veel meer is dan de NAVO-troepen; enkel het Amerikaans leger heeft meer soldaten.

2.4.2. *Gedachtewisseling*

De heer Mahoux wenst uitleg over de agenda van de Veiligheidsraad. Wie bepaalt welke thema's aan bod komen? Is de Secretaris-generaal verantwoordelijk voor het opstellen van verslagen en het voorbereiden van teksten voor de besprekingen?

De heer Frankinet antwoordt dat de agenda van de Veiligheidsraad iedere maand door het voorzitterschap wordt bekendgemaakt.

De grote thema's die op de agenda staan, zijn onder andere de kinderen in gewapende conflicten en aids. Het zijn grote horizontale thema's die aan een land verbonden zijn. De thema's worden gekozen door de niet-permanente leden van de Veiligheidsraad die het voorzitterschap waarnemen. De besprekingen monden uit in het aannemen van een voorzittersverklaring of een resolutie. Deze resolutie vraagt aan de Secretaris-generaal een evaluatieverslag over de uitvoering van de aanbevelingen van de resolutie binnen een bepaalde termijn. De Veiligheidsraad neemt akte van de opmerkingen van de Secretaris-generaal en brengt eventueel de nodige aanpassingen aan de resolutie aan, hetzij door middel van een nieuwe resolutie, hetzij via een voorzittersverklaring. De Veiligheidsraad is de spreekbuis van het interne regeringsorgaan en bijgevolg is de inbreng van het Secretariaat-generaal in de teksten die de Veiligheidsraad behandelt nihil. De Secretaris-generaal zorgt alleen voor de verslagen die door de Veiligheidsraad worden onderzocht.

De heer Mahoux vraagt welke dossiers België op de agenda van de Veiligheidsraad kan laten plaatsen. Welke thema's zullen waarschijnlijk op de agenda van de Veiligheidsraad terechtkomen, gelet op de belangrijke voormelde thema's, waarvoor een van de lidstaten nog geen initiatief genomen heeft?

M. Brieven énumère les thèmes horizontaux à l'ordre du jour du Conseil de sécurité :

1. « Les femmes, la paix et la sécurité » (résolution 1325)

Le Conseil de sécurité organise chaque année, depuis 2000, un débat public sur le thème « Les femmes, la paix et la sécurité », suivi d'une déclaration présidentielle visant à renforcer les engagements contractés dans la résolution 1325. Cette résolution, qui concerne la situation des femmes dans les conflits armés, fixe un agenda de travail complet sur ce thème, à partir des priorités suivantes :

— la nécessité d'une participation à part entière et égale des femmes aux processus de paix et aux activités de construction de la paix;

— l'importance d'une formation du personnel aux questions de parité dans les opérations de maintien de la paix.

Concrètement, la résolution lance un appel en faveur :

— de la participation des femmes aux processus de paix;

— de la formation aux questions de parité dans les opérations de paix;

— de la protection et du respect des droits des femmes et des petites filles;

— du « *gender mainstreaming* » dans les comptes rendus et dans les systèmes de mise en œuvre des Nations unies en ce qui concerne les conflits, la paix et la sécurité.

2. La protection des civils dans les conflits armés

Le Conseil de sécurité a adopté, le 17 septembre 1999, une première résolution sur la protection des civils dans les conflits armés. Depuis lors, un débat public sur ce thème est organisé deux fois par an (juin et décembre), en présence du sous-Secrétaire général aux Affaires humanitaires. Historiquement, c'est l'approbation de la résolution 1674 du 28 avril 2006 qui intégra pour la première fois dans une résolution du Conseil de sécurité le concept de « responsabilité de protéger ». Ce concept avait été adopté précédemment dans le document final du « Sommet du millénaire + V » en septembre 2005.

De heer Brieven somt de lijst op van de horizontale thema's op de agenda van de Veiligheidsraad :

1. « Vrouwen, vrede en veiligheid » (resolutie 1325)

De Veiligheidsraad houdt sinds 2000 jaarlijks een open debat over de problematiek van « Vrouwen, Vrede en Veiligheid » met aansluitend een voorzittersverklaring om de in resolutie 1325 aangegeven verbindenissen kracht bij te zetten. Deze resolutie richtte zich op de situatie van vrouwen in gewapende conflicten en stelt een alomvattende werkagenda over dit thema op met als centrale punten :

— de nood aan volledige en gelijke deelname van vrouwen in vredesprocessen en vredesopbouwende activiteiten;

— belang van een « *gender sensitive* » vorming van personeel in vredesondersteunende operaties.

Concreet roept de resolutie op tot :

— deelname van vrouwen in vredesprocessen;

— « *gender training* » in vredesoperaties;

— bescherming en respect voor de rechten van vrouwen en meisjes;

— « *gender mainstreaming* » in de verslaggeving en de implementatiesystemen van de VN met betrekking tot conflict, vrede en veiligheid.

2. De bescherming van burgers in gewapende conflicten

De Veiligheidsraad nam op 17 september 1999 een eerste resolutie over de bescherming van burgers in gewapende conflicten aan. Sindsdien vindt twee maal per jaar (juni en december) een open debat over dit thema plaats in aanwezigheid van de Under Secretary General voor humanitaire zaken. Historisch was de goedkeuring van resolutie 1674 van 28 april 2006 die het concept de « *responsibility to protect* » voor het eerst integreerde in een Veiligheidsraadresolutie. Dit concept was eerder goedgekeurd in het slotdocument van de zogenaamde Millennium + V topbijeenkomst in september 2005.

3. La problématique des enfants dans les conflits armés

Depuis 1999, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté six résolutions sur la problématique des enfants dans les conflits armés. Dans la première de ces résolutions, la 1261 (du 25 août 1999), il a mis ce thème à son agenda, avec une série de recommandations concernant :

- la protection des enfants (et, en particulier, des petites filles) contre l'exploitation sexuelle dans les conflits armés;

- le problème des armes légères dans les conflits de longue durée;

- l'attention aux enfants lors des opérations de désarmement et de démobilisation, dans les programmes de réinsertion et dans les processus de paix.

Ces recommandations ont été affinées et complétées dans plusieurs autres résolutions du Conseil de sécurité (n° 1314 du 11 août 2000, n° 1379 du 20 novembre 2001, n° 1460 du 30 janvier 2003 et n° 1539 du 22 avril 2004), qui s'intéressent en particulier à la protection des réfugiés et des personnes déplacées internes (PDI), ainsi qu'au commerce illégal des richesses naturelles. La résolution 1379 recommandait au Secrétaire général de publier, en annexe à son rapport au Conseil de sécurité, une liste *naming and shaming* (nommer et dénoncer) des groupes qui ont recours aux enfants soldats. La résolution 1539 déplorait l'absence d'avancée dans la lutte contre le phénomène des enfants soldats et demandait en outre l'instauration d'un mécanisme de surveillance et de documentation global et systématique.

Dans la résolution 1612 (approuvée à l'unanimité le 26 juillet 2005), les groupes mentionnés dans la liste «*naming and shaming*» comme ayant recours à des enfants soldats sont invités à établir sans délai des plans d'action concrets prévoyant des délais en vue de mettre un terme à ces violations. Toutes les opérations de maintien de la paix des Nations unies et les équipes des pays des Nations unies ont été immédiatement chargées d'aider ces groupes à élaborer les plans d'action. À cet effet, un système de surveillance et de documentation a été mis en place avec la collaboration d'experts de l'UNICEF, du Département des opérations de maintien de la paix (DOMP), du Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, du Bureau de coordination des affaires humanitaires (BCAH), du PNUD et de plusieurs ONG importantes. La surveillance concerne six catégories spécifiques de violence grave à l'égard des enfants dans des situations de conflit : les meurtres ou les mutilations d'enfants, le recrutement ou l'utilisation d'enfants soldats, les attaques contre les écoles et les hôpitaux, les viols et les autres violences sexuelles à l'encontre des enfants, le déni de l'accès à l'aide humanitaire pour les enfants et les rapt d'enfants.

3. Problematiek van kinderen en gewapende conflicten

Sinds 1999 keurde de VN Veiligheidsraad 6 resoluties goed over de problematiek van kinderen en gewapende conflicten. In de eerste resolutie 1261 (dd. 25 augustus 1999) zette de Veiligheidsraad de problematiek op haar agenda met een aantal aanbevelingen betreffende :

- de bescherming van kinderen (in het bijzonder meisjes) tegen seksuele uitbuiting in gewapende conflicten;

- problematiek van kleine wapens bij aanslepende conflicten;

- aandacht voor kinderen bij ontwapening, demobilisatie en reïntegratieprogramma's en vredesprocessen

Deze aanbevelingen werden in de opeenvolgende Veiligheidsraadsresoluties (nr. 1314 dd. 11 augustus 2000, nr. 1379 dd. 20 november 2001, nr. 1460 dd. 30 januari 2003 en nr. 1539 dd. 22 april 2004) verfijnd en uitgebreid met aandacht voor bescherming van vluchtelingen, inheems verplaatste personen (IDP's), illegale handel in natuurlijke rijkdommen. Resolutie 1379 gaf de Secretaris-generaal de aanbeveling om een zogenaamde «*naming and shaming*» lijst van groepen, die kindsoldaten inzetten, te publiceren als bijlage bij het rapport van de Secretaris-generaal aan de Veiligheidsraad. Resolutie 1539 betreurde niet enkel het gebrek aan vooruitgang in het bannen van kindsoldaten, het vroeg de invoering van een omvattende en systematische monitoring en rapportering.

In resolutie 1612 (unaniem goedgekeurd op 26 juli 2005) worden de in de «*naming and shaming*» lijst vermelde groepen die kindsoldaten inzetten, aangezet tot het zonder verwijl opstellen van concrete actieplannen met deadlines, die een einde maken aan deze schendingen. Alle VN vredesbewarende operaties en VN landen teams werden onmiddellijk opgedragen deze groepen bij te staan in het uitwerken van de actieplannen. Hiertoe werden een «*monitoring and reporting mechanism*» opgezet, met experts van UNICEF, Department for Peacekeeping Operations (DPKO), VN-Commissariaat voor de Vluchtelingen, OCHA, UNDP en een aantal belangrijke NGO's. Monitoring heeft betrekking op zes specifieke categorieën van ernstig geweld tegen kinderen : in conflictsituaties : moord of verminking van kinderen, het inlijven of inzetten van kindsoldaten, aanvallen tegen scholen of hospitalen, verkrachtingen en andere vormen van seksueel geweld tegen kinderen, weigeren van humanitaire bijstand aan kinderen en ontvoeringen.

4. Sida et maintien de la paix

La résolution 1308 du 17 juillet 2000 attire l'attention sur la problématique du sida dans le cadre des opérations de paix des Nations unies et plaide pour la formation et la prévention en la matière. Depuis lors, on y accorde une attention particulière lors de l'élaboration des nouveaux mandats de maintien de la paix.

Pour un aperçu complet de tous les thèmes abordés au sein du Conseil de sécurité, M. Brieven renvoie au site Internet suivant: http://www.un.org/Depts/dpko/dpko/ctte/s_counc.htm

M. Brotcorne se demande si le Conseil de sécurité assume vraiment un rôle normatif. Est-ce qu'il se saisit vraiment des grands dossiers thématiques au détriment de l'Assemblée générale de l'ONU? La Belgique estime-t-elle que ce rôle revient au Conseil de sécurité ou dévolue plutôt à l'Assemblée générale?

M. Galand souhaite connaître la date de la présidence belge au Conseil de sécurité. Peut-on profiter de la présence au Conseil de sécurité pour renforcer la cohérence entre les pays membres de l'Union européenne? Cette dernière pourrait se repositionner sur un sujet précis comme par exemple le Moyen Orient.

Mme Frankinet déclare que la Belgique présidera le Conseil de sécurité en juin 2007.

Il y a un tiraillement entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. Certains pays estiment que le Conseil de sécurité empiète par ses résolutions thématiques sur les compétences de l'Assemblée générale.

Les membres non permanents souhaitent laisser une trace de leur présidence par le biais d'une résolution thématique.

En ce que concerne le rôle quasi législatif qu'exerce le Conseil de sécurité en matière de lutte contre le terrorisme et la non prolifération, est-il vraiment efficace s'il n'est pas appuyés par des conventions à cet égard solidement négociés entre les 192 membres de l'ONU?

La Belgique a l'intention de traiter de l'exploitation illicite des ressources naturelles sous l'angle du Conseil de Sécurité. Il faut un lien très direct avec la gestion des conflits et les activités du Conseil de Sécurité. On pourrait faire le bilan après autant d'opérations de maintien de la paix, de la gestion des conflits qui ont un aspect lié à l'exploitation illicite de ressources naturelles. Ce thème ne figure toutefois pas encore à l'ordre du jour du Conseil de Sécurité.

L'oratrice transmettra le souci concernant le Moyen Orient au ministre des Affaires étrangères. Ce dernier

4. HIV/Aids en peacekeeping

Resolutie 1308 van 17 juli 2000 vestigde de aandacht op de hiv/aids-problematiek in het kader van VN vredesoperaties en pleit voor vorming terzake en ook preventie. Sindsdien wordt hieraan extra aandacht besteed bij het uitwerken van nieuwe peacekeepingmandaten.

Voor een volledig overzicht van alle thema's die ooit in de Veiligheidsraad aan bod kwamen, verwijst de heer Brieven naar de volgende website: http://www.un.org/Depts/dpko/dpko/ctte/s_counc.htm

De heer Brotcorne vraagt zich af of de Veiligheidsraad wel een normatieve rol speelt. Eigent hij zich werkelijk de grote themadossiers toe ten koste van de Algemene Vergadering van de VN? Is België van oordeel dat deze rol is weggelegd voor de Veiligheidsraad of veeleer voor de Algemene Vergadering?

De heer Galand vraagt wanneer ons land het voorzitterschap van de Veiligheidsraad overneemt. Kan men van de aanwezigheid in de Veiligheidsraad gebruik maken om de samenhang tussen de EU-lidstaten te versterken? Zij zouden een bepaald standpunt kunnen innemen over bijvoorbeeld het Midden-Oosten.

Mevrouw Frankinet deelt mee dat België in juni 2007 de Veiligheidsraad zal voorzitten.

Er bestaan wrijvingen tussen de Algemene Vergadering en de Veiligheidsraad. Volgens bepaalde landen holt de Veiligheidsraad via zijn thematische resoluties de bevoegdheden van de Algemene Vergadering uit.

De niet-permanente leden wensen via een thematische resolutie sporen van hun voorzitterschap achter te laten.

Speelt de Veiligheidsraad werkelijk een efficiënte rol in de strijd tegen terrorisme en non-prolifерatie als hij niet kan steunen op grondig onderhandelde akkoorden tussen de 192 leden van de VN?

België is van plan de illegale exploitatie van natuurlijke rijkdommen in de Veiligheidsraad te laten behandelen. Er moet een rechtstreeks verband bestaan met de conflictbeheersing en de activiteiten van de Veiligheidsraad. De balans zou kunnen worden opgemaakt na een bepaald aantal vredesmissies of missies voor crisisbeheersing die verband houden met de illegale exploitatie van natuurlijke rijkdommen. Dit thema staat echter nog niet op de agenda van de Veiligheidsraad.

Spreekster zal de bezorgdheid over het Midden-Oosten doorgeven aan de minister van Buitenlandse

a certainement le souci de relancer une dynamique européenne au sein du Conseil de sécurité. Il convient de faire preuve d'un certain tact vis-à-vis des deux membres permanents, membres de l'UE, qui voient avec difficulté la dimension européenne comme primant sur leur statut de membre permanent du Conseil de sécurité.

M. Brievens fait remarquer que certains thèmes sont institutionnalisés au sein du Conseil de sécurité comme le thème du SIDA. Cela signifie qu'on sait quand le prochain rapport va parvenir et quand le Conseil de sécurité va en débattre. Cela donne une marge de manœuvre très étroite pour en débattre par rapport à un nouveau thème apporté lors d'une présidence.

La présidence du Conseil de sécurité n'a rien à voir avec celle de l'UE. C'est plutôt un « *chairmanship* » dans le sens qu'on doit se limiter à présider les débats sans qu'on puisse lancer un nouveau programme. On peut uniquement organiser un débat thématique avec l'aval des membres permanents.

M. Lionel Vandenberghe aimerait savoir pourquoi le thème de l'exploitation illégale des ressources naturelles ne figure pas encore à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. La problématique des mines devra, elle aussi, être abordée durant la participation belge au Conseil de sécurité.

M. Brievens répond que cette question est abordée dans le cadre du maintien de la paix dans plusieurs pays d'Afrique, mais qu'elle ne constitue pas un point distinct de l'ordre du jour.

M. Mahoux estime que le thème des bombes à fragmentation est un sujet très important dans la mesure où la Belgique, lors de son passage au Conseil de sécurité, pourrait se trouver à l'initiative d'une convention internationale à cet égard. La Belgique possède une expertise à ce sujet et le ministre devrait prendre une initiative à cet égard.

M. Galand fait observer, qu'étant donné la nature dangereuse du travail de déminage comme par exemple au Liban, il convient de faire une démarche pour lancer une convention internationale.

L'orateur souhaiterait que le gouvernement belge associerait de nouveau les ONG ainsi que la société civile à ses démarches qui s'inscrivent dans son approche multilatéraliste des problèmes internationaux.

M. Dubié estime que les dossiers des mines et celui du Moyen Orient méritent d'être suivis avec la plus grande attention par notre pays lorsqu'ils seront traités par le Conseil de sécurité dans les deux ans à venir.

Zaken. De minister wenst zeker de Europese dynamiek binnen de Veiligheidsraad nieuw leven in te blazen. Er moet tactvol worden omgegaan met de twee EU-lidstaten die permanente leden zijn en die moeilijk kunnen aanvaarden dat de Europese dimensie voorrang krijgt op hun eigen statuut van permanent lid van de Veiligheidsraad.

De heer Brievens wijst erop dat sommige thema's, zoals aids binnen de Veiligheidsraad geïnstitutionaliseerd zijn. Dat betekent dat men weet wanneer het volgende verslag zal worden uitgebracht en wanneer de Veiligheidsraad erover zal debatteren. Er is dus weinig ruimte voor debatten over een nieuw thema tijdens een voorzitterschap.

Het voorzitterschap van de Veiligheidsraad lijkt geenszins op het EU-voorzitterschap. Het is veeleer een « *chairmanship* »: men moet de debatten voorzitten zonder nieuwe programma's te kunnen lanceren. Een thematisch debat kan er enkel komen met de steun van de permanente leden.

De heer Lionel Vandenberghe vraagt waarom het thema van de illegale exploitatie van natuurlijke rijkdommen nog niet op de agenda van de Veiligheidsraad staat. Ook de problematiek van de mijnen zal aan bod moeten komen in de loop van onze aanwezigheid in de Veiligheidsraad.

De heer Brievens antwoordt dat deze problematiek aan bod komt in het kader van vredeshandhaving binnen verscheidene landen in Afrika maar als dusdanig niet als een afzonderlijk punt op de dagorde staat.

Volgens de heer Mahoux zijn de clusterbommen een belangrijk thema, aangezien België het initiatief zou kunnen nemen voor een internationaal verdrag ter zake. België is terzake erg deskundig en de minister zou hiertoe een initiatief moeten nemen.

De heer Galand wijst erop dat ontmijningswerk zoals bijvoorbeeld in Libanon, erg gevaarlijk is en dat daarover een internationaal verdrag tot stand zou moeten komen.

Spreker zou willen dat de regering de NGO's en het middenveld opnieuw betreft bij haar acties die passen in haar multilaterale aanpak van internationale problemen.

De heer Dubié meent dat de dossiers over de mijnen en over het Midden-Oosten de grootste aandacht verdienen van ons land wanneer ze de komende twee jaar door de Veiligheidsraad zullen worden behandeld.

Mme Frankinet répond que le travail sur le désarmement se fait dans la première Commission de l'Assemblée générale des Nations unies. La négociation d'une convention dans ce domaine se fait dans ce cadre.

En ce qui concerne la participation de la société civile, le ministre va rencontrer le forum des ONG le 13 décembre prochain et la présence belge au Conseil de sécurité figure à l'ordre du jour. Les ONG et la société civile sont fréquemment consultées par le SPF Affaires étrangères dans la préparation des dossiers thématiques.

Selon M. Brieven, il existe une formule « Aria » de consultation directe des ONG au Conseil de sécurité même, mais cela demeure assez restreint.

Le thème des bombes à fragmentation est déjà traité au Conseil de sécurité. Lorsqu'une convention est négociée, on reproche au Conseil de sécurité un manque d'universalité dans la mesure où les conventions en question ne sont négociées que par une partie restreinte de la communauté internationale.

M. Brotcorne se demande si la Belgique, lors de sa présence au Conseil de sécurité, puisse envisager l'envoi d'une force de la paix entre le territoire israélien et le territoire palestinien.

Dans le même contexte, le secrétaire général a milité pour un fonds d'indemnisation en faveur des Palestiniens. Est-ce que notre pays compte mettre en avant ce point au Conseil de sécurité ?

Mme Frankinet répond qu'une résolution a été adoptée à l'Assemblée générale au sujet d'un cadastre relatif aux empiétements sur les propriétés qui peut être rempli par les personnes qui s'estiment lésées par la construction du mur.

M. Brotcorne demande si notre pays a l'intention d'aborder la question de l'érection du mur par Israël qui a fait l'objet d'une condamnation judiciaire internationale.

Mme Frankinet répond qu'on est loin d'un consensus sur le Moyen Orient concernant le déploiement d'une force d'intervention à moins qu'on aboutisse à un accord bilatéral entre Israël et Palestine.

M. Brieven explique que la problématique du Moyen-Orient ne peut pas être résolue au Conseil de sécurité, en raison du veto d'un des membres permanents.

La position des États-Unis est si puissante actuellement qu'aucune évolution n'est possible et qu'un consensus est en tout cas exclu pour l'instant. Au sein

Mevrouw Frankinet antwoordt dat het werk over ontwapening in de eerste Commissie van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties plaatsvindt. Het is daar dat onderhandeld wordt over een verdrag over die materie.

Wat de inspraak van het maatschappelijk middenveld betreft, zal de minister het NGO-forum op 13 december 2006 ontmoeten. Op de agenda staat de Belgische aanwezigheid in de Veiligheidsraad. De FOD Buitenlandse Zaken consulteert de NGO's en het maatschappelijk middenveld vaak bij het voorbereiden van themadossiers.

Volgens de heer Brieven bestaat er een « Aria »-formule voor rechtstreekse consultatie van de NGO's door de Veiligheidsraad zelf maar wordt er slechts in beperkte mate gebruik van gemaakt.

Het thema van de clusterbommen wordt reeds behandeld in de Veiligheidsraad. Bij het onderhandelen van een conventie verwijst men aan de Veiligheidsraad een gebrek aan universaliteit aangezien een dergelijke conventie slechts door een beperkt deel van de internationale gemeenschap werd onderhandeld.

De heer Brotcorne vraagt zich af of België, terwijl het in de Veiligheidsraad aanwezig is, kan overwegen een vredesmacht uit te zenden tussen het Israëlische grondgebied en het Palestijnse grondgebied.

In dezelfde context is de Secretaris-generaal opgekomen voor een fonds voor de schadeloosstelling van de Palestijnen. Denkt ons land dat punt in de Veiligheidsraad te verdedigen ?

Mevrouw Frankinet antwoordt dat in de Algemene Vergadering een resolutie is aangenomen over een kadaster van de gevallen van binnendringing van eigendommen, dat kan worden ingevuld door personen die zich geschaad achten door de bouw van de muur.

De heer Brotcorne vraagt of ons land de bedoeling heeft het probleem aan te kaarten van de bouw van de muur door Israël, waarvoor een internationale gerechtelijke veroordeling is uitgesproken.

Mevrouw Frankinet antwoordt dat er nog lang geen consensus bestaat over het Midden-Oosten inzake de ontplooiing van een interventiemacht, tenzij het tot een bilateraal akkoord tussen Israël en Palestina komt.

De heer Brieven legt uit dat binnen de Veiligheidsraad de problematiek van het Midden-Oosten niet kan opgelost worden omwille van het veto van één van de permanente leden.

De positie van de Verenigde Staten is op dit ogenblik zo sterk dat er geen evolutie mogelijk is en een consensus is in ieder geval nu uitgesloten. Binnen

du Quartet (Nations unies, Russie, USA et UE), la Russie vote pour, certains pays de l'UE s'abstiennent et les États-Unis votent contre. La Belgique fera tout ce qui est en son pouvoir pour que l'UE puisse parler d'une seule voix, mais ce défi s'annonce très difficile.

III. DISCUSSION DE LA PROPOSITION DE RÉSOLUTION

A. Considérants

Considérant *Cbis* (nouveau)

Amendement n° 42

M. Brotcorne dépose l'amendement n° 42 (doc. Sénat, n° 2-1969/2) qui tend à insérer un nouveau considérant *Cbis* afin de mettre en évidence la pertinence des chapitres VI et VIII de la Charte des Nations unies.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Considérant *Dbis* (nouveau)

Amendement n° 41

M. Brotcorne dépose l'amendement n° 41 (doc. Sénat, n° 2-1969/2) qui tend à insérer un nouveau considérant *Dbis* afin d'accentuer l'importance pour le Conseil de Sécurité du concept « responsabilité de protéger ».

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Considérant *Dter* (nouveau)

Amendement n° 40

M. Brotcorne dépose l'amendement n° 40 (doc. Sénat n° 2-1969/2) qui tend à insérer un nouveau considérant *Dter* afin de rappeler les possibilités données au Conseil de Sécurité par l'article 13 du Statut de Rome.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Considérant *Gbis* (nouveau)

Amendement n° 1

M. Lionel Vandenberghe dépose l'amendement n° 1 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui tend à insérer un

het kwartet (VN, Rusland, VS en EU) stemt Rusland voor, sommige landen van de EU onthouden zich en de VS stemmen tegen. België zal zijn uiterste best doen om de stem van de EU als één te laten horen, maar dit belooft zeer moeilijk te worden.

III. BESPREKING VAN HET VOORSTEL VAN RESOLUTIE

A. Considerans

Considerans *Cbis* (nieuw)

Amendement nr. 42

De heer Brotcorne dient amendement nr. 42 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt een nieuwe overweging *Cbis* in te voegen teneinde het belang van de hoofdstukken VI en VIII van het Handvest van de Verenigde Naties te benadrukken.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Considerans *Dbis* (nieuw)

Amendement nr. 41

De heer Brotcorne dient amendement nr. 41 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt een nieuwe overweging *Dbis* in te voegen teneinde het belang te benadrukken dat het beginsel « beschermingsverantwoordelijkheid » heeft voor de Veiligheidsraad.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Considerans *Dter* (nieuw)

Amendement nr. 40

De heer Brotcorne dient amendement nr. 40 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt een overweging *Dter* in te voegen teneinde te herinneren aan de mogelijkheden die artikel 13 van het Statuut van Rome aan de Veiligheidsraad geeft.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Considerans *Gbis* (nieuw)

Amendement nr. 1

De heer Lionel Vandenberghe dient amendement nr. 1 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt een

nouveau considérant *Gbis* se référant aux efforts fournis par la Belgique en vue de la conclusion d'un traité relatif aux armes légères.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Considérant *Gter* (nouveau)

Amendement n° 11

Mme de Bethune dépose l'amendement n° 11 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui tend à insérer un nouveau considérant *Gter* se référant aux recommandations concernant les femmes et les enfants en situation de conflit, qui ont déjà été adoptées par le Sénat durant la présente législature.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Considérant *Gquater* (nouveau)

Amendement n° 49

Mme Hermans et M. Nimmegeers déposent l'amendement n° 49 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui vise à insérer un nouveau considérant *Gquater* se référant aux efforts fournis par la Belgique en ce qui concerne la problématique des enfants soldats.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Considérant *Gquinquies* (nouveau)

Amendement n° 39

M. Brotcorne dépose l'amendement n° 39 (doc. Sénat, n° 2-1969/2) qui tend à insérer un nouveau considérant *Gquinquies* afin d'accentuer l'importance de la protection des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Considérant K (nouveau)

Amendement n° 2

M. Lionel Vandenberghe dépose l'amendement n° 2 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui vise à insérer un nouveau considérant K, afin d'attirer l'attention sur le problème très actuel du Kosovo.

nieuwe overweging *Gbis* in te voegen met verwijzing naar de Belgische inspanningen voor het totstandkomen van een verdrag voor lichte wapens.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Considerans *Gter* (nieuw)

Amendement nr. 11

Mevrouw de Bethune dient amendement nr. 11 in (stuk, Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt een nieuw overweging *Gter* in te voeren met verwijzing naar de aanbevelingen inzake kinderen en vrouwen in conflictsituaties, die door de Senaat reeds zijn aangenomen tijdens deze legislatuur.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Considerans *Gquater* (nieuw)

Amendement nr. 49

Mevrouw Hermans en de heer Nimmegeers dienen amendement nr. 49 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat een nieuw overweging *Gquater* invoegt verwijzend naar de Belgische inspanningen inzake de problematiek van de kindsoldaten.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Considerans *Gquinquies* (nieuw)

Amendement nr. 39

De heer Brotcorne dient amendement nr. 39 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt een nieuwe overweging *Gquinquies* in te voegen teneinde het belang te benadrukken van de bescherming van de rechten van de mens in de strijd tegen terrorisme.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Considerans K (nieuw)

Amendement nr. 2

De heer Lionel Vandenberghe dient amendement nr. 2 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt een nieuwe overweging K in te voegen om de aandacht te vestigen op het probleem Kosovo dat zeer actueel wordt.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Considérant L (nouveau)

Amendement n° 3

M. Lionel Vandenberghe dépose l'amendement n° 3 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui tend à insérer un nouveau considérant L se référant aux tribunaux internationaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Considérant M (nouveau)

Amendement n° 4

M. Lionel Vandenberghe dépose l'amendement n° 4 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui tend à insérer un nouveau considérant M se référant aux délais que se sont fixés les tribunaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

B. Recommandations

Point 1)

Point 1), nouveau tiret entre le premier et le deuxième tiret

Amendement n° 38

M. Brotcorne dépose l'amendement n° 38 (doc. Sénat, n° 3-1969/1) qui insère un nouveau tiret au point 1) des recommandations, qui réfère à la nécessité d'une autorisation explicite et claire du Conseil de Sécurité dans le cadre du Chapitre VII de la Charte.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Point 1), 2^e tiret

Amendement n° 34

M. Brotcorne dépose un amendement n° 34 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui tend à compléter le point 1), 2^e tiret des recommandations et qui réfère à la responsabilité du Conseil de Sécurité en matière de

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Considerans L (nieuw)

Amendement nr. 3

De heer Lionel Vandenberghe dient amendement nr. 3 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt een nieuwe overweging L in te voegen verwijzende naar de internationale tribunaal voor Rwanda en voormalig Joegoslavië.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Considerans M (nieuw)

Amendement nr. 4

De heer Lionel Vandenberghe dient amendement nr. 4 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt een nieuw overweging M in te voegen met verwijzing naar de termijnen die het Rwanda en Joegoslavië — tribunaal zich gesteld hebben.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

B. Aanbevelingen

Punt 1)

Punt 1), nieuw gedachtestreepje tussen het eerste en tweede gedachtestreepje

Amendement nr. 38

De heer Brotcorne dient amendement nr. 38 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/1) dat een nieuw gedachtestreepje invoegt in punt 1) van de aanbevelingen, dat verwijst naar de noodzaak van de expliciete en duidelijke toestemming van de Veiligheidsraad in het kader van Hoofdstuk VII van het Handvest.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Punt 1), tweede gedachtestreepje

Amendement nr. 34

De heer Brotcorne dient amendement nr. 34 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2), dat ertoe strekt punt 1), tweede gedachtestreepje, van de aanbevelingen aan te vullen en dat verwijst naar de verantwoordelijkheid van de

droits de l'homme si un État n'est pas en mesure de faire respecter ces droits.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Point 1), nouveau tiret entre le deuxième et troisième tiret

Amendement n° 47

Mme de Bethune dépose l'amendement n° 47 (doc. Sénat, n° 3-1969-2), qui tend insérer un nouveau tiret au point 1) des recommandations afin de présenter un large éventail de sanctions possibles, afin de ne pas favoriser l'escalade de la violence.

L'amendement est retiré à la suite de l'adoption de l'amendement n° 6 de M. Vandenberghe relatif au point 2) a., premier tiret.

Point 1), 4^e tiret

Amendement n° 35

M. Brotcorne dépose l'amendement n° 35 (doc. Sénat, n° 3-1969/1) qui apporte une correction juridique au point 1), 4^e tiret des recommandations.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Point 2)

Point 2) a.

Point 2) a., premier tiret

Amendement n° 16

M. Roelants du Vivier dépose un amendement n° 16 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui tend à reformuler le point 2 a), premier tiret des recommandations de manière plus concrète.

Cet amendement est rejeté par 5 voix contre 4 et 1 abstention.

Amendements n^{os} 5 et 33

M. Lionel Vandenberghe dépose l'amendement n° 5 (doc. Sénat, n° 3-1969/2), visant à ajouter les mots «en ce qui concerne tant la non-prolifération des armes nucléaires que l'obligation de désarmement

Veiligheidsraad inzake de rechten van de mens als een Staat niet bij machte is deze rechten te doen naleven.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Punt 1), nieuw gedachtestreepje tussen het tweede en derde gedachtestreepje

Amendement nr. 47

Mevrouw de Bethune dient een amendement (stuk Senaat, nr. 3-1969-2) in dat ertoe strekt een nieuw gedachtestreepje in te voegen in punt 1) van de aanbevelingen om een uitgebreide waaier van mogelijke sancties voor te stellen om de escalatie van geweld niet in de hand te werken.

Het amendement wordt ingetrokken omdat amendement nr. 6 van de heer Vandenberghe op punt 2) a., eerste gedachtestreepje wordt aangenomen.

Punt 1), vierde gedachtestreepje

Amendement nr. 35

De heer Brotcorne dient amendement nr. 35 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/1) dat een juridische verbetering aanbrengt in punt 1), vierde gedachtestreepje van de aanbevelingen.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Punt 2)

Punt 2) a.

Punt 2) a., eerste gedachtestreepje

Amendement nr. 16

De heer Roelants du Vivier dient amendement nr. 16 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt punt 2 a), eerste gedachtestreepje van de aanbevelingen meer concreet te formuleren.

Dit amendement wordt verworpen met 5 tegen 4 stemmen bij 1 onthouding.

Amendementen nrs. 5 en 33

De heer Lionel Vandenberghe dient amendement nr. 5 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt de woorden «zowel inzake de non-proliferatie van kernwapens als van de ontwapeningsverplichting in

visée à l'article VI du TNP» au premier tiret du point 2)a. M. Lionel Vandenberghe dépose également l'amendement n° 33 (doc. Sénat, n° 3-1969/2), qui vise à supprimer les mots «du TNP» au même premier tiret du point 2)a.

D'après l'auteur, le TNP entrouvre la porte à toutes sortes d'arguties juridiques selon le point de vue que l'on défend. Si l'on s'en tient à la lettre du TNP, on peut dire qu'il n'a été violé ni par l'Iran, ni par la Corée du Nord. Cette dernière a résilié le traité conformément à la procédure qui y est prévue avant de procéder à la production d'armes nucléaires. À l'heure actuelle, l'Iran n'a encore violé aucune disposition du TNP, mais on lui attribue l'intention de vouloir, en définitive, fabriquer des armes nucléaires. Ce pays n'a toutefois pas respecté certaines dispositions en matière de contrôle (déclarations à effectuer auprès de l'AIEA), en invoquant le boycott des États-Unis et des alliés, que l'Iran qualifie de violation du libre accès à l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Le libre accès en question est garanti par l'article IV du TNP, alors que l'article III, § 3, dispose que les garanties requises devront être mises en œuvre de manière à satisfaire aux dispositions de l'article IV en question.

Or, le but ne saurait être d'imaginer une sanction automatique au refus de libre accès à la technologie nucléaire à des fins pacifiques. L'amendement à l'examen propose dès lors de recentrer la résolution sur la non-prolifération et le respect de l'article 6 du TNP. Sans pour autant mettre en cause le principe des sanctions, on insistera plutôt sur le fait que la non-prolifération et le désarmement nucléaire sont indissociablement liés. Les mesures en faveur du désarmement nucléaire et de la non-prolifération ne seront d'aucun effet si elles ne visent pas le renforcement de la sécurité de tous les pays et non de quelques-uns. Il serait préférable d'attribuer à la Belgique un rôle de passerelle entre les différents opposants, plutôt que de défendre servilement le monopole nucléaire des membres permanents.

Ces amendements sont adoptés par 7 voix contre 3.

Amendement n° 6

M. Lionel Vandenberghe dépose l'amendement n° 6 (doc. Sénat, n° 3-1969/2), qui vise à compléter le point 2)a., premier tiret, des résolutions, en renvoyant à une solution pacifique de la problématique des armes nucléaires et de la non-prolifération.

L'amendement en question est adopté par 8 voix contre 2.

artikel VI van het NPV» toe te voegen in het eerste gedachtestreepje van punt 2)a. De heer Lionel Vandenberghe dient eveneens amendement nr. 33 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt de woorden «het NPV» te schrappen in het hetzelfde eerste gedachtestreepje van punt 2)a.

Volgens spreker laat het NVP wel wat ruimte voor juridische haarkloverij al naargelang welk standpunt wordt verdedigd. Naar de letter van het NPV hebben noch Iran noch Noord-Korea het NPV geschonden. Noord-Korea heeft het verdrag opgezegd volgens de erin voorziene procedure alvorens tot de productie van atoomwapens over te gaan. Iran heeft op dit moment nog geen verdragsbepaling van het NPV geschonden maar wordt wel de intentie toegedicht om uiteindelijk kernwapens te willen maken. Het heeft wel een aantal verificatiebepalingen (meldingen bij het IAEA) niet nageleefd, met als argument de boycot door de VS en bondgenoten die door Iran als een schending wordt bestempeld van de vrije toegang tot vreedzame kernenergie, hetgeen gegarandeerd is in art. IV NPV, terwijl art III § 3 stelt dat de safeguards agreements uitgevoerd moeten worden op een wijze in overeenstemming met dit art. IV.

Het kan toch niet de bedoeling zijn om het niet verlenen van toegang tot nucleaire technologie voor vreedzame doeleinden ook met een automatische sanctie te bedenken. Daarom wil men met dit amendement de resolutie meer toespitsen op non-prolifерatie en het naleven van artikel 6 van het NPV. Men is niet per definitie tegen sancties, maar wil eerder erop blijven hameren dat non-prolifерatie en nucleaire ontwapening onlosmakelijk met elkaar verbonden zijn. Men kan nucleaire ontwapening en proliferatie enkel tegengaan als de maatregelen gericht zijn op het verhogen van de veiligheid voor allen en niet voor enkelen. België kan beter een brugfunctie vervullen tussen de verschillende opponenten in plaats van slaafs het kernwapenmonopolie van de permanente leden verdedigen.»

Deze amendementen worden aangenomen met 7 tegen 3 stemmen.

Amendement nr. 6

De heer Lionel Vandenberghe dient amendement nr. 6 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat er toe strekt punt 2)a., eerste gedachtestreepje, van de aanbevelingen te vervolledigen met een verwijzing naar een vreedzame oplossing van de problematiek van de kernwapens en de non-prolifерatie.

Dit amendement wordt aangenomen met 8 tegen 2 stemmen.

Amendement n° 48

Mme de Bethune dépose l'amendement n° 48 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui vise à modifier le premier tiret du point 2)a. des recommandations en vue de souligner l'importance de l'élimination des armes nucléaires.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Point 2) a., 2^e tiret (nouveau)

Amendement n° 17

M. Roelants du Vivier dépose un amendement n° 17 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui tend à insérer un nouveau tiret au point 2)a. des recommandations qui accentue l'importance de réduire les armes nucléaires au niveau le plus bas possible.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Point 2) a., nouveau tiret entre le deuxième et troisième tiret

Amendement n° 46

Mme de Bethune dépose l'amendement n° 46 (doc. Sénat, n° 3-1969-2) qui vise à insérer un nouveau tiret au point 2)a. des recommandations en vue d'attirer l'attention sur l'importance de contrôler l'obligation de droit international d'éliminer les armes nucléaires.

Cet amendement est adopté par 7 voix contre 3.

Amendement n° 45

Mme de Bethune dépose ensuite l'amendement n° 45 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui vise, lui aussi, à insérer un nouveau tiret au point 2)a. des recommandations en vue d'attirer l'attention sur la nécessité d'adopter une attitude critique à l'égard des États dotés de l'arme nucléaire.

Cet amendement est adopté par 5 voix contre 3 et 2 abstentions.

Point 2) a., 5^e tiret

Amendement n° 18

M. Roelants du Vivier dépose l'amendement n° 18 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui vise à compléter le

Amendement nr. 48

Mevrouw de Bethune dient amendement nr. 48 (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) in dat ertoe strekt punt 2)a., eerste gedachtestreepje, van de aanbevelingen te wijzigen door het belang te benadrukken van de eliminatie van kernwapens.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Punt 2) a., tweede gedachtestreepje (nieuw)

Amendement nr. 17

De heer Roelants du Vivier dient amendement nr. 17 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt een nieuw gedachtestreepje in te voegen in punt 2)a van de aanbevelingen waarin wordt benadrukt hoe belangrijk het is dat het aantal kernwapens tot een zo laag mogelijk niveau wordt teruggebracht.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Punt 2) a., nieuw gedachtestreepje tussen het tweede en derde gedachtestreepje

Amendement nr. 46

Mevrouw de Bethune dient amendement nr. 46 (stuk Senaat, nr. 3-1969-2) in dat ertoe strekt een nieuw gedachtestreepje in te voeren in punt 2)a. van de aanbevelingen om de aandacht te vestigen op het belang van de controle van de internationaal-rechtelijke verplichting om kernwapens te elimineren.

Dit amendement wordt aangenomen met 7 tegen 3 stemmen.

Amendement nr. 45

Mevrouw de Bethune dient vervolgens amendement nr. 45 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat er ook toe strekt een nieuw gedachtestreepje in te brengen in punt 2)a. van de aanbevelingen om de noodzaak van een kritische houding tegenover de kernwapensstaten in het licht te stellen.

Dit amendement wordt aangenomen met 5 tegen 3 stemmen bij 2 onthoudingen.

Punt 2) a., vijfde gedachtestreepje

Amendement nr. 18

De heer Roelants du Vivier dient amendement nr. 18 in (stuk Senaat nr. 3-1969/2), dat ertoe strekt

point 2)a., 5^e tirt des recommandations en mettant également l'accent sur l'importance de la réduction des bombes à sous-munition.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Point 2) a., 6^e tirt

Amendement n° 19

M. Roelants du Vivier dépose un amendement n° 19 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui vise à compléter le point 2)a., 6^e tirt des recommandations qui souligne la nécessité de lutter contre la prolifération des armes légères.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Amendement n° 12

Mme de Bethune dépose l'amendement n° 12 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui vise à apporter une précision technique au point 2)a., sixième tirt, des recommandations.

Cet amendement est retiré.

Point 2) a., 7^e tirt

Amendement n° 20

M. Roelants du Vivier dépose l'amendement n° 20 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui vise à compléter le point 2)a., 7^e tirt des recommandations mettant en évidence la nécessité d'élargir le champ d'application du protocole III.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Point 2) a., 8^e tirt (nouveau)

Amendement n° 21

M. Roelants du Vivier dépose un amendement n° 21 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui vise à insérer un nouveau tirt au point 2)a. des recommandations, attirant l'attention sur les sanctions que le Conseil de sécurité des Nations unies peut infliger en cas de violations des embargos sur les armes.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

punt 2)a, vijfde gedachtestreepje, van de aanbevelingen aan te vullen door ook te benadrukken hoe belangrijk het is het gebruik van de clusterbommen te beperken.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Punt 2) a, zesde gedachtestreepje

Amendement nr. 19

De heer Roelants du Vivier dient amendement nr. 19 in (stuk Senaat nr. 3-1969/2), dat ertoe strekt punt 2)a, zesde gedachtestreepje van de aanbevelingen aan te vullen en dat de noodzaak van de strijd tegen de proliferatie van handvuurwapens onderstreept.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Amendement nr. 12

Mevr. de Bethune dient amendement nr. 12 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt een technische precisering aan te brengen in punt 2)a., zesde gedachtestreepje van de aanbevelingen.

Dit amendement wordt ingetrokken.

Punt 2) a, zevende gedachtestreepje

Amendement nr. 20

De heer Roelants du Vivier dient amendement nr. 20 in (stuk Senaat nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt punt 2)a, zevende gedachtestreepje, van de aanbevelingen aan te vullen en de noodzaak te onderstrepen dat het toepassingsgebied van protocol III aangevuld wordt.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Punt 2) a, achtste gedachtestreepje (nieuw)

Amendement nr. 21

De heer Roelants du Vivier dient amendement nr. 21 (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) in om in punt 2)a. van de aanbevelingen een nieuw gedachtestreepje in te voegen, dat de aandacht vestigt op de sancties die de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties kan opleggen bij schending van de wapenembargo's.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Point 2) a., 9^e tiret (nouveau)

Amendement n^o 22

M. Roelants du Vivier dépose un amendement n^o 22 (doc. Sénat, n^o 3-1969/2) qui vise à insérer un point 2) a., 9^e tiret des recommandations afin de renvoyer à l'importance du Protocole de vérification.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Point 2) a., 9^e tiret (nouveau)

Amendement n^o 23

M. Roelants du Vivier dépose un amendement n^o 23 (doc. Sénat, n^o 3-1969/2) qui vise à insérer un nouveau tiret au point 2)a. des recommandations afin d'accentuer le besoin de détruire les armes chimiques dans les délais prévus.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Point 2) b.

Point 2) b., deuxième tiret (nouveau)

Amendement n^o 13

Mme de Bethune dépose l'amendement n^o 13 (doc. Sénat, n^o 3-1969/2) qui vise à compléter le point 2)b. des recommandations par un second tiret en vue d'attirer l'attention sur la problématique des enfants dans les conflits armés.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Point 2) b., troisième tiret (nouveau)

Amendement n^o 50

Mme Hermans et M. Nimmegeers déposent un amendement (doc. Sénat, n^o 3-1969/2) tendant à insérer au point 2) b. des recommandations un troisième tiret, également centré sur la problématique des enfants soldats.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Punt 2) a., negende gedachtestreepje (nieuw)

Amendement nr. 22

De heer Roelants du Vivier dient amendement nr. 22 in (stuk Senaat nr. 3-1969/2), dat ertoe strekt in punt 2)a. van de aanbevelingen een negende gedachtestreepje in te voegen om te wijzen op het belang van het Verificatieprotocol.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Punt 2) a., negende gedachtestreepje (nieuw)

Amendement nr. 23

De heer Roelants du Vivier dient amendement nr. 23 (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) in, dat ertoe strekt een nieuw gedachtestreepje aan punt 2a) van de aanbevelingen toe te voegen, om te beklemtonen dat de chemische wapens binnen de vastgestelde termijnen vernietigd moeten worden.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Punt 2) b.

Punt 2) b., tweede gedachtestreepje (nieuw)

Amendement nr. 13

Mevrouw de Bethune dient amendement nr. 13 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt een tweede gedachtestreepje in te voegen in punt 2)b. van de aanbevelingen om de problematiek van de kindsoldaten in het licht te stellen.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Punt 2) b., derde gedachtestreepje (nieuw)

Amendement nr. 50

Mevrouw Hermans en de heer Nimmegeers dienen een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt een derde gedachtestreepje in te voegen in punt 2) b. van de aanbevelingen dat er eveneens op gericht is de problematiek van de kindsoldaten te belichten.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Point 2) c.

Point 2) c., deuxième tiret (nouveau)

Amendement n° 14

Mme de Bethune dépose l'amendement n° 14 (doc. Sénat, n° 3-1969/2), qui tend à insérer au point 2) c. des recommandations un nouveau tiret demandant d'accorder une attention particulière à la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Point 2) c., cinquième tiret (nouveau)

Amendement n° 24

M. Roelants du Vivier dépose un amendement n° 24 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui vise à insérer un nouveau tiret au point 2) c. des recommandations afin d'appeler à effectuer des démarches diplomatiques en vue d'accéder à la Commission de consolidation de la paix des Nations unies.

Cet amendement a été adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Point 2) c.*bis* (nouveau)

Amendements n°s 7 et 51

M. Lionel Vandenberghe dépose l'amendement n° 7 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) tendant à insérer dans les recommandations un nouveau point *c) bis* concernant le statut futur du Kosovo.

M. Lionel Vandenberghe dépose ensuite l'amendement n° 51 (doc. Sénat, n° 3-1969/2), tendant à modifier l'amendement n° 7.

L'amendement n° 51 est rejeté par 6 voix contre 4. La première partie de l'amendement n° 7 est adoptée à l'unanimité des 10 membres présents. La deuxième partie de l'amendement n° 7 est rejetée par 6 voix contre 4.

Point 2) c.*ter* (nouveau)

Amendement n° 36

M. Brotcorne dépose un amendement n° 36 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui tend à insérer dans les recommandations un nouveau point 2)c.*ter* concernant la lutte contre le terrorisme.

Punt 2) c.

Punt 2) c., tweede gedachtestreepje (nieuw)

Amendement nr. 14

Mevrouw de Bethune dient amendement nr. 14 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt een nieuw gedachtestreepje in te voegen in punt 2) c. van de aanbevelingen om speciale aandacht te vragen voor de uitvoering van resolutie 1325 van de Veiligheidsraad.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Punt 2), c., vijfde gedachtestreepje (nieuw)

Amendement nr. 24

De heer Roelants du Vivier dient amendement nr. 24 in (stuk Senaat nr. 3-1969/2), dat ertoe strekt een nieuw gedachtestreepje in te voegen in punt 2) c van de aanbevelingen, om op te roepen tot het nemen van diplomatieke initiatieven om toegang te krijgen tot de VN-Commissie voor de consolidatie van de vrede.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Punt 2) c.*bis* (nieuw)

Amendementen nrs. 7 en 51

De heer Lionel Vandenberghe dient amendement nr. 7 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt een nieuw punt *c) bis* in de aanbevelingen in te brengen omtrent het toekomstig statuut van Kosovo.

De heer Lionel Vandenberghe dient vervolgens amendement nr. 51 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt amendement nr. 7 te wijzigen.

Het amendement nr. 51 wordt verworpen met 6 tegen 4 stemmen. Het eerste deel van het amendement nr. 7 wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden. Het tweede deel van het amendement nr. 7 wordt verworpen met 6 tegen 4 stemmen.

Punt 2) c.*ter* (nieuw)

Amendement nr. 36

De heer Brotcorne dient amendement nr. 36 in (stuk Senaat nr. 3-1969/2), dat ertoe strekt in de aanbevelingen van de resolutie een nieuw punt 2)c. ter in te voegen over de strijd tegen het terrorisme.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Point 2) d.

Amendement n° 43

Mme Hermans et M. Willems déposent l'amendement n° 43 (doc. Sénat, n° 3-1969/2), qui tend à supprimer les points 2)d., 2)e. et 2)f. des recommandations.

Cet amendement est rejeté par 9 voix contre 1.

Point 2) d., deuxième tiret (nouveau)

Amendement n° 25

M. Roelants du Vivier dépose l'amendement n° 25 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui tend à insérer un nouveau tiret au point 2) d. des recommandations concernant l'exigence de condamner des attentats palestiniens contre des cibles israéliennes.

Cet amendement est adopté par 6 voix contre 2 et 1 abstention.

Point 2) d., troisième tiret

Amendement n° 26

M. Roelants du Vivier dépose l'amendement n° 26 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui tend à compléter le point 2)d., troisième tiret des recommandations, référant à l'opportunité de la reconnaissance de l'État israélien par les autres États.

Cet amendement est rejeté par 7 voix contre 3.

Point 2) f.

Point 2) f., 1^{er} tiret

Amendement n° 27

M. Roelants du Vivier dépose l'amendement n° 27 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui tend à compléter le point 2)f., 1^{er} tiret des recommandations en se référant au renouvellement du mandat de la MONUC.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Punt 2) d.

Amendement nr. 43

Mevrouw Hermans en de heer Willems dienen amendement nr. 43 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt de punten 2)d., 2)e. en 2)f. van de aanbevelingen te doen vervallen.

Dit amendement wordt verworpen met 9 stemmen tegen 1 stem.

Punt 2) d., 2e gedachtestreepje (nieuw)

Amendement nr. 25

De heer Roelants du Vivier dient amendement nr. 25 (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) in dat ertoe strekt een nieuw gedachtestreepje in te voegen in punt 2) d. van de aanbevelingen betreffende de vereiste dat Palestijnse aanslagen tegen Israëliische doelwitten veroordeeld worden.

Dit amendement wordt aangenomen met 6 tegen 2 stemmen bij 1 onthouding.

Punt 2) d., derde gedachtestreepje

Amendement nr. 26

De heer Roelants du Vivier dient amendement nr. 26 in (stuk Senaat nr. 3-1969/2), dat ertoe strekt punt 2)d., derde gedachtestreepje, van de aanbevelingen aan te vullen met een verwijzing naar de wenselijkheid van een erkenning van de Staat Israël door de andere staten.

Dit amendement wordt verworpen met 7 tegen 3 stemmen.

Punt 2, f.

Punt 2) f., eerste gedachtestreepje

Amendement nr. 27

De heer Roelants du Vivier dient amendement nr. 27 in (stuk Senaat nr. 3-1969/2), dat ertoe strekt het punt 2)f., eerste gedachtestreepje, van de aanbevelingen aan te vullen met een verwijzing naar de vernieuwing van het mandaat van MONUC.

Cet amendement a été adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Point 2) f., nouveau tiret

Amendement n° 8

M. Lionel Vandenberghe dépose l'amendement n° 8 (doc. Sénat, n° 3-1969/2), qui vise à insérer un nouveau tiret au point 2) f. des recommandations, en vue d'attirer l'attention sur la problématique de l'exploitation illégale des richesses naturelles dans des zones de conflit.

Cet amendement est retiré.

Point 2) f., 2^e tiret

Amendement n° 28

M. Roelants du Vivier dépose l'amendement n° 28 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui tend à compléter le point 2) f., 2^e tiret en attirant l'attention sur l'extension géographique du conflit au Darfour.

Cet amendement est retiré.

Point 2) f., 3^e tiret (nouveau)

Amendement n° 29

M. Roelants du Vivier dépose l'amendement n° 29 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui tend à insérer un troisième tiret au point 2) f. des recommandations, accentuant la gravité de la situation politique au Somalie.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Punt 2) f., 4^e tiret (nouveau)

Amendement n° 30

M. Roelants du Vivier dépose l'amendement n° 30 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui tend à insérer un 4^e tiret au point 2) f. des recommandations qui renvoie aux pratiques relatives à l'exploitation illicite de richesses dans les zones de conflit.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Punt 2) f., nieuw gedachtestreepje

Amendement nr. 8

De heer Lionel Vandenberghe dient amendement nr. 8 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt een nieuw gedachtestreepje in te brengen in punt 2)f. van de aanbevelingen om de aandacht te vestigen op de problematiek van de illegale exploitatie van natuurlijke rijkdommen in conflictgebieden.

Dit amendement wordt ingetrokken.

Punt 2) f., tweede gedachtestreepje

Amendement nr. 28

De heer Roelants du Vivier dient amendement nr. 28 in (stuk Senaat nr. 3-1969/2), dat ertoe strekt punt 2) f, tweede gedachtestreepje aan te vullen met een bepaling waarin de aandacht wordt gevestigd op de geografische uitbreiding van het conflict in Darfoer.

Dit amendement wordt ingetrokken.

Punt 2) f., derde gedachtestreepje (nieuw)

Amendement nr. 29

De heer Roelants du Vivier dient amendement nr. 29 (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) in, dat ertoe strekt in punt 2) f. van de aanbevelingen een derde gedachtestreepje in te voegen, dat de ernst beklemtoont van de politieke situatie in Somalië.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Punt 2) f., vierde gedachtestreepje (nieuw)

Amendement nr. 30

De heer Roelants du Vivier dient amendement nr. 30 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2), dat ertoe strekt in punt 2) f. van de aanbevelingen een vierde gedachtestreepje in te voegen, met een verwijzing naar praktijken als de illegale exploitatie van natuurlijke rijkdommen in conflictzones.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Point 2) g. (nouveau)

Amendement n° 31

M. Roelants du Vivier dépose l'amendement n° 31 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui tend à insérer un nouveau point 2) g. dans les recommandations concernant l'Afghanistan.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Point 2) h. (nouveau)

Amendement n° 32

M. Roelants du Vivier dépose l'amendement n° 32 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui tend à insérer un nouveau point 2) h. dans les recommandations sur la défense des droits de l'homme.

Cet amendement est retiré.

Point 2)*bis* (nouveau)

Amendement n° 9

M. Lionel Vandenberghe dépose l'amendement n° 9 (doc. Sénat, n° 3-1969/2), visant à insérer dans les recommandations un point 2)*bis* nouveau concernant la justice internationale.

La première partie de l'amendement n° 9 est rejetée par 6 voix contre 4.

La deuxième partie de l'amendement n° 9 est adoptée à l'unanimité des 10 membres présents.

Point 3)

Point 3), 3^e tiret (nouveau)

Amendement n° 37

M. Brotcorne dépose un amendement n° 37 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui tend à insérer dans les recommandations un nouveau tiret au point 3), qui demande la priorité pour les sanctions limitées dans le temps.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Punt 2) g. (nieuw)

Amendement nr. 31

De heer Roelants du Vivier dient amendement nr. 31 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt een nieuw punt 2) g. in te voegen in de aanbevelingen betreffende Afghanistan.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Punt 2) h. (nieuw)

Amendement nr. 32

De heer Roelants du Vivier dient amendement nr. 32 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2), dat ertoe strekt een nieuw punt 2) h. in te voegen in de aanbevelingen betreffende de verdediging van de mensenrechten.

Dit amendement wordt ingetrokken.

Punt 2)*bis* (nieuw)

Amendement nr. 9

De heer Lionel Vandenberghe dient amendement nr. 9 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt een nieuw punt 2) *bis* in de aanbevelingen in te voegen aangaande de internationale rechtsspraak.

Het eerste deel van het amendement nr. 9 wordt verworpen met 6 stemmen tegen 4.

Het tweede deel van het amendement nr. 9 wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Punt 3)

Punt 3), derde streepje (nieuw)

Amendement nr. 37

De heer Brotcorne dient amendement nr. 37 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt in de aanbevelingen een nieuw streepje in punt 3) in te voegen, waarin erop aangedrongen wordt voorrang te geven aan tijdelijke sancties.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Point 5)

Amendement n° 44

Mme Hermans et M. Willems déposent l'amendement n° 44 (doc. Sénat, n° 3-1969/2), qui tend à supprimer le point 5 des recommandations.

Cet amendement est rejeté par 9 voix contre 1.

Point 5), premier tiret

Amendement n° 15

Mme de Bethune dépose l'amendement n° 15 (doc. Sénat, n° 3-1969/2), qui tend à supprimer le premier tiret du point 5) des recommandations.

Cet amendement est rejeté par 6 voix contre 4.

Point 6)

Point 6), deuxième tiret (nouveau)

Amendement n° 10

M. Lionel Vandenberghe dépose l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 3-1969/2) qui vise à insérer un nouveau tiret au point 6) des recommandations en vue d'inviter le gouvernement à se concerter avec le Parlement pour déterminer les thèmes qui seront abordés sous la présidence belge du Conseil de sécurité des Nations unies.

Cet amendement est adopté par 8 voix contre 2.

IV. VOTES

Les amendements n^{os} 1, 2, 3, 4, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 27, 29, 30, 31, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 48, 49 et 50 sont adoptés à l'unanimité des 10 membres présents.

L'amendement n° 5 est adopté par 7 voix contre 3.

L'amendement n° 6 est adopté par 8 voix contre 2.

La première partie de l'amendement n° 7 est adoptée à l'unanimité des 10 membres présents. La deuxième partie de cet amendement est rejetée par 6 voix contre 4.

L'amendement n° 8 est retiré.

Punt 5)

Amendement nr. 44

Mevrouw Hermans en dhr Willems dienen amendement nr. 44 in (Stuk, Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt punt 5 van de aanbevelingen te doen vervallen.

Dit amendement wordt verworpen met 9 stemmen tegen 1.

Punt 5), eerste gedachtestreepje

Amendement nr. 15

Mevrouw de Bethune dient amendement nr. 15 in (Stuk, Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt het eerste gedachtestreepje van punt 5) van de aanbevelingen te doen vervallen.

Dit amendement wordt verworpen met 6 stemmen tegen 4.

Punt 6)

Punt 6), tweede gedachtestreepje (nieuw)

Amendement nr. 10

De heer Lionel Vandenberghe dient amendement nr. 10 in (stuk Senaat, nr. 3-1969/2) dat ertoe strekt een nieuw gedachtestreepje in te voegen in punt 6) van de aanbevelingen om de regering te verzoeken in overleg met het parlement de thema's, die aan bod zullen komen tijdens het Belgisch voorzitterschap van de VN-Veiligheidsraad, te bepalen.

Dit amendement wordt aangenomen met 8 stemmen tegen 2.

IV. STEMMINGEN

De amendementen 1, 2, 3, 4, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 27, 29, 30, 31, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 48, 49 en 50 worden eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden

Het amendement nr. 5 wordt aangenomen met 7 stemmen tegen 3.

Het amendement nr. 6 wordt aangenomen met 8 stemmen tegen 2.

Het eerste deel van het amendement nr. 7 wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden. Het tweede deel van het amendement nr. 7 wordt verworpen met 6 stemmen tegen 4.

Het amendement nr. 8 wordt ingetrokken.

La première partie de l'amendement n° 9 est rejetée par 6 voix contre 4.

La deuxième partie de cet amendement est adoptée à l'unanimité des 10 membres présents.

L'amendement n° 10 est adopté par 8 voix contre 2.

L'amendement n° 12 est retiré.

L'amendement n° 15 est rejeté par 6 voix contre 4.

L'amendement n° 16 est rejeté par 5 voix contre 4 et une abstention.

L'amendement n° 25 est adopté par 6 voix contre 3 et une abstention.

L'amendement n° 26 est rejeté par 7 voix contre 3.

Les amendements n^{os} 28 et 32 sont retirés.

L'amendement n° 33 est adopté par 7 voix contre 3.

L'amendement n° 43 est rejeté par 9 voix contre 1.

L'amendement n° 44 est rejeté par 9 voix contre 1.

L'amendement n° 45 est adopté par 5 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'amendement n° 46 est adopté par 7 voix contre 3.

L'amendement n° 47 est retiré.

L'amendement n° 51 est rejeté par 6 voix contre 4.

L'ensemble de la proposition de résolution n° 3-1969/1 amendée a été adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

*
* *

Confiance a été faite aux rapporteurs pour la rédaction du présent rapport.

Les rapporteurs,

Christian BROTCORNE. François ROELANTS du VIVIER.
Philippe MAHOUX.
Lionel VANDENBERGHE.

Le président,

Het eerste deel van het amendement nr. 9 wordt verworpen met 6 stemmen tegen 4.

Het tweede deel van het amendement nr. 9 wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Het amendement nr. 10 wordt aangenomen met 8 stemmen tegen 2.

Het amendement nr. 12 wordt ingetrokken.

Het amendement nr. 15 wordt verworpen met 6 stemmen tegen 4.

Het amendement nr. 16 wordt verworpen met 5 stemmen tegen 4 bij 1 onthouding.

Het amendement nr. 25 wordt aangenomen met 6 stemmen tegen 3 bij 1 onthouding.

Het amendement nr. 26 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 3.

De amendementen nrs. 28 en 32 worden ingetrokken.

Het amendement nr. 33 wordt aangenomen met 7 stemmen tegen 3.

Het amendement nr. 43 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 1.

Het amendement nr. 44 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 1.

Het amendement nr. 45 wordt aangenomen met 5 stemmen tegen 3 bij 2 onthoudingen.

Het amendement nr. 46 wordt aangenomen met 7 stemmen tegen 3.

Het amendement nr. 47 wordt ingetrokken.

Het amendement nr. 51 wordt verworpen met 6 stemmen tegen 4.

Het geamendeerde voorstel van resolutie nr. 3-1969/1 in zijn geheel wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

*
* *

Vertrouwen werd geschonken aan de rapporteurs voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteurs,

Christian BROTCORNE. François ROELANTS du VIVIER.
Philippe MAHOUX.
Lionel VANDENBERGHE.

De voorzitter,